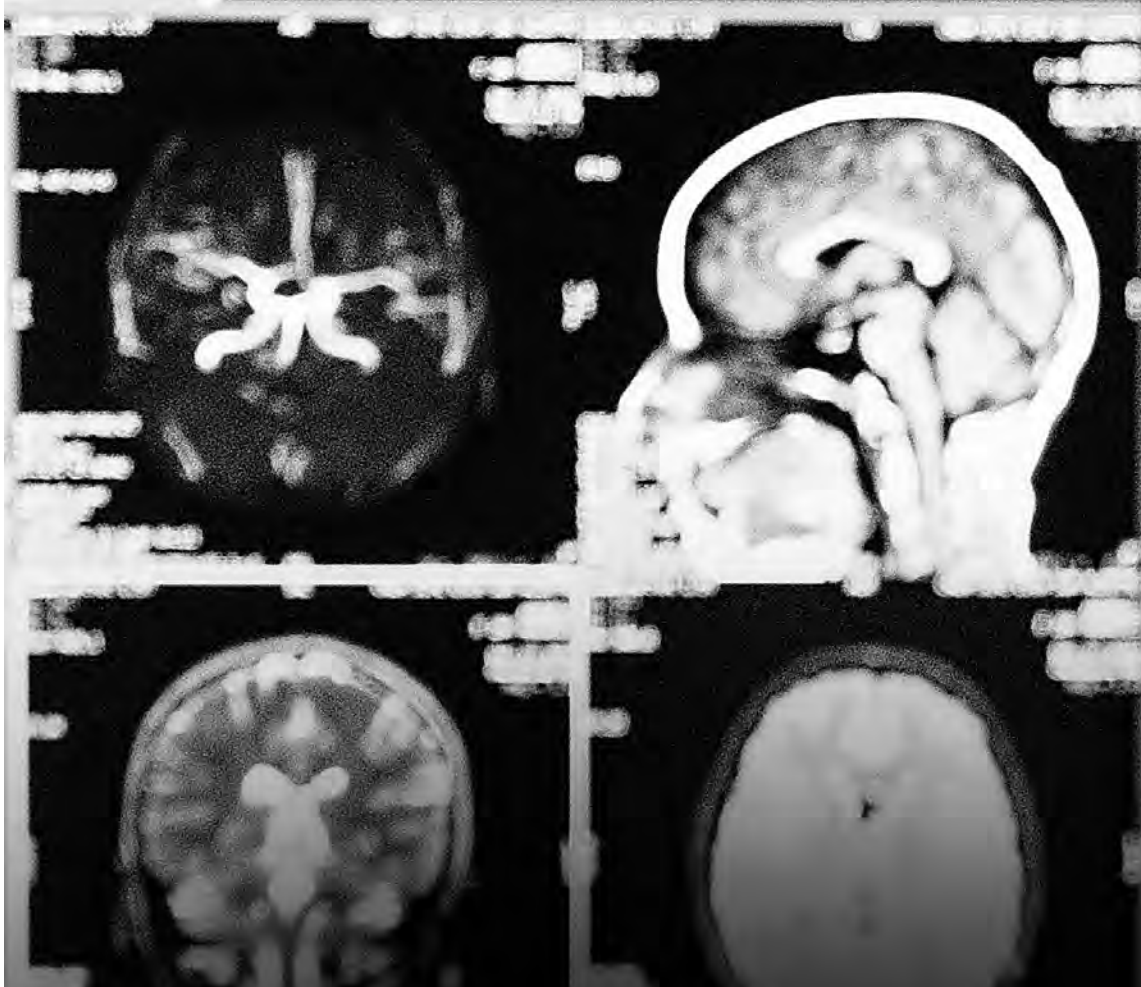


d'Lëtzebuerger **Land**

Land



Unabhängige Wochenzeitung für Politik,
Wirtschaft und Kultur

#02 67. Jahrgang 10. Januar 2020



4,00€

Le temps, l'argent et la révolution numérique

Un entretien avec le ministre socialiste
du Travail et de l'Emploi Dan Kersch sur
les défis de la flexibilisation du travail,
la compensation des mesures pour le
climat et la politique sociale du LSAP

K(r)ampf um Esch 2022

Esch wird in zwei Jahren Europäische
Kulturhauptstadt sein. Vorfreude auf
das kulturelle Ereignis sucht man jedoch
nahezu vergebens

Schöne neue Gesundheitswelt

Während Etienne Schneider
Brainstormings über eine zwanglosere
Gesundheitsversorgung zulässt, sorgt
das in der LSAP für Flügelkämpfe. Dem
muss sich nun Paulette Lenert widmen

Foto: Sven Becker

Le temps, l'argent et la révolution numérique

Interview : josée hansen

d'Letzburger Land : *Est-ce que, au début du XXI^e siècle et d'une nouvelle décennie, en pleine révolution numérique et alors que s'annoncent l'arrivée de l'intelligence artificielle et la robotisation croissante du monde du travail, le contrat de travail à durée indéterminée (CDI) doit demeurer la norme en droit au Luxembourg ?*

Dan Kersch : Du point de vue légal, le CDI est certainement la norme. Le problème est que la pratique risque de mener le texte à l'absurde. Heureusement, nous avons obtenu dernièrement plusieurs jurisprudences qui établissent elles aussi qu'effectivement, le CDI est la norme et qu'on ne peut pas si facilement avoir recours à des CDD (contrats à durée déterminée) avec l'argument d'une simple surcharge de travail. Mais nous constatons qu'il y a une augmentation des CDDs et, surtout, de travailleurs intérimaires, qui ont souvent des contrats de plus en plus courts, parfois d'une semaine, voire seulement deux ou trois jours – avec tous les problèmes que cela implique pour les concernés. Voilà les faits, que personne ne conteste.

Le patronat estime pourtant que le droit du travail est beaucoup trop rigide. Le discours ambiant veut que, dans la « start-up-nation », il faut être mobile, s'adapter, être conscient qu'on ne peut pas avoir une carrière stable pour toute une vie, comme c'était l'idéal à la fin du siècle dernier, mais changer souvent de poste et de statut, pourquoi pas aussi s'établir à son compte. Comment est-ce que l'État peut à la fois « accompagner la mobilité » (comme le promet l'accord de coalition) et garantir les droits des travailleurs ?

Le droit du travail n'est pas une fin en soi. S'il est si « rigide », comme le fustigent certains, cela a ses raisons : l'État a toujours dû réagir à des développements négatifs en renforçant la législation. Les fonctions de ce droit sont de deux ordres : premièrement, il permet aux entreprises de travailler sous ces conditions au Luxembourg et de les protéger vis-à-vis de toute concurrence déloyale. Et de l'autre il permet de protéger les droits des salariés, qui sont le maillon faible vis-à-vis de certains patrons sans scrupules. Si on nous reproche aujourd'hui que le droit du travail est trop rigide, il faut rappeler que c'est la réponse à des évolutions négatives que nous avons constatées ces dernières décennies.

Qu'en est-il des petites entités, je pense aux start-ups ou au secteur créatif par exemple, qui sont les premiers à demander plus de flexibilité dans l'engagement de personnels ?

Un des problèmes actuels est justement qu'on argumente avec les besoins des petites entreprises pour pouvoir ensuite abolir des droits acquis dans les grandes boîtes. C'est une de mes grandes préoccupations : j'ai beaucoup de compréhension pour les petites entreprises qui se lancent et leurs besoins, mais cela ne doit pas nous ramener en arrière dans les grandes firmes.

Comme de la révolution industrielle il y a un siècle, la numérisation devrait engendrer des gains de productivité, qui devrait aller de pair avec une réduction du temps légal de travail. Dans la campagne électorale de 2018, le LSAP était en faveur de la sixième semaine de congés, mais vous n'avez réussi à augmenter le congé que de deux jours dans ce programme de coalition (un jour de congé légal, plus le jour férié de la journée de l'Europe). Une réduction du temps de travail plus importante reste-t-elle une ambition ?

Cette question des retombées de la productivité ne se pose pas seulement depuis que nous parlons de digitalisation. Une relation de travail lie toujours un patron qui veut faire prospérer son entreprise et un salarié qui veut organiser sa vie. Et cette relation est basée sur un prix, qui se paie en temps et en argent. Alors il n'y a que deux possibilités de rétribuer une augmentation de la productivité : soit par une réduction du temps de travail, soit par une augmentation du salaire. Toutes les luttes syndicales des dernières décennies concernaient soit le

« Le LSAP était modeste dans ses revendications lors des négociations de coalition, mais je reste d'avis que les gains de productivité de la numérisation doivent être équitablement partagés »

temps de travail, soit le salaire. Le LSAP était modeste dans ses revendications lors des négociations de coalition, mais je reste d'avis que les gains de productivité de la numérisation doivent être équitablement partagés : Sans conteste, une partie doit aller au patron qui investit, une deuxième partie doit aller dans la modernisation de l'entreprise – ce qui est dans l'intérêt du patron et des salariés –, et une partie de ce gain doit aussi aller au bénéfice du salarié. Si cette équation est en équilibre, alors on avance. Sinon, on a des problèmes dans la société et dans la politique en général. Au-delà, l'arrivée des nouvelles technologies et la robotique posent aussi des questions fiscales, sur l'imposition du capital et du facteur travail ou des nouvelles méthodes de travail.

Un problème majeur de l'économie au Luxembourg est actuellement le trafic, respectivement la congestion des moyens de transports, publics ou privés : difficile de faire venir les salariés, qu'ils soient autochtones ou frontaliers, à leur poste. Une des solutions envisagées serait le télétravail, d'instaurer par exemple des « coworking-spaces » décentralisés, voire de l'autre côté de la frontière – qui est possible en France sur 29 jours par an depuis cette année. Dans une interview donnée lundi au Quotidien, le Premier ministre Xavier Bettel (DP) espère ainsi voir diminuer le trafic de 30 000 à 40 000 voitures. Le télétravail est-il la panacée ?

Déjà en tant que ministre de la Fonction publique (lors de la précédente législature, ndlr.), j'avais lancé un projet-pilote de télétravail, qui a eu un écho extrêmement positif : on avait escompté qu'une centaine de personnes y participerait, mais d'après ce que je sais, il y en a beaucoup plus actuellement. Je ne vois le télétravail ni uniquement du point de vue d'une réduction du trafic, ni de celui de l'équité fiscale – bien qu'il faille aussi résoudre la question de l'imposition du travail effectué pour une entreprise luxembourgeoise de l'autre côté de la frontière. Mais j'y vois des enjeux fondamentaux concernant les droits des salariés, comme le droit à la déconnexion, la comptabilisation du temps de travail, l'intimité du domicile ou l'individualisation croissante des salariés... C'est donc une question beaucoup plus complexe que cela, qui a aussi des aspects philosophiques fondamentaux. Je mets en garde de n'y voir qu'une solution pour lutter contre les embouteillages.

En 2019, le dialogue social fut menacé par le patronat, qui, selon le nouveau président de l'Union des entreprises (UEL) Nicolas Buck, avait l'impression d'avoir été « niqué depuis quarante ans » par les syndicats et le gouvernement (voir d'Land du 15.11.19), et boudait les discussions tripartites au sein du Comité permanent du travail et de l'emploi (CPTE). Par quelle ruse avez-vous réussi à les faire revenir en décembre ?



Dan Kersch dans son bureau au ministère du Travail et de l'Emploi, au Rousegärtchen, lors de l'entretien ce mardi



elles peuvent faire avancer le débat, pourquoi pas les essayer ? Mais le geste de la chaise vide a été vu comme une provocation et la réaction des syndicats était à l'avenant. Le gouvernement a pleinement joué son rôle de conciliateur et je suis satisfait que nous ayons réussi à faire revenir tout le monde autour de la table afin de discuter, de manière controversée certes, mais de contenu en décembre.

Quelle est la suite de ces discussions du CPTE ?

Le gouvernement s'est vu confier une mission pour cette année, à savoir de proposer ses visions en ma-

tière de « work-life balance », plus concrètement en ce qui concerne le « congé parental plus » et le droit au travail partiel. Je vais accorder mes violons avec la ministre de la Famille Corinne Cahen (DP), avant de retourner au CPTE, où nous aurons aussi le travail intérimaire à l'ordre du jour.

Donc ce sont toujours les mêmes questions qui vous préoccupent, tournant autour de ce difficile équilibre entre sécurité et flexibilité au travail ?

Oui. La flexibilité n'est pas à sens unique. D'une part, ce sont les patrons qui la demandent à leurs

Un entretien avec le ministre socialiste du Travail et de l'Emploi Dan Kersch sur les défis de la flexibilisation du travail, la compensation des mesures pour le climat et la politique sociale du LSAP

employés, pour des raisons évidentes. Mais la flexibilité est d'autre part désormais aussi une revendication qui vient des salariés, demandant de pouvoir travailler autrement, selon des horaires plus mobiles par exemple, et on doit aussi réagir à cela. Il y a eu une réforme en 2017, qui permet déjà beaucoup plus de flexibilité, en étendant la période de référence au-delà de quatre mois, si c'est négocié via contrat collectif.

Le LSAP a réussi à imposer une augmentation de cent euros nets du salaire social minimum (SSM) dès le début de la législature. Or, malgré toutes les mesures de redistribution sociale, 18 pour cent des résidents se trouvent en-dessous du seuil de pauvreté au Luxembourg, certains d'entre eux sont des « working poor », souvent des monoparentaux qui élèvent seul un ou plusieurs enfants. N'est-ce pas dramatique ? Et que faites-vous contre cela ?

Il faut toujours relativiser les statistiques. J'ai formulé cela de manière un peu salope en disant que je préférerais vivre sous le seuil de pauvreté au Luxembourg qu'avec 90 pour cent du salaire médian en Roumanie. Néanmoins, c'est inquiétant que, malgré toutes les mesures redistributives, nous vivions dans une société qui se disloque rapidement. En tant que ministre du Travail, mon rayon d'action est limité. Au-delà d'intervenir sur le salaire social minimum, qui est du domaine politique, nous n'allons pas fixer de salaires minima par secteur par exemple, notre tradition n'est pas interventionniste sur ce plan-là. Mais nous constatons qu'il y a de plus en plus de salariés qui touchent le SSM, il y en a désormais plus de 60 000, dans les secteurs comme l'horeca, le nettoyage ou la construction, souvent dans les petites entreprises.

En ce qui concerne les *working poor*, nous ne pouvons que constater que les salaires n'augmentent pas à la même vitesse que les frais, notamment du logement. Un des moyens d'intervention politique que nous ayons est la fiscalité. Dans ce domaine, les trois partis de la majorité (LSAP, DP, Verts, ndlr.) sont d'avis qu'il faut lutter contre ce phénomène, qui frappe notamment les monoparentaux. Cela sera le principal accent de la réforme fiscale à venir.

Justement, dans le domaine de la fiscalité, vous mettiez toujours en garde, lors des discussions pour le plan climat, contre l'émergence de « gilets jaunes » au Luxembourg, parce qu'une « taxe carbone » touche toujours en premier les classes populaires. Une crainte légitime ?

Bien sûr : ce sont toujours les bas salaires qui sont proportionnellement les plus frappés par ces mesures. Une augmentation des accises sur l'essence ou une taxe carbone ne fait pas trop mal à ceux qui roulent en grosse berline et ont des salaires confortables, mais grèvent vraiment un revenu disponible déjà modeste. Donc je suis très fier que nous ayons trouvé ce consensus dans la politique climatique qui impose, dans la loi, une compensation sociale de toute mesure en faveur du climat – ce qui nous permet de concilier les deux priorités politiques. Pour moi, il s'agit de la mesure la plus importante qu'il y ait dans la loi sur le climat.

La réforme fiscale annoncée est actuellement l'objet de tous les désirs. On n'en sait que très peu – que les classes d'impôts seront abolies –, mais les uns s'attendent à des augmentations d'impôts (fonciers, sur la fortune, introduction d'un droit de succession en ligne directe...) et les autres à des baisses, notamment les entreprises. Pouvez-vous en dire plus ?

L'accord de coalition promet que l'impôt sur le revenu des collectivités baisserait d'un pour cent. Cela a été fait. Après, nous allons voir ce qu'il faut encore faire dans ce domaine-là. S'il faut encore délester les petites entreprises, le LSAP ne s'y opposera pas, parce qu'ils sont vitaux pour notre économie et il serait malsain de ne dépendre que de



Vue sur le chantier du tramway, avenue de la Liberté, depuis le bureau de Dan Kersch

la place financière. L'impôt foncier sera lui aussi réformé dans le cadre de cette réforme fiscale, mais pour qu'il puisse l'être, nous avons besoin des outils de planification que sont les plans d'aménagement généraux. La ministre de l'Intérieur (Taina Bofferdin, LSAP) a bien fait de ne plus étendre le délai de soumission des PAG pour les communes, nous en avons besoin maintenant.

Le chômage s'établit actuellement légèrement au-dessus de cinq pour cent au Luxembourg. Est-ce un taux jugé incompressible ?

Oui. Le chômage, surtout au Luxembourg, dépend beaucoup de la conjoncture, qui est bonne en ce moment. Nous pouvons surtout intervenir sur les problèmes structurels, et pour cela, je crois pouvoir dire que l'Adem fonctionne bien aujourd'hui. Nous investissons dans le travail plutôt que dans l'inactivité, en misant sur la formation des demandeurs d'emploi. Ce qui m'inquiète le plus, ce sont les gens qui, malgré tous leurs efforts, n'arrivent pas à réintégrer le premier marché de l'emploi. Je pense par exemple à ceux qui sont dans une mesure de reclassement et sont stigmatisés à cause de cela : voilà un *know-how* que nous devons activer en les réintégrant dans les entreprises.

L'Adem a aussi à charge d'« activer » les personnes qui touchent le nouveau Revis, ancien RMG. Est-ce que vous en avez tiré un premier bilan ?

La réforme du Revis fut la raison de l'augmentation du taux de chômage à un certain moment : l'Adem a dû évaluer les compétences des bénéficiaires du « revenu d'inclusion sociale » afin de définir s'ils pouvaient réintégrer le marché du travail ou pas. Mais cette situation est en train de se normaliser. Ce qui m'inquiète beaucoup plus en tant que ministre de tutelle de l'Adem, c'est la directive européenne qui nous demanderait de suivre les travailleurs frontaliers perdant leur emploi au Luxembourg. Je ne parle pas d'argent, nous indemnisons déjà maintenant les chômeurs frontaliers après une perte d'emploi au grand-duché, en virant cet argent aux agences d'emploi à l'étranger. Je parle surtout de moyens humains pour les encadrer, que nous n'avons pas. Depuis que je suis ministre du Travail (en décembre 2018, ndlr.), nous avons déjà engagé 80 personnes supplémentaires à l'Adem. Chaque employeur récurrent a désormais sa personne de contact fixe, et j'aimerais arriver à ce que chaque demandeur d'emploi ait aussi son agent de référence, qui le suive tout au long de son parcours. Bruxelles devrait comprendre la spécificité du marché du travail luxembourgeois et sa grande ouverture, avant d'imposer une telle prise en charge de tous les travailleurs frontaliers.

Le Luxembourg n'est pas hermétique aux questions de traite d'êtres humains non-plus : il y a

eu des cas très médiatisés d'esclavagisme dans le secteur de la restauration et de l'hôtellerie récemment. Que fait l'État pour y remédier ? L'Inspection

du travail et des mines (ITM), chargée de la surveillance du marché du travail, n'est-elle qu'un tigre de papier ?

Dès que j'ai eu connaissance de ces dossiers, j'ai confirmé mon instruction à l'ITM de faire les contrôles sur place et de saisir la police et le Parquet dès le moindre soupçon de traite d'êtres humains. Ils ont fait le nécessaire. Le patron encourt une amende administrative. Mais je veux souligner aussi que l'ITM recrute massivement sous ma responsabilité. Nous étions très loin de toutes les normes européennes en vigueur en ce qui concerne les organes de contrôle : normalement, il faudrait un inspecteur sur 10 000 emplois. Nous en sommes actuellement à 29, dont huit ont prêté serment en 2019. Selon notre marché de travail, nous devrions en compter au moins 42, et je me suis donné comme objectif d'atteindre une équipe de soixante inspecteurs. Tous passent par une formation avec la Justice et la police, qui leur apprend à détecter le moindre symptôme indiquant qu'il y a traite humaine. Mais il est vrai que nous n'avons pas de statistiques des contrôles que nous effectuons et des conséquences de ces contrôles.

Cette interview a été réalisée mardi 7 janvier avant la confirmation du titre de vice-Premier ministre pour Dan Kersch. Il n'a alors pas voulu s'exprimer sur une éventuelle réorientation à gauche de la politique du gouvernement sous sa responsabilité, mais a souligné dans des interviews radiophoniques mercredi soir qu'il se tiendrait à l'accord de coalition.

DANS UN MONDE QUI CHANGE PRENEZ LA BONNE DIRECTION



DYNAMISEZ VOTRE ÉPARGNE

Bénéficiez des conseils de nos experts en investissement.

Au (+352) 42 42-40 04 et sur bgl.lu



**BGL
BNP PARIBAS**

La banque
d'un monde
qui change

« Je suis très fier que nous ayons trouvé ce consensus dans la politique climatique qui impose, dans la loi, une compensation sociale de toute mesure en faveur du climat – ce qui nous permet de concilier les deux priorités politiques »

Leitartikel

Wou d’Ham an der Mëllech gekacht gëtt

Peter Feist

Als am Montagabend das Energieministerium die staatlich kontrollierten Maximalpreise für Diesel und 98-er Benzin erhöhte, kam, was kommen musste: Der Präsident des Groupement pétrolier drängte die Regierung, mit der fürs Frühjahr angekündigten Erhöhung der Benzin- und Diesel-Akzisen noch zu warten. Der CSV-Abgeordnete Gilles Roth wollte ebenfalls wissen, was aus der Akzisen-Erhöhung wird und ob die Regierung auf „soziale Ausgleichsmaßnahmen“ zurückgreifen werde. In den sozialen Netzen und auf [rtl.lu](#) schimpften derweil Autofahrer.

Alles nur, weil der Liter 98-er um 5,3 Cent teurer geworden war und der Liter Diesel um 6,8 Cent. Einerseits, weil eine neue EU-Vorschrift Kraftstoffen mehr Biosprit beizumischen vorschreibt, was den Endpreis erhöht. Zum anderen wegen der Lage in Nahost. Seitdem kostet ein Liter 98-er Benzin 1,356 Euro, der Liter Diesel 1,202 Euro. Im Frühjahr 2012 war Benzin noch um fast 15 Cent teurer, Diesel um knapp neun Cent. Weder fasste die damalige CSV-LSAP-Regierung Sozialmaßnahmen ins Auge, noch entlud sich der Autofahrerzorn im Internet. Diesmal besteht der Unterschied darin, dass die Regierung vor drei Wochen schon angekündigt hat, im Frühjahr würden die Spritsteuern erhöht, um den Tanktourismus einzudämmen. Diesel soll um

drei bis fünf Cent höher besteuert werden. Hinzu kommt ab 2021 die CO₂-Steuer, die mit der Zeit steigen soll. Gut möglich, dass die Regierung schlafende Hunde weckt, wenn sie in den nächsten Wochen die Öffentlichkeit zum Energie- und Klimaplan konsultiert. Luxemburg ist schließlich das Land, wo für Autofahrer *d’Ham an der Mëllech gekacht gëtt*. Drehen an der Steuerschraube hat Minister schon die nächsten Wahlen gekostet.

Und trotzdem geht Klimaschutz nicht ohne Maßnahmen, die sich gegen Autofahrer richten. Die Steuerbelastung ist viel zu niedrig hierzulande – die auf dem Sprit wie die auf den Fahrzeuge selber. Die 2007 auf CO₂-Abhängigkeit hin reformierte Auto-steuer hat ihren Lenkungseffekt verloren, weil seither niemand sich mehr getraut hat, sie anzupassen. Zum Beispiel müssen 79 Euro für ein Benzin-Auto gezahlt werden, das 130 Gramm CO₂ pro Kilometer ausstößt. Treibstoffeffizient ist das nicht, war es aber nach den Maßstäben von vor zwölf Jahren. 190 Euro werden fällig, wenn ein Benziner 197 Gramm pro Kilometer emittiert. Das klingt nach viel CO₂, doch auf diesen Wert bringt es ein Großgeländewagen wie der BMW X7. Angesichts eines Neupreises ab 98 000 Euro erscheinen die 190 Euro Jahres-Autosteuer bescheiden.

Der Tanktourismus, den die Regierung politisch entschieden hat, allmählich loswerden zu wollen, ist das eine. Er ist ein fiskalisches Problem. Beim einheimischen Transport und seinen Antrieben ist das anders. Luxemburger Autos sind, das zeigen EU-Statistiken, besonders schwer und stark, verbrauchen schon deshalb viel und geben entsprechend CO₂ ab. Wer das etwas ändern will, muss die PS-Zahl besteuern.

Belgien macht es vor. Dort gilt eine „Taxe de mise en circulation“ je nach Leistung und Alter des Fahrzeugs. Zu entrichten ist sie bei der Erstzulassung und falls der Besitzer wechselt, zur Neu-Immatrikulation. Mindestens müssen 61,50 Euro bezahlt werden, auch für ein Elektro-Auto sowie für jedes, das nicht höher motorisiert ist als 70 Kilowatt (95 PS). Darüber hinaus steigt die Steuer exponentiell, bis auf knapp 5 000 Euro für mehr als 155 Kilowatt (oder 211 PS) Leistung eines Neuwagens. Je älter ein Gebraucher ist, der wieder zugelassen werden soll, desto kleiner ist die Steuer. Wallonien will noch weitergehen und schlägt für Belgiens Energie- und Klimaplan vor, die PS-abhängige Immatrikulationssteuer noch um einen CO₂-abhängigen „Éco-Malus“ zu ergänzen. Hinzuzufügen wäre, dass in Belgien diese Woche 98-er Benzin im Schnitt 18 Cent teurer war als in Luxemburg und Diesel 32 Cent.

Tout se passe comme sur des roulettes pour le remaniement ministériel au LSAP, devenu nécessaire par le départ volontaire du ministre de l'Économie et de la Santé Etienne Schneider (au centre). Mercredi soir, 87 pour cent des 53 membres présents à la réunion du conseil général au Cents ont approuvé la proposition soumise par le comité directeur. À partir du 4 février, Franz Fayot, actuel président du parti, deviendra donc ministre de l'Économie et de la Coopération, Paulette Lenert reprendra le portefeuille de la Santé, qu'elle combine avec le poste de ministre déléguée à la Sécurité sociale et Dan Kersch avance au poste de vice-Premier ministre. En février sera désigné un/e nouveau président/e, qui pourrait s'appeler Francine Closener. jh

Sven Becker

blog

Personalien

Personalien

Politik

Politik

Politik

Soziales

Sylvie Mischel,



candidate malheureuse de l'ADR aux dernières élections européennes et législatives (*screenshot* extrait d'un spot électoral) et conjointe du député Fernand Kartheiser, exacerbe la crise d'orientation au sein du parti avec sa réélection, ce lundi soir, comme présidente des ADR Fraen. Poste dont elle avait dû démissionner en décembre suite à la publication d'un photomontage à relents racistes sur sa page Facebook. Sur les quelque 800 membres estimées de la section féminine, 17 étaient présentes et onze ont voté en faveur de Sylvie Mischel, qui retrouvait ainsi en même temps sa place au sein du comité national et du comité exécutif de l'ADR. Depuis lundi, plusieurs membres ont protesté contre ce retour en quittant soit le comité, soit carrément le parti, comme les épouses du président et du secrétaire général, a rapporté la *Radio 100,7* mercredi. Ces remous laissent présager la guerre interne qui traverse l'ADR au moment où le dinosaure Gast Gibéryen a annoncé son départ prochain. Gibéryen venait de l'aile syndicale, il sera remplacé par l'identitaire Fred Keup. En cette période de transition, le duo Kartheiser-Mischel pose ses jalons très à droite, militant pour un État sécuritaire, le contrôle des migrations et contre toutes les questions de genre jh

Paulette Lenert,

LSAP, ministre désignée de la Santé (voir ci-dessus ; photo : sb), aura entre autres en charge la surveillance des activités de tatouage et de piercing, sur lesquelles le gouvernement a légiféré avec la loi du 24 mai 2018. Elle semble déjà avoir pris les devants dans son autre ressort, celui de la Protection des consommateurs, qui a fait contrôler en 2019 les prix des studio de tatouage et de piercing. Dans un communiqué envoyé cette semaine, le ministère indique avoir contrôlé 44 établissements, dont seulement cinq informent leurs clients de manière complète sur les tarifs appliqués, les autres le faisant de manière incomplète ou pas du tout. Les exploitants soulignent qu'un tatouage est une œuvre individuelle, dont le prix dépend du nombre d'heures nécessaires pour sa réalisation. Les deux parties ont convenu que la signature d'un devis préalable est une solution acceptable. L'action toutefois est une belle illustration de l'air du temps : d'autres ministres avant Paulette Lenert luttèrent pour des pratiques concurrentielles correctes dans le domaine des taxis, des ascensoristes ou des carreleurs. Jusqu'à la fin du XX^e siècle, les tatouages étaient un symbole de culture *underground*. jh



Register kommt

Der Regierungsrat hat am Mittwoch Familienministerin Corinne Cahens (DP) Gesetzentwurf über die „Qualität der Leistungen für alte Menschen“ angenommen. Die Arbeiten daran hatten schon in der vorigen Legislaturperiode begonnen. Laut Pressedienst der Regierung ist der Text von einer „positiven Auffassung vom Dritten Alter“ getragen. Wie die Familienministerin schon erklärt hat, werden Mindestnormen für die Alten- und Pflegeheime definiert und ein öffentliches Register geschaffen, in dem alle Heime mit ihren Charakteristika, ihren Preisen und den darin enthaltenen Leistungen aufgeführt werden. Unter CSV-Führung wollte das Ministerium so weit nicht gehen und hielt eine „Preisliste“ für einen Eingriff in die Marktfreiheit. pf

Contre la corruption



Laura Codruta Kövesi, première cheffe du Parquet européen avec siège au Luxembourg, a été reçue mardi par la ministre de la Justice Sam Tanson (Déi Gréng ; photo : MJ). En Roumanie, Kövesi s'était fait un nom dans la lutte contre la corruption. Sa nomination fut un bras de fer avec le gouvernement roumain. Le travail de ce Parquet commencera fin 2020. jh

Die Mauer wartet noch

Dass 2018 der Zuwachs an Arbeitsplätzen und damit Beitragszahlern in die Pensionskasse anhielt, ließ die Renten-mauer ein Stück in die Ferne rücken: Die *Prime de répartition pure*, das Verhältnis der Ausgaben zur beitragsfähigen Lohnmasse, war mit 21,80 Prozent leicht geringer als 2017 (22,09 Prozent) und ähnlich hoch wie 2014 (21,83 Prozent). So lange die *Prime* unter 24 Prozent bleibt, was den drei Mal acht Prozent Beitragssatz von Versicherten, Arbeitgebern und Staat entspricht, wächst die Rentenreserve. So lange sie deutlich unter dieser Schwelle liegt, braucht die Politik in der sehr delikaten Rentenfrage keinen Handlungsbedarf zu erkennen. Wie der diese Woche erschienene Jahresbericht der Generalinspektion der Sozialversicherung festhält, stiegen die Rentenausgaben der Pensionskasse (Cnap) 2018 um 4,6 Prozent gegenüber 2017 auf 4,25 Milliarden Euro. Die Beiträge von Versicherten und Arbeitgebern nahmen um 6,3 Prozent auf 3,46 Milliarden Euro zu, die Transfers aus der Staatskasse steuerten weitere 1,72 Milliarden bei. Der Kompensationsfonds der Rentenkasse verbuchte mit seiner Sicav wegen der Turbulenzen Ende 2018 an den Welt-Finanzmärkten einen Verlust von 441 Millionen. Sein Ergebnis geht in die *Prime de répartition pure* nicht ein, sondern nur in die Reserve. Deren Umfang war wegen dieses Minus Ende 2018 mit 18,97 Milliarden Euro nur knapp größer als die 18,88 Milliarden Ende 2017. pf

Kapital und Erbe sind heilig

Die Regierung will sich in diesem Jahr an ihr Königsprojekt des Koalitionsprogramms heranwagen: die große Steuerreform. Während sich weiterhin viele fragen, wie das Kunststück gelingen soll, dass sich am Ende alle Bürger als Gewinner der Reform bezeichnen dürfen, hat DP-Parteipräsidentin Corinne Cahen im Interview mit *Radio 100,7* klare blaue Linien gezogen: Eine Erbschaftsteuer in direkter Linie komme für die Demokratische Partei ebenso wenig in Frage wie eine Kapitalbesteuerung. Der zukünftige Wirtschaftsminister Franz Fayot, der in der Vergangenheit als LSAP-Präsident kräftig für beide Steuern geworben hat, um gegen die wachsende soziale Ungerechtigkeit in Luxemburg vorzugehen („Erbschaft ist keine Leistung“) hat die Aussagen von Cahen in einem Interview auf *RTL Radio* nahezu resignierend zur Kenntnis genommen. Für ihn ist klar, dass solche Steuern nicht mit der DP zu realisieren sind, selbst wenn mittlerweile neoliberale Finanzlobbyisten wie Keith O'Donnell (*d'Land*, 03.01.2020) in diese Richtung argumentieren, um die steigenden Immobilienpreise in Luxemburg einzudämmen. ps

Nachtrag

In der Aufzählung der neuen Mitglieder der nationalen Ethikkommission ([www.cne.lu](#); *d'Land* vom 3.1.20) fehlte Rechtsanwalt Jean-Jacques Schonckert.

Canabis-Konzept bald fertig

Man sei dabei, das Konzept für die Legalisierung von nicht-medizinischem Cannabis „zu finalisieren“, so Monique Pütz, Pressesprecherin des Gesundheitsministeriums. Die meisten Hürden seien genommen, auch verschiedene juristischen Grundsatzfragen sind offenbar geklärt. Allerdings erhielt das *Land* auf eine entsprechende Nachfrage beim Justizministerium, ob denn auch alle europarechtlichen und völkerrechtlichen Bedenken aus dem Weg geräumt sind, keine klare Antwort. Das Konzeptpapier, das mehrere Aspekte, wie Prävention, Legalisierung, Produktion umfasst, soll demnächst mit den anderen Ministern im Regierungsrat diskutiert und dann der neuen Gesundheitsministerin Paulette Lenert vorgelegt werden. ik

Aus der Winterpause

Für die Reform des Jugendschutzgesetzes fehlen noch letzte Stellungnahmen von verschiedenen Akteuren, bevor diese der ehemaligen Richterin und Mitglied des UN-Kinderrechtskomitees, Renate Winter, Ende des Monats zugeschickt werden, so Monique Feidt, Pressebeauftragte im Justizministerium. Winter wurde von Justizministerin Sam Tanson (Grüne) als Beraterin und Vermittlerin hinzugezogen. Sie soll die jeweiligen Positionen unter Berücksichtigung international anerkannter kinderrechtliche Standards „würdigen“ und daraus Empfehlungen für die Reform des veralteten Jugendschutzgesetzes von 1992 erarbeiten. Da werde auch die Frage geklärt, ob ein oder mehrere Gesetzentwürfe nötig würden. ik

Während Etienne Schneider Brainstormings über eine zwanglosere Gesundheitsversorgung zulässt, sorgt das in der LSAP für Flügelkämpfe. Ihnen muss sich nun Paulette Lenert widmen

Schöne neue Gesundheitswelt

Peter Feist

Da war Etienne Schneider nochmal, nachdem er am 23. Dezember erklärt hatte, am 4. Februar sei für ihn Schluss in der Regierung. Gut gelaunt und wie so oft mit dieser gewissen Spur Süffisanz schüttelte er am Dienstagnachmittag im dritten Stock des Escher Stadtkrankenhauses Hände, sprach Neujahrswünsche und weihte dann den neuen Kernspintomografen für das Centre hospitalier Emile Mayrisch (Chem) ein. Den dritten jener vier IRM-Apparate, die zusätzlich anzuschaffen noch die vorige Regierung beschlossen hatte. „Den vierten einzuweihen, schaffe ich ja nicht mehr“, meinte Schneider grinsend. Denn der soll im März ans Ettelbrücker Krankenhaus geliefert werden, wenn der Gesundheitsminister bereits sein Leben zurückhaben wird.

Dass seine Mitgliedschaft in der Regierung sich dem Ende zuneigt, hielt ihn aber nicht davon ab, am Dienstag in Esch ein paar politische Aussagen zu tätigen. Vielleicht tätigte er sie auch gerade deshalb. Zum Beispiel sagte er, dass „wir eine gewisse Öffnung für Arztpraxen machen“ müssen, womit er den Einsatz von IRM auch außerhalb von Spitälern meinte. Dafür müsse „schnellstmöglich ein Plan“ her. „Die Patienten erwarten das.“

So ähnlich hatte er sich gleich nach seinem Amtsantritt geäußert, als er dem Ärzteverband, dem Krankenhausverband und der CNS schrieb, er „envisage de ne plus réserver l'usage de certains équipements d'imagerie médicale au seul secteur hospitalier, et d'autoriser les médecins concernés à en acquérir dans le cadre de l'exercice de leur profession“. Damit ging er weiter als der Koalitionsvertrag, in dem lediglich steht, über die Freigabe auch für Arztpraxen werde „nachgedacht“. Heute ist besonders interessant, dass sein Parteikollege und Namensvetter im Sozialministerium das offenbar anders sieht – und es öffentlich sagt: Im *RTL Radio* erklärte der für die Krankenversicherung zuständige Romain Schneider am 21. Dezember, die schwere Technik solle auch weiterhin Spitalern vorbehalten bleiben, könne aber über Land in Krankenhaus-Antennen verteilt werden, „zum Beispiel in Wiltz, Düdelingen oder im Osten“. Das war nicht nur ein politisches Bekenntnis, wie es vom Sozialminister Seltenheitswert hat. Es war obendrein eine Einmischung in ein fremdes Ressort, wie er sie sich noch seltener erlaubt. Doch LSAP-intern finden zur Schnittmenge von Gesundheits- und Sozialversicherungspolitik Flügelkämpfe zwischen OGBL-nahen und liberaleren Sozialisten statt. Erstere wollen, dass sich möglichst wenig ändert. Letztere können sich durchaus vorstellen, dass sich so manches ändert.

Denn mit „Krankenhaus-Antennen“, „Arztpraxen“ und was dort angeboten werden könnte, sind nicht nur IRM-Apparate und CT-Scanner gemeint, deren Einsatz eine 26 Jahre alte großherzogliche Verordnung nach wie vor auf Spitäler beschränkt. Und die mit dem Gesetz über die Ausübung des Arztberufs derart schludrig verknüpft ist, dass Insider nicht überrascht waren, als das Verfassungsgericht vor sechs Monaten fand, diese Kombination sei eine verfassungswidrige Einschränkung der Berufsausübung freiberuflicher Radiologen. Über



Vor der Einweihung eines IRM am Centre hospitalier Emile Mayrisch: LSAP-Gesundheitsminister Etienne Schneider mit dem Escher Bürgermeister Georges Mischo (CSV), der den Chem-Verwaltungsrat leitet (rechts), Vizepräsident Jean-Marie Halsdorf (links) und Chem-Generaldirektor Hansjörg Reimer (2.v.l.)

IRM und CT-Scanner hinaus geht es um das vom Ärzteverband AMMD im Wahlkampf 2018 mit Erfolg gesetzte Thema: Wegen der in ganz Europa wachsenden Ärzteknappeit müsse das Luxemburger System „attraktiver“ gemacht werden. Unter anderem durch „Dezentralisierung“ von Teilen der Versorgung heraus aus den Spitalern und hinein in ärztliche Gemeinschaftspraxen.

Dabei stört die Verordnung von 1993. Denn sie limitiert nicht nur den Einsatz schwerer Radiologie-Technik, sondern von insgesamt 21 Apparaten und Verfahren. Schlaflabors zum Beispiel lässt sie nur an Spitalern zu, Neurologen würden so etwas aber gerne ambulant anbieten. Vollnarkosen sind gleichfalls nur in Krankenhäusern erlaubt; Anästhesisten möchten sie jedoch auch außerhalb verabreichen dürfen, so dass Chirurgen leichtere Operationen in Gemeinschaftspraxen vornehmen könnten. Seit am 9. Dezember das Verwaltungsgericht den Spruch der Verfassungsrichter ein erstes Mal anwandte und eine Entscheidung der damaligen LSAP-Gesundheitsministerin Lydia Mutsch annullierte, die 2017 den Kauf eines CT-Scanners für eine Radiologenpraxis untersagte, ist die Verordnung zwar noch immer in Kraft, aber schwerlich durchsetzbar. Was künftig gelten soll? Theoretisch hätte Etienne Schneider gegen das Verwaltungsgerichtsurteil Berufung einlegen können. In der Zwischenzeit hätte er die Beschränkung Copy/Paste aus der Verordnung ins Gesetz

verlagern und die Koalitionsmehrheit bemühen können, um die Änderung durchs Parlament zu bugsieren. Doch das wäre riskant gewesen, da Schneider sich schon ein Jahr vorher politisch auf etwas anderes festgelegt hatte. Und da er sowieso gehen wird, betrifft die Frage seine Nachfolgerin Paulette Lenert. Sie lehnte ab, auch als Juristin und frühere Vizepräsidentin des Verwaltungsgerichts. So dass Etienne Schneider am Dienstag in Esch auch für sie sprach, als er erklärte, gegen den Richterspruch vom Dezember in Berufung zu gehen, sei „intellektuell nicht vertretbar“.

Politisch vertreten werden muss nun, wie die Versorgung künftig aussehen soll. Abgesehen von dem Veränderungswillen, den Schneider demonstriert, als gehe es um eine neue Hightech-Branche, gibt es noch keinen Plan dafür. Schneider hat sich eine Studie über den zu erwartenden Ärzte- und Paramediziner-Mangel schreiben lassen. Inwiefern es regionale Ungleichgewichte in der Versorgung gibt und Patienten neue Angebote benötigen, ist unbekannt. Ob sich darauf evidenzbasierte Politik gründen lassen wird, ist eine berechnete Frage.

Auch deshalb schlagen innerhalb der LSAP die Wellen immer wieder hoch, und Paulette Lenert wird darauf Antworten finden müssen. Wie hoch die Wellen schlagen können, zeigte sich am 6. Dezember im Escher Gemeinderat. Dort beschuldigte die LSAP-Rätin Vera Spautz, Parteilinke und als

Etienne Schneider sagt, zur Dezentralisierung müsse schnell ein Plan her. „Die Patienten erwarten das.“ Doch was die Patienten brauchen könnten, weiß sein Ministerium noch nicht. Nur, dass alles „ein bisschen teurer wird als heute“

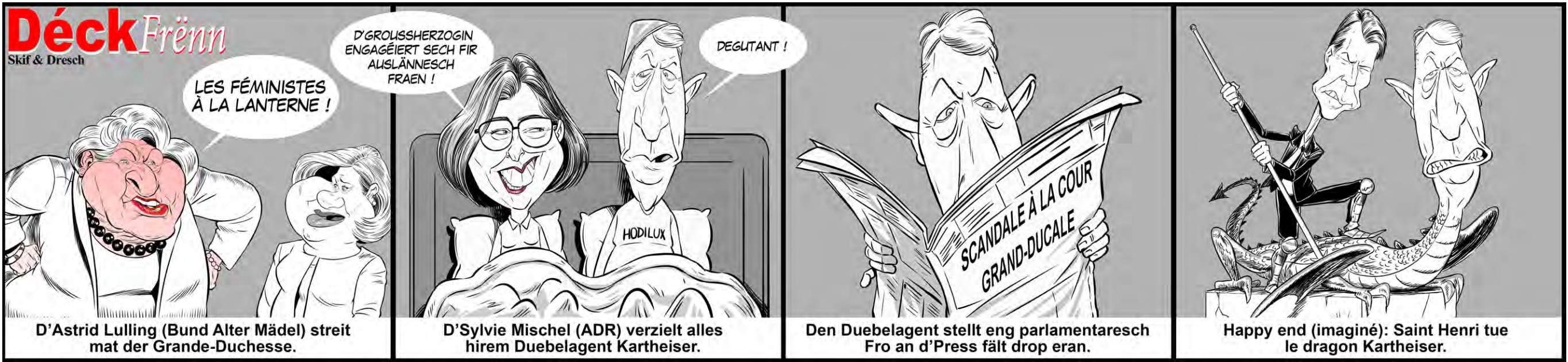
ehemalige Escher Bürgermeisterin noch immer Mitglied im Verwaltungsrat des Chem-Klinikums, dessen Generaldirektor Hansjörg Reimer, „die Auslagerung medizinischer Aktivitäten aus dem öffentlichen Dienst möglich machen zu wollen“ und „Extremisten“ aus der AMMD nachzugeben. Brainstormings in Chem-Direktion und Verwaltungsrat hatten sondiert, wie eine Verbindung zwischen Krankenhaus und Gemeinschaftspraxen aussehen könnte. Public-private-partnerships

könnten das womöglich sein, so die Überlegung. Patienten würden entweder in der Praxis oder im Spital betreut. Die Ärzte würden die Praxen als Personalgesellschaften gründen, behielten aber einen Dienstleistervertrag mit dem Spital, der sie unter anderem verpflichten würde, an Bereitschaftsdiensten teilzunehmen. Die enge Verbindung zwischen Gemeinschaftspraxen und Spital könne unter anderem dafür sorgen, dass kein Markt entsteht, den agile und kapitalkräftige Anbieter aus dem Ausland für sich entdecken und die Luxemburger Akteure an die Wand spielen. „Die Verbindung von Krankenhaus und Ärzten an der Peripherie müssen wir hinkriegen“, sagte Reimer am Dienstag. Der Gesundheitsminister stand neben ihm und sagte nicht, dass damit aber „Antennen“ gemeint sein müssten.

Etienne Schneiders Permissivität hat erlaubt, dass solche Überlegungen überhaupt angestellt werden. Noch sind sie längst nicht ausgereift, und der Unterschied zwischen „Antenne“ und „Praxis“ noch nicht klar. Doch die politischen Minenfelder sind ausgedehnter als allein die Frage nach Strukturen suggeriert. Der OGBL und ihm nahestehende Sozialisten sehen bei „Dezentralisierung“ einen Angriff auf das parastaatliche Statut des nicht-ärztlichen Klinikpersonals kommen. Wenn heute in Arztpraxen technisch etwas am Patienten geleistet wird und das nicht der Arzt vornimmt, dann macht es schließlich keine Fachkraft, die unter den Krankenhaus-Kollektivvertrag fällt. Elektroden für ein EKG oder ein EEG legt die Arzt-Sekretärin an.

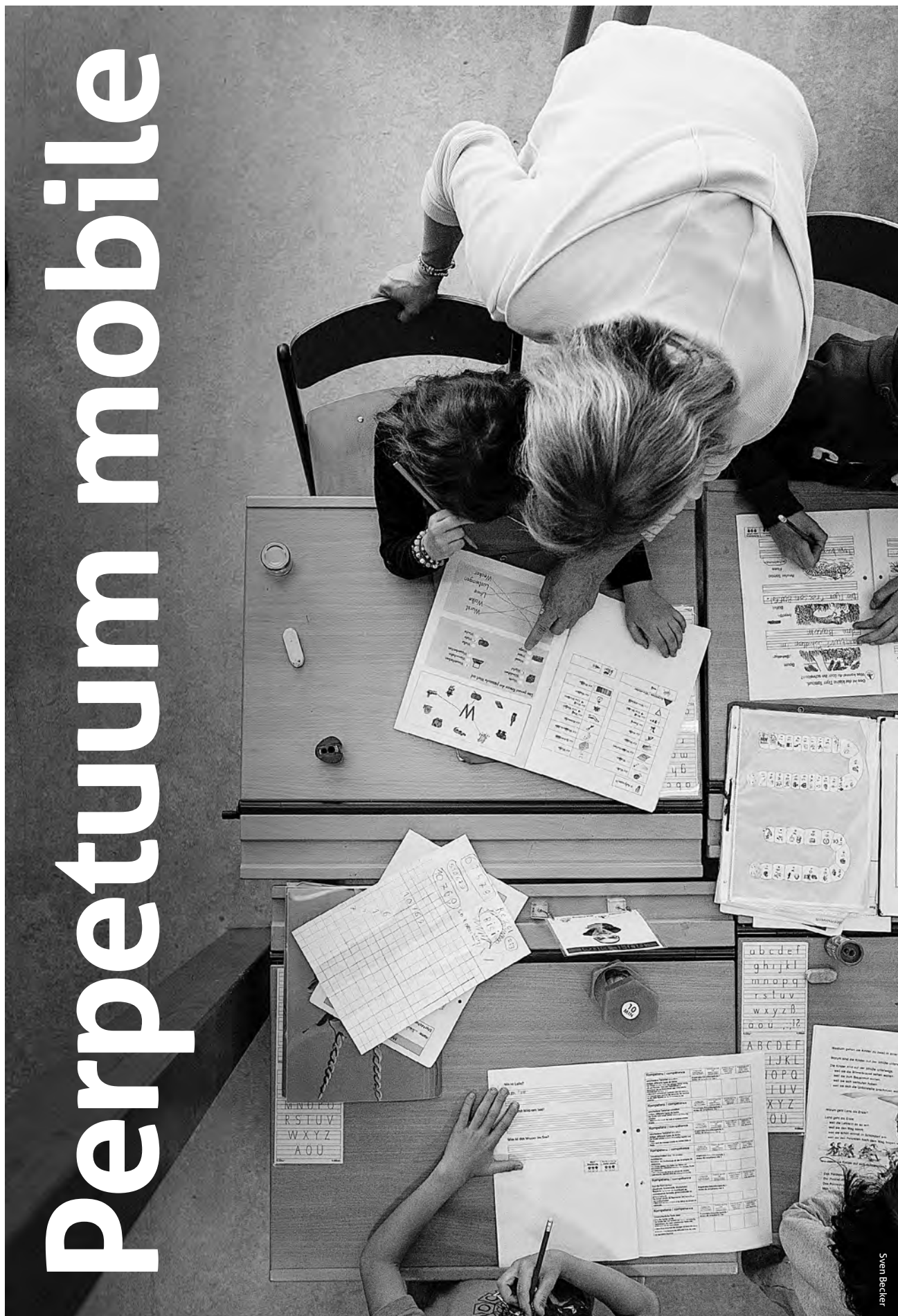
Und dann ist da noch die Frage, wer für die neu ausgerichtete Versorgung was bezahlt. Die AMMD schrieb Mitte Dezember in einem erbosten Brief an den Escher Gemeinderat auf Vera Spautz' Behauptungen hin, es gehe ihr nicht um eine „médecine centrée sur le profit“. Doch Etienne Schneider lag kaum falsch, als er am Dienstag meinte, „ein System, das für die Ärzte, die anderen Berufe und für die Patienten attraktiv wird“, werde „ein bisschen teurer als heute“. Denn die starke Krankenhaus-Zentrierung in Luxemburg dient auch der Kostenkontrolle. Dass Dezentralisierung Geld spart, bleibt noch zu zeigen. Doch wenn Schneider der Meinung ist, „das müssen wir dann eben bezahlen“, fragt sich, wer was und wie viel davon zu tragen bekäme. Bisher bietet die Krankenversicherung hierzulande den Patienten, abgesehen von Zahnersatz und Brillen, den höchsten Kostenersatzungsgrad durch eine öffentliche Kasse im OECD-Vergleich, und das bei niedrigen Beiträgen. Was die Leute daran gewöhnt hat, dass es immer mehr gibt. Wie das in Zukunft sein soll, ist die wichtigste Botschaft, die die LSAP vermitteln muss. Darin steckt das größte Risiko für sie.

Noch hat die Partei diese Botschaft nicht. Nur das von Etienne Schneider wie ein Mantra immer wieder vorgetragene „In einem reichen Land wie Luxemburg kann es doch nicht sein, dass ...“ Beim Ehrenwein am Dienstag in Esch mit dem Gesundheitsminister auf Abruf wurde immer wieder in den Raum gesprochen, für eine raschere und reibungslosere Versorgung müssten die Leute auch mehr zu bezahlen bereit sein.



D'Astrid Lulling (Bund Alter Mädel) streit mat der Grande-Duchesse. D'Sylvie Mischel (ADR) verzielt alles hirem Duebelagent Kartheiser. Den Duebelagent stellt eng parlamentaresch Fro an d'Press fällt drop eran. Happy end (imaginé): Saint Henri tue le dragon Kartheiser.

Bei *Pisa* werden stets die Schülerleistungen diskutiert, aber selten die der Lehrer. Wie gut sind unsere Schulen aufs 21. Jahrhundert vorbereitet?



Nicht nur Lernbegleiterin, sondern Regisseurin: Das Lehrpersonal hat großen Einfluss auf die Schülerleistungen

Ines Kurschat

Nach *Pisa* ist vor *Pisa*. Nur dass auf die Präsentation der OECD-Bildungsstudie 2018 in Luxemburg bis zur nächsten *Pisa*-Pressekonferenz eine längere Pause folgt, nämlich sechs statt der üblichen drei Jahre. Das ändert nichts an der Ritualhaftigkeit, mit der die internationalen Leistungstests kommentiert werden. Alle Jahre wieder melden Medien erschrocken: Luxemburgs Schüler haben im internationalen Vergleich teils erhebliche Schwächen beim Lesen und Rechnen. Alle Jahre wieder werden als „Schuldige“ der hohe Anteil von Einwandererkindern ausgemacht und die Hürden des dreisprachigen Schulsystems, die bedeuten, dass viele Schüler die Fragebögen nicht in ihrer Muttersprache ausfüllen. Der Schulminister verspricht, die Bildungschancen für alle zu verbessern. Und danach? *Business as usual*.

Wie es aussieht, hat die Öffentlichkeit auch kein echtes Interesse daran, zu verstehen, warum der eigene Nachwuchs beim Lesen und Rechnen auf Mittelmaß stagniert. Warum gelingt es Luxemburg nicht, wie etwa Irland und Polen, den Abwärtstrend zu stoppen und aufzuholen? Vielleicht liegt das an einem Blindfleck: Der Blick verharrt meist bei den SchülerInnen. Ihr Elternhaus, ihre Herkunft, ihre Sprache(n) stehen im Fokus. So gut wie nie ins Blickfeld genommen wird der Unterricht, ob angestrebte Bildungsziele erreicht werden, und die, die dafür verantwortlich sind – die LehrerInnen. Es gibt hier kaum Studien zur Qualität des Lehrens. Getestet wird allenfalls, wie kompetent Schüler in den Hauptfächern sind, aber wie sie am besten lernen, mit welchem Unterricht, ist eine *black box*.

Analysen zur Lehre fehlen, aber ebenso zur Lehrerschaft. Das letzte Mal, dass sich Bildungsforscher ausführlich mit Arbeitsbedingungen und Selbst-

John Hattie zufolge zeigen sich die größten Unterschiede beim Lernzuwachs zwischen einzelnen Klassen, und das bedeutet: zwischen einzelnen Lehrern

respektive Schulbild der Lehrer befassten, war im Rahmen der Umfrage *Votre école et vous*, die 2004 vom Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques (Script) veranlasst wurde. Die Gewerkschaften weigerten sich an einer internationalen Studie zur Lehrerausbildung und Einstellungspraxis teilzunehmen. SEW-Lehrerumfragen im *Secondaire* sowie im *Fondamental* von 2019 ergaben viel Frust über die Bürokratie, über lange Entscheidungswege, über Helikoptereltern und sinkendem Respekt vor dem Lehrerberuf. Einschätzungen zum Unterricht und zur Aus- und Weiterbildung wurden nicht abgefragt; die Umfrage war nicht repräsentativ und hatte methodische Mängel.

Blackbox Klassensaal Inzwischen ist unübersehbar, dass im schulischen Kerngeschäft, dem Unterricht, etwas im Argen liegt. Der neuseeländische Bildungsforscher John Hattie hatte 2008 mehr als 800 Meta-Analysen zum Lernerfolg analysiert und zu einer großen Synthese der empirischen Unterrichtsforschung zusammengeführt. Sein Fazit: Auf den guten Lehrer kommt es an. Viel zu viele Leh-

rer erklärten sich fehlende Lernfortschritte mit den Schwächen der Schüler, zu wenig Fleiß, der falschen Eignung oder der ungenügenden Unterstützung der Eltern statt die Fehler bei sich und seinem Unterricht zu suchen, so Hattie. Das heißt in der Folge: Defizite in der Lehreraus- und Weiterbildung beeinflussen die Qualität der Schulen und ihr Entwicklungspotenzial ebenfalls. Die Botschaft wurde in Luxemburg wohl verstanden; Konsequenzen wurden daraus weniger gezogen. Vielmehr läuft der Lehrerberuf Gefahr, ausgehöhlt zu werden.

Seit Jahren fehlen hierzulande Lehrer. Das gilt für die Sekundarstufe; das gilt erst recht für die Grundschulen. Von 4 474 Lehrern zur *Rentrée 2019* im *Secondaire* waren 807 Lehrbeauftragte. Im *Fondamental* waren es 1 020 Ersatzlehrer. Also jeweils rund ein Fünftel, das nicht regulär ausgebildet ist und die Anforderungen des Berufs jedenfalls auf dem Papier nicht erfüllt. In der Grundschule ist die Personaldecke so dünn, dass der Minister vor zwei Jahren gar als Erfolg meldete, alle Grundschulzyklen im Land starteten mit einem Klassenlehrer.

Die Gründe für die Lehrernot sind vielschichtig. Seit 2010 ist die Schülerzahl von insgesamt 86 000 auf fast 150 000 Schüler im Jahr 2019/20 gestiegen. Seitdem die zuvor dreijährige Grundschullehrerausbildung auf vier Jahre Bachelor-Studium ausgedehnt wurde, dauert es länger, bis Lehrernachwuchs für die Grundschulen zur Verfügung steht. Durch die Spezialisierung wandern Lehrkräfte ab in Weiterbildungen, in Kompetenzzentren oder in die Regionaldirektionen. Sie fehlen in der Schule. Sowohl in den Grundschulen als auch auf der Sekundarstufe führt ein hoher Frauenanteil dazu, dass viele Lehrer halbtags arbeiten. Über das Profil der Leh-

reranwärter, die sich in Luxemburg und in Belgien auf ein Grundschulstudium bewerben, ist wenig bekannt. In der Regel übersteigt ihre Zahl die der Plätze. Immer mehr BewerberInnen scheitern am Zulassungsexamen; die meisten an den Sprachtests. Vor allem Französisch erweist sich als Hürde; eine Studie der Uni Luxemburg legte offen: Französisch ist das Fach, das viele am liebsten abwählen würden, wenn sie könnten. Wer die Korrekturen mancher Grundschullehrer sieht, stößt auf fehlerhaftes Französisch (oder sogar Deutsch). Wie sollen die Schüler da korrekt sprechen und schreiben lernen?

Minister Claude Meisch hat die Verantwortlichen des erziehungswissenschaftlichen Bachelors aufgefordert, neue Inhalte ins Curriculum aufzunehmen, wie Coding oder Sexuaufklärung, und insgesamt mehr Grundschullehrer auszubilden. Seit 2017 gibt es die beschränkte Zulassung: Lehreranwärter, die die Sprachanforderungen bei der Einschreibung nicht erfüllen, können sie während des Studiums nachholen. Statistiken hierzu werden von der Uni aber nicht, wie von einer öffentlich finanzierten Einrichtung zu erwarten, systematisch offengelegt; eine *Land*-Anfrage, wie viele zum Studium trotz ungenügender Sprachkenntnisse zugelassen wurden, blieb bis Redaktionsschluss unbeantwortet.

Quereinsteiger sollen's richten Weil auch diese Lockerung nicht ausreicht, die große Nachfrage an Grundschullehrern zu decken, öffnete Meisch 2018 den Beruf für Quereinsteiger, 183 waren es allein im Jahr 2019 und 237 im Juli 2018. Sie müssen einen Bachelor in einem schulverwandten Fach haben und daneben eine Weiterbildung von 246 Stunden besuchen. Die Lehrergewerkschaft SNE hatte der Öffnung zähneknirschend zugestimmt, mit der Forderung, sie auf drei Jahre zu begrenzen, der SEW war von vornherein dagegen. Im Gesetz stehen fünf Jahre.

Auf Quereinsteiger zurückzugreifen, ist keine Luxemburger Erfindung. In Deutschland müssen sie einen zweiwöchigen Crash-Kurs belegen, um danach voll in die Unterrichtsversorgung eingebunden zu werden. Inzwischen mehren sich kritische Stimmen, der Präsident des Deutschen Lehrerverbands spricht gar vom „völligen Versagen“ und einem „Verbrechen an den Kindern.“ Deutschlands Schülerleistungen sind bei *Pisa 2018* abgerutscht, das zweite Mal in Folge. In Luxemburg ist unklar, welche Auswirkungen die gelockerten Zugangsbedingungen auf den Unterricht und die Schulqualität haben werden oder bereits haben. Lex Folscheid, Erster Regierungsrater und rechte Hand des Ministers, unterstrich in einem Interview: QuereinsteigerInnen mit Bachelor seien besser ausgebildet als viele Lehrbeauftragten, die eine *Première* haben.

Doch Quereinsteiger sind keine ausgebildeten Pädagogen und werden trotzdem mit 20 Stunden sofort im Unterricht voll eingesetzt. Manch einer findet sich vor einer Klasse einer Brennpunktschule nahe dem Bahnhof wieder – ohne die pädagogischen und diagnostischen Kenntnisse, um Lernschwächen zu erkennen und ihnen sinnvoll zu begegnen. Am Weiterbildungsinstitut Ifen in Walferdingen zählen Kurse zur *Gestion de classe* zu den gefragtsten, berichten vom *Land* kontaktierte QuereinsteigerInnen. Zugleich erklingt Kritik, Kurse seien praxisfern, respektive Dozenten würden Aufgaben stellen, die nicht zu lösen seien, etwa Unterrichtsstunden zu planen und kritisch zu diskutieren, weil ihnen das nötige Werkzeug noch fehlt. „Wir werden ins kalte Wasser geworfen und müssen dann sehen, wie wir zurechtkommen“, beschreibt eine Quereinsteigerin den täglichen Stress. Weil ihnen Praxis fehlt, halten sie sich an dem fest, was sie bereits kennen: einen Unterricht, wie sie ihn selbst als Schüler erlebt haben. Lehrbeauftragte im *Secondaire* berichten von ähnlichen Erfahrungen.

Das wirkt sich auf die Qualität des Unterrichts aus. Pädagogische Erneuerung und Entwicklung sind schwierig, wenn nicht unmöglich, wenn angehende – und etablierte – Lehrer durch bestehende Strukturen, wie überfrachtete Lehrpläne, 50-Minuten-Stunden, Noten, Prüfungen und vor allem Zeitdruck quasi dazu gezwungen werden, das zu wiederholen und fortzusetzen, was Generationen von Lehrern vor ihnen bereits (mehr oder weniger richtig) gemacht haben. Hinzu kommt: Die Klassen waren noch nie so heterogen wie heute, und die Digitalisierung verlangt ebenfalls um- und dazuzulernen.

Zur Wiederholung verdammt Da können Uni und Ifen noch so sehr den reflexiven Lehrer beschwören – wenn keine Zeit ist, sich und die eigene Praxis zu hinterfragen, herauszufinden, wie in heterogenen Klassen jede/r bestmöglich gefördert werden kann,

weil man direkt voll unterrichten muss und deshalb vor allem darauf bedacht ist, nicht selbst den Boden unter den Füßen zu verlieren, bleibt das ein hehrer Anspruch. An vielen Schulen herrscht der klassische Frontalunterricht vor; Ansätze wie autonomes und differenzierendes Lernen oder *Peer-Teaching* gelangen nur langsam in die Schulen.

Angehenden Lehrern ist daraus kein Vorwurf zu machen. Sie sind Produkt eines Systems, das so schwerfällig und beharrlich ist und zugleich aufgrund der demografischen Entwicklung unter enormem Druck steht. Die einzig mögliche Öffnung, um den systembedingten Zwang zur Wiederholung aufzubrechen oder wenigstens zu lockern, sind mutige durchsetzungsfähige Lehrer und Direktionen oder neue Schulen, die anders unterrichten. So erklärt sich vielleicht die nicht nur in Luxemburg zu beobachtende Flucht zu alternativen Anbietern, seien das Privatschulen oder so genannte freie Träger.

In Luxemburg setzt der Minister auf das Europaschulmodell für die öffentliche Schule. Gegenüber *Radio RTL* sagte Claude Meisch angesichts *Pisa*, er sei optimistisch, in einigen Jahren würden sich erste positive Effekte seines erweiterten Schul- und Sprachenangebots zeigen. Belege, die Anlass zu solchem Optimismus geben, hat er aber keine vorgelegt. Dass SchülerInnen der Europaschulen bei *Pisa* signifikant besser abschneiden, wird seit Jahren kolportiert. Er wäre nicht erstaunlich: Weil der soziale Hintergrund eine Determinante für den schulischen Erfolg darstellt, sind die Europaschulen im Vorteil. Ihre Schüler stammen typischerweise von wohlhabenden Eltern, die in EU-Institutionen arbeiten. Inwiefern auch Schüler der öffentlichen internationalen Schulen besser lesen und rechnen können, lässt sich nicht sagen; das Ministerium hält die Ergebnisse unter Verschluss. Was aber, wenn doch John Hattie richtig liegt: Ihm zufolge zeigen sich die größten Unterschiede beim Lernzuwachs nicht zwischen Schulen, sondern zwischen einzelnen Klassen, und das bedeutet: zwischen einzelnen Lehrern.

Das ließe sich herausfinden, würden in Luxemburg systematisch *best teaching practises* sowohl im *Fondamental* als auch im *Secondaire* analysiert und veröffentlicht. Aber weil niemand wissen darf, welche Schulen und welche Klassen die besseren Ergebnisse erzielen, tappen die Lehrer und die Gesellschaft im Dunkeln. Damit bleibt dem Schulsystem eine tiefgründige Reflexion verwehrt. Direktionen berichteten dem *Land*, seit einigen Jahren keinen *Rapport Lycée* mehr zu bekommen. Er enthielt Daten zur Schülerschaft und Klassenleistung und war vom Ministerium ursprünglich für eine empirisch gestützte Schulentwicklung eingeführt worden.

Bye, bye, Regelschule? Ob das Bildungsobservatorium neue Erkenntnisse bringen kann, bleibt abzuwarten. Das Ministerium hat Maßnahmen auf den Weg gebracht, die auch beim Unterricht ansetzen: Es hat den Sekundarschulen per Gesetz mehr Autonomie eingeräumt, das Script wurde professionalisiert mit Fachabteilungen zur pädagogischen Entwicklung, für die Entwicklung von Unterrichtsmaterialien, zur Lernplan- und Schulentwicklung. Insbesondere hat Claude Meisch die Weiterbildung der Lehrer ausgebaut und das Ifen personell verstärkt. Nur: Reichen diese Änderungen aus, beziehungsweise, setzen sie am richtigen Punkt an, um die Schulen auf die Herausforderungen der neuen Dekade vorzubereiten? Die Jungen und Mädchen, die zur *Rentrée 2019* eingeschult wurden, kommen frühestens in 15, 20 Jahren auf den Arbeitsmarkt. Was für Fertigkeiten benötigen sie, um im globalen Wettbewerb zu überstehen? Damit ist nicht gemeint, nur in Leistungstests besser abzuschneiden oder in einer wettbewerbsorientierten Wirtschaft zu bestehen. Schulabgänger von morgen müssen sich in der Informationsflut zurechtfinden, sowie gesellschaftliche Phänomene und Probleme wie die Klima-Krise, die Digitalisierung oder die Erosion der Demokratie, kritisch analysieren und an Lösungen mitarbeiten können.

Luxemburgs Schulen vermitteln Kindern und Jugendlichen nach wie vor vorrangig Wissen zum Auswendiglernen und vorgegebene Fertigkeiten. Wo im Lehrplan stellt die Schule sicher, dass Schülerinnen und Schüler lernen, innovativ mit dem nötigen methodischen Handwerkszeug an komplexe Probleme heranzugehen, die wir heute nicht einmal kennen, in einer Welt, die so rasant ändert? Und dass sie nicht, wie in einer Endlosschleife, einem *Loop*, Lehrer – und in der Folge auch Schüler – dazu verdammt, alte Rezepte, einstudierte Reflexe und überholte Lösungen wie zwanghaft zu wiederholen und somit den Anschluss an die Zukunft zu verpassen?

Esch wird in zwei Jahren Europäische Kulturhauptstadt sein. Vorfreude auf das kulturelle Ereignis sucht man jedoch nahezu vergebens

K(r)ampf um Esch 2022

Pol Schock

Public Relations Nancy Braun ist der derzeit um gute Presse bemüht. Die Leiterin vom Esch 2022 gibt lange Interviews im *Tageblatt*, *Luxemburger Wort* oder auch in der *Revue*. Sie erklärt das Konzept des Projekts der Europäischen Kulturhauptstadt Esch 2022, spricht von „Nachhaltigkeit“, „Partizipation“ und „Barrierefreiheit“ und arbeitet den Kanon positiv geladener Schlagwörter ab, ohne jedoch allzu konkrete Details zu nennen. Doch vor allem vermittelt sie eine Botschaft: „Wir dürfen keine Zeit mehr verlieren.“

Tatsächlich wird die Zeit für das Projekt der Kulturhauptstadt langsam knapp. Für Außenstehende mag es bis 2022 noch ein langer Tag sein – aber für die Organisatoren eines solchen Großprojekts mit 19 beteiligten Gemeinden aus zwei Ländern, rund 500 Projekten und einem Budget von fast 60 Millionen Euro sind zwei Jahre eine denkbar kurze Zeitspanne. Und so wirkt der Kulturbereich äußerst angespannt in Bezug auf Esch 2022. Das *Land* hat mit einem Dutzend Vertreter aus Politik und Kultur geredet, die direkt am Projekt Esch 2022 beteiligt sind. Bis auf Politiker wie Vera Spautz (LSAP), Georges Mischo (CSV) oder auch die neue ProSud-Präsidentin Anouk Boever-Thill (CSV) wollen alle anonym bleiben. Manche Beteiligte atmen tief auf, wenn sie darauf angesprochen werden, andere verdrehen nur die Augen und noch andere wünschen sich insgeheim, dass bereits das Jahr 2023 sei und das Projekt hinter ihnen liegen würde. Optimisten finden sich nur wenige.

Drama in drei Akten Auf dem Projekt Esch 2022 lastet von Beginn an eine schwere Hypothek. Darauf können sich alle einigen. Wer daran Schuld trägt? In dieser Frage gibt es keinen Konsens. Wenn es nach Vera Spautz geht, der früheren Bürgermeisterin von Esch, war sie am Anfang die einzige, die Interesse am Projekt zeigte. Die Begeisterung hielt sich in Grenzen, als es hieß, dass Luxemburg nach 1995 und 2007 turnusmäßig zum dritten Mal die Möglichkeit hat, ein Europäisches Kulturjahr zu organisieren. Eigentlich wollte niemand ein weiteres Kulturjahr, heißt es auch aus dem Kulturministerium. Die Rede geht von einer Kulturhauptstadt-Müdigkeit. Laut Spautz habe der damalige Kulturminister Xavier Bettel (DP) sie gar von einer Kandidatur abhalten wollen: „Xavier Bettel wollte das Projekt nicht.“

Doch Spautz ließ sich nicht beirren – und scheiterte. Ihre Kandidatur, die von der Kulturabteilung der Stadt Esch unter dem Thema *Liebe* eingereicht wurde, fiel bei der Europäischen Jury in Brüssel durch. Die Stadt Esch entschied sich für einen Strategiewechsel mit der ehemaligen Feuilletonjournalistin Janina Strötgen und dem Dramaturg Andreas Wagner an der Spitze. Beide konnten mit ihrem *Bidbook* und dem Thema *Remix* die Jury in Brüssel zwar überzeugen, scheiterten jedoch in Luxemburg. Neue politische Kräfteverhältnisse nach den Lokalwahlen 2017 in Esch und den Partnerstädten, Unstimmigkeiten im *Bidbook* sowie nicht zuletzt ein erwecktes Interesse bei konkurrierenden Kulturakteuren sorgten dafür, dass auch Strötgen und Wagner weichen



Nancy Braun und Christian Mosar bei der Vorstellung von Esch 2022 im März 2019

mussten. Die Posse um ihren Abgang hält mitsamt juristischem Nachspiel bis in die Gegenwart nach und hat das Projekt schwer befleckt.

Im Sommer 2018 wechselte schließlich zum dritten Mal die Leitung von Esch 2022 – es übernahmen zwei alte Bekannte der Luxemburger Kulturszene: Nancy Braun und Christian Mosar. Braun war bereits im Organisationsteam für das Kulturjahr 2007, beide können auch sonst viel Erfahrung bei der Umsetzung von kulturellen Projekten vorweisen – eines fehlt ihnen hingegen: der Stallgeruch des Minettes.

Politisches Manöver Spautz bezeichnet es als den Zeitpunkt, an dem die kulturellen Eliten der Stadt Luxemburg das Projekt „kaperten“. Denn auch im Comité de lecture sowie im Verwaltungsrat von Esch 2022 befinden sich seither etwa mit Robert Garcia oder Jean-Marie Hansen übliche Verdächtige des sozio-kulturellen Lebens der Hauptstadt. Spautz nennt es ein „politisches Manöver“, um die Stadt Esch mit ihren ursprünglichen Plänen auszubooten. Auch andere Akteure sprechen vom Klüngel der „Stater Parvenus“, die wenig Verständnis für die Identitäten und Besonderheiten des Südens mit sich bringen. Tatsächlich haben Braun und Mosar 90 Prozent des *Bidbooks* verworfen, was sie im Juni 2019 offiziell der Europäischen Kommission mitteilten. Sie hielten zwar am Konzept *Remix* fest, starteten das Projekt ansonsten noch einmal von Grund auf neu mitsamt partizipativem Pro-

zess. Zudem sollte die Finanzierung der Projekte nur noch zu 50 Prozent von Esch 2022 getragen werden, für die restliche Finanzierung mussten die Kreativen einen Mäzen finden.

Die Deutung von Spautz eines Zentrum-Minette-Konflikts hat einen Reiz und lässt sich nicht vollends von der Hand weisen. Allerdings gibt es jedoch faktische Gründe, die über die Deutung hinaus gehen. Laut Bürgermeister Georges Mischo lag der Neustart vielmehr an der Schwäche des *Bidbooks*. „Das Bidbook war auf Sand gebaut“, so Mischo. Projekte, wie etwa das Highlight einer Ausstellung von Ai Weiwei, ließen sich kaum realisieren, andere waren nicht stichhaltig durchdacht. Auch die Finanzierung von 50 Prozent sei auf Wunsch aller Partnergemeinden beschlossen worden und sei kein Oktroi von wirtschaftsliberalen Kreisen der Hauptstadt gewesen. Und nicht zuletzt habe die Stadt Esch zu Beginn zu sehr den Alleingang gewagt, ohne Rücksicht auf die Interessen der anderen Gemeinden sowie des Staates, der mit 40 Millionen Euro den weitaus größten finanziellen Beitrag leistet sowie zusätzlich rund 37 Millionen Euro in Infrastruktur in Belval investiert. Kurz: Es gab keinen anderen Weg als den Neustart.

Im Wartesaal Die Frist, um Projekte einzureichen, ist nun nach sechsmonatiger Verlängerung am 31. Dezember definitiv abgelaufen. Laut offiziellen Angaben von Esch 2022 sind rund 500 Projekte eingereicht worden – das letzte um 23.44 Uhr. Es liegt nun am sogenannten Comité de lecture, die

Projekte zu begutachten und dem Verwaltungsrat vorzulegen. Das klingt nach viel Bürokratie und erklärt, warum das Organisationsteam bis dato noch nicht näher über die Projekte kommunizieren konnte. Und da die Zeit zunehmend drängt hat man auf die *best practise* von 2007 zurückgegriffen. Alle Projekte werden nach vier unterschiedlichen Kategorien bewertet: 1 (Zusage), 2 (prinzipielle Zusage nach Überarbeitung), 3 (Absage) und 4 (*on hold*). Wie es heißt, sind rund 200 Projekte ausgewertet worden; knapp zehn Prozent hätten grünes Licht erhalten, etwa 100 befinden sich in Kategorie 2, der Rest wurde abgelehnt oder ist im Wartezustand. Nancy Braun hat für den 20. Februar eine Pressekonferenz angekündigt, aber wie gut informierte Kreise mitteilen, wird die gesamte Prozedur sich noch mindestens bis März hinziehen. Gerade darin sehen viele beteiligte Künstler ein Problem: Manche Kunstprojekte sind so angelegt, dass sie spätestens jetzt mit den Vorbereitungen beginnen müssten, um rechtzeitig bis 2022 realisiert werden zu können. Einige Künstler überlegen sich gar, ob sie nicht von ihrem Projekte absehen sollten, um nicht die eigene finanzielle Existenz in Gefahr zu bringen. Es ist der sich hinziehende Prozess, bei dem die Künstler sich im Wartesaal befinden, der zu Frustrationen führt.

Für die Organisatoren hingegen stellt sich ebenfalls die Frage, ob sie noch in der Lage sind, sogenannte Highlights in dieser kurzen Zeit zu organisieren. Laut Beteiligten im Team von Esch 2022 sieht es eher nicht danach aus – eine Aus-

Nancy Braun und Christian Mosar können viel Erfahrung bei der Umsetzung von kulturellen Projekten vorweisen – eines fehlt ihnen hingegen: der Stallgeruch des Minettes

stellung wie *All we need* aus dem Jahr 2007 wird es nicht geben, ein Rolling Stones Konzert wie 1995 auch nicht. Es sei sowieso nicht realistisch anzunehmen, dass Touristen aus Dänemark oder Polen wegen dem Label Kulturhauptstadt nach Esch aufbrechen, dämpft ein Beteiligter die Erwartungshaltung auch was Touristenandrang anbelangt. Demnach wird es keine *one shot* Attraktionen geben, nur um kurzfristig die Masse zu begeistern. Laut Mischo wird die Eröffnungsfeier und die Abschlussfeier in Belval in Richtung Aarhus 2017 gehen, da sie vom gleichen Showproduktionsunternehmen Battle Royal aus Berlin organisiert wird.

Die Organisatoren sind nach dem breiten öffentlichen Projektaufruf nun vielmehr damit beschäftigt, den partizipativen Prozess wieder einzufangen und eine rote Linie in das Kulturjahr zu bekommen. Für einige war dieser offene Ansatz ein Fehler, da er auf Quantität und nicht auf Qualität setzt. Hochwertige Projekte würden durch die Vielzahl von kleinen Ideen ausgebremst mit dem Ergebnis einer mittelmäßigen Mischkultur. Allerdings heißt es aus dem Organisationsteam, dass genau dieser sozio-kulturelle Aspekt, bei dem sich alle beteiligen können bar jeder elitären Kunst im Elfenbeinturm, die Idee hinter dem Konzept von Esch 2022 sei. Es gehe nicht um die „Happy few“. Doch selbst die größten Kritiker dieses krampfhaften Projekts sind sich sicher: „Am Ende werden sich alle gegenseitig auf die Schulter klatschen und das Feuerwerk genießen.“



Erinnerungen an das Kulturjahr 2007: der blaue Hirsch als visuelle Identität der Großregion, die Eröffnung der Rotondes sowie die Ausstellung *All we need* in der Gebläsehalle in Belval

Naher Osten

Dramatische Dinge

Judith Poppe, Jerusalem

Kurz nach der Ermordung des zweitwichtigsten Mannes des Iran, General Qasem Soleimani, ordnete Benjamin Netanjahu seine Minister zu Still-schweigen an. Doch so stillschweigend war die Freude in Israel dann doch nicht – nicht zuletzt, weil Netanjahu selber sich nicht zurückhalten konnte, US-Präsident Donald Trump zu seinem Schlag zu gratulieren: „Da Israel das Recht auf Selbstverteidigung hat, haben die Vereinigten Staa-ten genau das gleiche Recht.“

Auch sein Herausforderer vom blau-weißen Par-teienbündnis sprach Präsident Trump seine Glück-wünsche aus und ergänzte: „In der Sicherheit des Staates gibt es keine Koalition und keine Opposi-tion, und ich erwarte derzeit, dass alle Staatsober-häupter Anspielungen vermeiden, die sich nachteil-ig auf die nationale Sicherheit auswirken.“ Das ist wohl als Anspielung auf Netanjahu zu verstehen, den Gantz schon zuvor öfter dafür kritisiert hatte, zu seinen Gunsten Staatsgeheimnisse in Bezug auf Iran auszuplaudern.

In der Bewertung der Ermordung von Soleimani, einem der bittersten Feinde Israels, herrscht weit-gehende Einigkeit: große Freude, halbwegs dosiert ausgedrückt, bei gleichzeitiger Besorgnis. Unmit-telbar nach der Ermordung wurde der Berg Her-mon gesperrt, ein beliebtes Skigebiet an der Gren-ze zum Libanon und zu Syrien. Im Land herrscht erhöhte Alarmbereitschaft, ebenso in den israeli-schen Botschaften im Ausland. Es bleibt abzuwar-ten, ob Israel von Trumps Schlag profitieren wird.

„Israel steht in dieser Auseinandersetzung in der zweiten Reihe“, so Uzi Rabi, der Direktor des Mo-she Dayan-Zentrums für Nahoststudien an der Universität Tel Aviv: „Doch Israel sollte auf das Schlimmste vorbereitet sein. Nicht, weil es wahr-scheinlich ist, dass es eintrifft. Sondern weil es im Mittleren Osten gut ist, auf alles vorbereitet zu sein.“ Die laut Rabi wahrscheinliche Variante ist, dass Iran, zumindest kurzfristig, einen Vergel-tungsschlag wählt, der es ihm erlaubt, sein Gesicht zu wahren und gleichzeitig die USA nicht zu einem weiteren Schlag zwingt.

Denn der über 80-jährige Ajatollah Khomeini ist geschwächt. Er führt ein ökonomisch zerstörtes Land an, in dem es Ende letzten Jahres landeswei-te Proteste gab. Ein wirklicher Krieg kann nicht recht in seinem Interesse sein, zumal sein Gegner, die USA, militärisch übermächtig ist. Doch ob der

Iran tatsächlich die rote Linie der USA nicht über-schreitet, steht noch in den Sternen. Und so bleibt auch Israel in Alarmbereitschaft. „Denn sollte ein israelisches Ziel nicht voll geschützt sein sollte und sollte dies zu den Iranern durchsickern, so könnten sie dies treffen“, so Rabi.



Außer den USA gilt Israel als Erzfeind des Iran

Neben den Vorbereitungen auf das Schlimms-te, steht Israel nun vor der Aufgabe, die Politik Trumps zu verstehen, denn einen unberechen-baren Partner kann sich Israel nicht leisten. Vor wenigen Monaten hat Trump die amerikanischen Truppen aus Syrien abgezogen und damit die Kur-den im Stich gelassen. In Israel wurden Befürch-tungen laut, der starke Partner aus Übersee könnte ebenso die Israelis im Stich lassen. In dieser Runde sieht es nun so aus, als stünde Amerika fest an der Seite Israels. Es wird vermutet, dass der amerikani-sche Außenminister Mike Pompeo Netanjahu vor den Ereignissen gewarnt habe. Denn der twitterte nach einem Telefongespräch mit Pompeo wenige Tage vor der Ermordung von „sehr, sehr dramati-schen Dingen“ die sich in der Region abspielen und bestärkte die Freundschaft mit dem „großartigen Freund, den USA“: „Wir sind wachsam und beob-achten die Situation.“

Für Israel ist die Unterstützung der USA ent-scheidend. Denn die gezielte Tötung Soleimanis ist nicht nur ein Schlag gegen den Iran, sondern auch gegen die unmittelbaren Nachbarn und Feinde Israels, die von Soleimani aufgebaut oder unterstützt wurden: An der nördlichen Grenze hielt er mit der iranischen Vertreterorganisation, der Hisbollah, das Assad Regime am Leben und erweiterte die libanesische Front nach Syrien, wo-hin er iranische Revolutionsgarden und Waffen brachte. Dadurch provozierte er einen offenen Konflikt mit Israel, das sich seit einigen Jahren gezwungen sieht, Waffenkonvois und iranische Armeebasen zu attackieren. An der südlichen Grenze unterstützte er die Hamas mit Waffen und militärischem Training und baute die palästinensi-schen Al Quds Brigaden auf, den bewaffneten Arm des Islamischen Dschihad.

In Gaza war der Schock dementsprechend groß. Am Montag reiste Ismail Haniyeh, der Anfüh-rer der Hamas, zu der Trauerfeier von Soleimani in Teheran, gemeinsam mit einer Delegation von Hamas. „Der Kommandeur Soleimani ist ein Mär-tyrer von Jerusalem“, ließ er dort verlauten: „Die Opposition gegen die amerikanische und israeli-

Neben den Vorbereitungen auf das Schlimmste, steht Israel nun vor der Aufgabe, die Politik Trumps zu verstehen

sche Politik wird nicht geschwächt, sondern wird weitergeführt werden.“ In Haniyehs Terminkalen-der stand laut Roni Shaked, Korrespondent für pa-lästinensische Angelegenheiten der Zeitung *Jediot Aharonot* und Koordinator für den Bereich Mitt-lerer Osten und Islamforschung am Harry S. Tru-man Institute für Friedensentwicklung, außerdem ein Treffen mit dem religiösen Führer Khomeini, an dem auch der Kommandeur des palästinensi-schen Islamischen Dschihad teilgenommen haben soll. Es sei zu vermuten, dass Khomeini die politi-schen Köpfe Gazas aufforderte, den Kampf gegen Israel von Gaza aus zu eskalieren und ihnen im Gegenzug Waffen und Geld versprach. Die Ermor-dung Soleimanis ist so vorläufig ein empfindlicher Schlag gegen Hamas und die Al-Quds-Brigaden.

„Doch es wird einen anderen Soleimani geben, der Hamas und dem Islamischen Dschihad hel-fen wird“, so Shaked: „Denn am Ende ist dies die Politik Irans.“ Eine unmittelbare Eskalation an den israelischen Grenzen im Süden oder Norden hält Shaked für nicht wahrscheinlich. Hezbollah befindet sich in ökonomischen Problemen und in Auseinandersetzungen mit der libanesischen Re-gierung, Syrien hat derzeit andere Probleme. Für die Iraner könnte diese Situation vielmehr eine Auszeit darstellen, in der sie neue Wege suchen, die Kämpfe gegen Israel zu erneuern.

Die iranischen Mittelstreckenraketen mit präziser Steuerung, die 120 000 Raketen der Hisbollah im Libanon und die Wut in Gaza könnten für Israel durchaus gefährlich werden.

France

Une réforme injuste

Emmanuel Defoulouy, Paris

C'est désormais la plus longue grève en France depuis mai 68. Débuté le 5 décembre, le mouvement social en cours a d'abord égalé en durée, à Noël, les « grandes grèves » de 1995 contre le plan Juppé sur la Sécurité sociale et les retraites. Puis en ce début d'année 2020, il vient de dépasser la longue grève des cheminots de l'hiver 1986-87.

L'exécutif a pourtant tout tenté. L'appel à une trêve de Noël, sans succès : des « grèveil-lons » de soutien ont au contraire fleuri. Le discrédit en présentant le mouvement comme « d'extrême gauche », alors qu'au bout d'un mois il reste toujours soutenu par plus de soixante pour cent des Français. Et la tentative de pourrissement, bien que le gouvernement s'en défende, en ne proposant aucune négociation entre le 19 décembre et le 7 janvier... Rien n'y a fait : les grévistes des trains et des métros, rejoints par de nombreux enseignants et d'autres professions, veulent toujours le retrait de la réforme des retraites. Tandis que dans les défilés qui ont continué pendant Noël s'entendaient fréquemment des « Macron démission ».

Et le soutien des Français n'est pas que symbolique : non seulement le pouvoir a échoué à gagner la « bataille de l'opinion », mais des dizaines de « caisses de grève » aussi ont

Les grévistes des trains et des métros, rejoints par de nombreux enseignants et d'autres professions, veulent toujours le retrait de la réforme des retraites

fleuri, pour permettre à des conducteurs ou des agents de maintenance qui ne vont pra-tiquement rien toucher fin janvier de tenir le coup. La plus grosse, gérée par le syndicat Infocom-CGT, a dépassé le million d'euros vers Noël et s'achemine vers deux millions.

Sans faire d'annonce nouvelle, en se contentant d'affirmer que la réforme serait « menée à son terme » et en vantant contre toute logique son « équité », Emmanuel Macron a lui

aussi échoué, lors des traditionnels vœux présidentiels du Nouvel An, à désamorcer la colère des opposants. Bien au contraire. L'accusant d'être « déconnecté du réel », le leader de la CGT Philippe Martinez a appelé à étendre la grève « partout où c'est possible », et deux journées nationales de manifestations étaient prévues les jeudi 9 et samedi 11 jan-vier, au moment où les huit raffineries du pays devaient être stoppées pendant 96 heures. En parlant de l'actuel président, l'écrivain de gauche Pierre Lemaitre, lauréat du prix Gon-court 2013 pour son magnifique roman *Au revoir là-haut* , s'est interrogé : « Est-ce que Marine Le Pen aurait fait pire ? »

Mais en ce début d'année, c'est aussi la droite classique, à laquelle le macronisme veut tailler des croupières, qui monte au créneau. Le chef de file des Républicains (LR), Christian Jacob, a ainsi appelé à retirer une réforme qui n'a « ni queue ni tête » puisque « chaque jour qui passe, l'exécutif recule ». Il faut dire que le caractère prétendument « universel » de la réforme est plus qu'écorné : pour éviter que les luttes convergent avec les cheminots, le pouvoir a en effet multiplié les dérogations, tant et si bien que devraient garder leur régime particulier les policiers, les douaniers, les surveillants de prison, les pompiers, les contrôleurs aériens, les militaires, les marins pêcheurs, les chauffeurs rou-tiers, ou encore les pilotes d'avions, les hôtesses et les stewarts...

Le pire n'est cependant pas là, plutôt dans les risques graves que la réforme ferait peser sur l'équilibre financier du système de retraites par répartition. La quasi-dis-parition des cotisations pour les très hauts salaires (plus de 120 000 euros bruts par an) générerait en effet en quinze ans des pertes de dizaines de milliards d'euros dont personne n'est capable de dire comment elles seraient épongées¹. Ancienne conseil-lère sociale du président Chirac et ex-secrétaire générale adjointe de l'Elysée, Marie-Claire Carrère-Gée (LR) ne mâche pas ses mots : « Faire sortir les cadres supérieurs de la sécurité sociale ; autant tuer la sécurité sociale ». Un projet qui placerait aussi ces cadres dans une situation de devoir recourir à l'épargne-retraite privée, ce qui ouvrirait grandes les portes de la France aux fonds d'investissement comme l'Amé-ricain BlackRock, et ce n'est pas le grade d'officier de la Légion d'honneur accordé le 1^{er} janvier au président de BlackRock France, Jean-François Cirelli, qui a levé cette suspicion légitime. De quoi amener le leader du syndicat réformiste CFTD, Laurent Berger, à réclamer une grande « conférence de financement des retraites ». Porte de sortie vers un éventuel compromis ? Reste à savoir si le retrait du projet actuel en est un préalable. Ou pas.

¹ Lire à ce sujet Dan Israel, « Réforme des retraites : le révélateur des hauts salaires », *Mediapart*, lundi 30 décembre 2019.

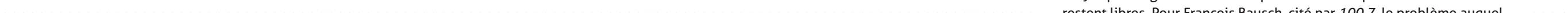
Votre publicité ici

Contactez Zoubida Belgacem qui est en charge de la régie publicitaire au sein du Lëtzeburger Land.

+352 48 57 57 32
zbelgacem@land.lu



1 ticker



4 000 florins = ? millions d’euros



Après avoir vendu à la Ville de Luxembourg la moitié de ses terrains au Rollingergrund, Villeroy & Boch vient d’en céder la seconde partie à un consortium de promoteurs belgo-luxembourgeois. C’est ce que font savoir dans un communiqué de presse ICN Development, Tralux et Besix Red, qui se sont réunis pour développer le site. ICN Development SA, appartenant aux frères flamands Nik et Jan Coene-grachts, n’est pas une inconnue au Grand-Duché : La société avait cofinancé la rénovation du « Fenster-schlass » – trois immeubles au coin de la rue des Bains et de la rue Aldringen – via un véhicule de titrisation. Comme l’avait alors relevé *Reporter.lu*, ce fut la première fois qu’une telle structuration, aussi complexe qu’opaque mais assez intéressante d’un point de vue fiscal, avait été appliquée à l’immobilier luxembourgeois. Pour leur nouveau projet de 46 000 mètres carrés de surface constructible au Rollingergrund baptisé « Faïencerie », les promoteurs promettent « un quartier pour tous » (du moins tous ceux qui pourront s’y offrir un logement), évidemment « écoresponsable ». Le prix de vente du foncier n’a pas encore été communiqué. Dans la centrale de Villeroy à Mettlach, on évoque un montant « im höheren zweistelligen Millionenbereich » (donc situé quelque part entre cinquante et 99 millions d’euros). En 2016, au bout de quatre ans de négociations, la commune avait acheté pour 14,3 millions deux hectares de bois et trois hectares de terrains où devront être construits 500 logements. La maire Lydie Polfer (DP) avait fait du dossier une « Chef-sache » et avait réalisé une assez bonne affaire pour la Ville. D’autant plus que, suivant le principe « pollueur-payeur », les frais de décontamination – la céramique fut longtemps décorée avec du mercure – restent entièrement à charge de Villeroy. Étant donné

l’amertume qu’avait provoquée le licenciement de 230 ouvrières en 2009 (l’usine au Rollingergrund en avait compté un millier en 1980), le reclassement de « zone industrielle » en « zone mixte » de ces dix hectares de friche avait nécessité une politique d’« apaisement » de la part de la direction de Villeroy. Avec la concrétisation de la deuxième partie du *deal* immobilier, les barons Boch réalisent finalement leur grand *cash-in* sur des terrains revalorisés par décision communale. En 1790, les Boch avaient acquis les terrains de la Ville de Luxembourg pour 4 000 florins. La famille y avait érigé une fabrique et une résidence seigneuriale dans le style rococo. Cette dernière restera propriété des Boch. *bt*

L’Uni.lu se réorganise, le nom LSF disparaît

L’Université du Luxembourg a communiqué cette semaine aux rédactions sa nouvelle organisation depuis le 1^{er} janvier. Elle consiste en un aggrégement entrepris quinze ans après sa création et validé par voie législative en juin 2018. « Ces changements restent sans impact sur l’offre de programmes d’études, mais seront bénéfiques à la fois à la qualité de l’enseignement et de la recherche au sein de l’Université », est-il assuré dans la communication. Deux facultés changent d’appellation. La faculté des lettres, des sciences humaines, des arts et des sciences de l’éducation s’appelle désormais faculté des sciences humaines, des sciences de l’éducation et des sciences sociales. La faculté des sciences, de la technologie et de la communication est devenue la faculté des sciences, des technologies et de médecine.

Une faculté n’est pas concernée par les changements d’identité, c’est celle de droit, d’économie et de finance. Pourtant, les bouleversements en son sein portent une importance toute particulière pour la place financière. Le département finance qui l’intègre n’est autre que la feu-Luxembourg School of Finance (LSF) avec des masters repackagés depuis la rentrée 2019-2020. L’école créée en 2002, soit l’année qui a précédé l’instauration de l’Université, n’a jamais su remplir ses ambitions de former les têtes pensantes de la place financière locale, comme l’écrivait déjà le *Wort* en mars dernier. La doyenne Katalin Ligeti

voyait même un « Reputationsschaden » lié au sigle LSF par son incapacité à retenir ses élèves, principalement des extra-communautaires qui repartaient dans leurs pays respectifs une fois le diplôme acquis. La réforme entreprise en concertation avec les lobbys de la place financière devrait, pense-t-on, permettre une attraction d’étudiants aux origines moins lointaines et la rétention sur place des cerveaux formatés dûment. Le succès de l’entreprise n’est pas acquis, mais l’expérience coûtera moins cher à ceux qui la tentent. Les masters qui coûtaient 17 500 euros par an ont vu leurs prix raboter à 400 euros. *psø*

Villeroy & Elsen



Yves Elsen, le président du Conseil de surveillance de Villeroy & Boch AG, a démissionné de son poste au 30 décembre. Contacté par le *Land*, le Luxembourgeois, CEO de la société informatique Hitec et surtout président du conseil de gouvernance de l’Uni.lu, n’a pas souhaité commenter les raisons de son départ, renvoyant au service de communication de Villeroy. Où on évoque des « persönlich formulierte Gründe » qu’on ne pourrait commenter. Avant d’ajouter que Villeroy regretterait la démission de Elsen, et qu’on se séparerait en bons termes. *bt*

Lopez et Zimmer ajoutent un maillon au Losc

L’entrepreneur luxembourgeois Gerard Lopez a créé une société supplémentaire à Luxembourg dans la chaîne de détention du club de football de Lille, le

Losc. Ledit maillon est apparu ce mercredi au registre de commerce luxembourgeois. Il se nomme Victory Soccer Luxembourg. La société s’intercale entre la holding hongkongaise Chimera Consulting, seule actionnaire, et Victory Soccer Limited, société londonienne qu’elle détient à 80 pour cent (les vingt autres pour cent sont la propriété de Marc Ingla, un ancien de Mangrove Capital Partners reconverti dans le foot business). Victory Soccer détient la quasi intégralité des parts de Lux Royalty, une autre structure luxembourgeoise qui a permis de lever de la dette auprès du fonds vautour Elliott Management (et dont deux entités affiliées détiennent deux petites parts sur mille existantes) après le rachat du Losc en janvier 2017 par l’entrepreneur luxembourgeois. Le club de foot est lui détenu par une société française du nom de L Holding, filiale de Lux Royalty.

Pour *France 3 Hauts de France*, qui suit le club de près, le Brexit pourrait expliquer le recours à cette société, Victory Soccer Luxembourg. Dans un entretien accordé au quotidien sportif *L’Équipe*, Gerard Lopez avait indiqué envisager d’éventuels changements dans la gouvernance (si besoin) suite à la sortie du Royaume-Uni de l’UE, mais avec beaucoup de prudence. La société domiciliée à Hong Kong, Chimera Consulting, est intégralement détenue par le résident dubaïote Gerard Lopez (cf interview à *Paperjam* à l’automne dernier) depuis le 10 février 2017, soit après la clôture de l’acquisition du Losc, comme l’explique *France 3*. Elle était avant cela propriété d’une société des Îles vierges britanniques baptisée Incredible Wealth. À noter que l’administrateur de la Banque centrale du Luxembourg et patron de fiduciaire Claude Zimmer figure aux conseils de Chimera Consulting et de Lux Royalty, ainsi que de Victory Soccer à Londres et à Luxembourg. *psø*

Financiarisation du résidentiel – Exemple

Les dernières transactions réalisées par le promoteur belge Eaglestone au Luxembourg illustrent à merveille un marché immobilier de plus en plus dominé par des investisseurs internationaux et de moins en moins relié aux besoins des populations rési-

C’est le nombre de clients, à savoir l’État luxembourgeois, que compte actuellement Govsat-1, d’après l’avis même du ministre de la Défense, François Bausch (Déi Gréng), face aux collègues de *Radio 100,7*. À part le gouvernement luxembourgeois, qui cofinance plus de la moitié des 225 millions d’euros qu’a coûté ce satellite militaire, aucun autre État n’a jusqu’ici signé. Résultat : 90 pour cent des capacités de Govsat-1 restent libres. Pour François Bausch, cité par *100,7*, le problème auquel se verraient confrontés les États intéressés résiderait dans le fait qu’ils ne peuvent conclure de contrat directement avec l’État luxembourgeois, mais seulement avec SES, donc une firme privée, ce qui nécessiterait une soumission publique. En janvier 2018, le lancement du satellite avait été fêté par ministres et monarques présents à Cap Canaveral. Les responsables de SES étaient pourtant restés évasifs sur la question du taux de réservation, évoquant « une très grande demande » et « des négociations relativement avancées ». *bt*

dentes. Deux projets résidentiels, situés à Bonnevoie et à Hollerich, viennent d’être vendus à un même « investisseur belge », annonce Eaglestone cette semaine. On aurait convenu avec l’acheteur de ne révéler ni le montant de la transaction ni l’identité de l’acquéreur, explique Xavier Hauboldt, directeur de la branche luxembourgeoise de Eaglestone face au *Land*. Dans une interview parue en août dans *Square Info*, une newsletter de l’immobilier belge, le CEO du groupe, Nicolas Orts, se targuait déjà d’avoir pu placer plusieurs immeubles au Luxembourg « dans l’intégralité auprès de quelques *familiy offices* ». (On peut en déduire que l’anonyme HNWI belge agissait à travers un « family office » luxembourgeois.) Un des deux immeubles, actuellement en construction, est situé au Dernier Sol, entre la salle de shoot (Fixerstuff) et le foyer pour SDF (Centre Ulysse). Dans ses brochures, Eaglestone évoque « un tissu urbain dynamique, culturel et cosmopolite » dans un quartier « qui prend de la valeur ». Le promoteur mise sur une revalorisation de son projet (photo : maquette de l’immeuble) grâce aux investissements publics dans la ligne de tram qui reliera le centre d’affaires du Kirchberg à celui du Ban de Gasperich. En mars déjà, Eaglestone avait cédé un nouvel immeuble résidentiel, situé au 38-44 rue Goethe dans le quartier de la Gare, « à l’un des plus grands fonds d’investissement international ». Selon nos informations, que le directeur d’Eaglestone Luxembourg n’a pas souhaité commenter, il s’agirait de l’Abu Dhabi Investment Authority, propriétaire de la Place de l’Étoile et du Royal Hamilius. *bt*





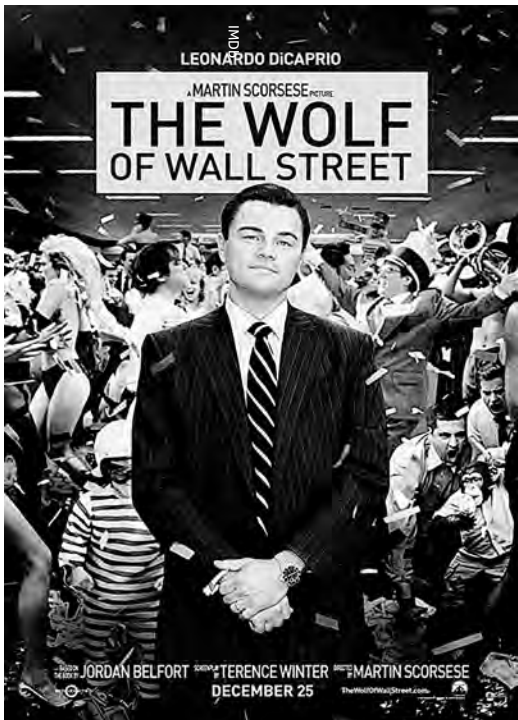
La mise en scène ce mercredi par les enquêteurs malaisiens et la diffusion des conversations téléphoniques de Najib Razak



Avant de se cacher (beaucoup l'imaginent en Chine), Jho Low aimait s'afficher en compagnie de Paris Hilton



L'annonce le 21 juillet 2016 par Loretta Lynch, US Attorney General, de la saisie d'actifs liés à 1MDB



Les droits du film *The Wolf of Wall Street*, financé par l'argent supposément détourné, ont été saisis par la justice américaine

Malaisie

La justice luxembourgeoise piétine quand les autres juridictions concernées par le détournement du fonds souverain malaisien 1MDB progressent

Pierre Sorluf

« Easy target » Ce lundi, l'homme d'affaires Jho Low se définit comme une « cible facile ». Dans la première interview qu'il accorde à un média (en l'occurrence le *Straits Times* à Singapour) depuis quatre ans et le début de sa cavale, cet ancien proche du Premier ministre malaisien déchu, Najib Razak, dit avoir été l'instrument d'ambitions politiques supérieures. Depuis 2015, l'intéressé est accusé d'avoir mis en place l'un des plus importants détournements de l'histoire. Entre 2009 et 2014, 4,5 milliards de dollars ont été siphonnés du fonds souverain 1MDB (One Malaysia Development Berhad) qu'il conseillait, par le truchement de Najib Razak lui-même. Jho Low, 38 ans aujourd'hui, avait rencontré le beau-fils du dirigeant, Riza Aziz, lorsqu'il étudiait à Londres au début des années 2000. Il en est resté proche jusqu'à financer ses films... avec de l'argent mal acquis. Riza Aziz dirige la société de production *Red Granite* à l'origine de *The Wolf of Wall Street*, avec (et coproduit par) Leonardo DiCaprio dans le rôle d'un banquier, Jordan Belfort, perversi par l'argent et la gloire.

Dans un subtil jeu de miroirs dont on ignore le sens de la réciprocité, Jho Low manigance et lève des milliards, aux dépens du fonds censé soutenir le développement économique de la Malaisie, et donc profiter à ses contribuables. Il opère à l'international. Il s'appuie sur ses accointances originaires du Moyen Orient, en partie issues des familles dirigeantes d'Arabie saoudite et des Émirats arabes unis. L'homme d'affaires asiatique travaille avec Khadem Al Qubaisi (Kaq), alors à la tête du fonds souverain émirati Iplic (International Petroleum Investment Company). Ils créent ensemble des *joint ventures* bidon, appuyées sur des actifs pourris ou des engagements aux dépens de 1MDB, pour lever des grosses sommes. Des cadres de la banque d'investissement Goldman Sachs se font graisser la patte pour assurer les manœuvres financières (levées d'obligations). D'autres banques, comme BSI, facilitent les transferts. La même mécanique est opérée avec Tarek Obaid, un Saoudien résident en Suisse qui a créé sa boîte de conseil en énergie, Petrosaudi. Avec sa complicité, Low lève plusieurs centaines de millions de dollars, toujours aux dépens du fonds public.

Alcool, filles nues et amende administrative Les sous atterrissent dans les poches de ces *happy few*, y compris du Premier ministre. Ils financent un train de vie qui s'emballe. L'épouse de Najib Razak dépense des millions dans les joailleries new yorkaises. L'Émirati Kaq apparaît sur des clichés de boîtes de nuit, les siennes, avec des gogo-danseuses. Tarek Obaid sombre dans les addictions (selon des témoignages de proches). Jho Low affiche son visage poupon à des soirées *jet set*. À ses côtés, Paris Hilton sabre le champagne avec ses dents.

L'argent levé indûment permet surtout à ces quelques individus d'investir. Massivement pour celui que les journalistes du *Wall Street Journal*, Tom Wright et Bradley Hope, qualifient de « Billion dollar whale ». Avec la journaliste britannique Clare Rewcastle Brown, ils ont précédé la justice dans sa révélation. Mais le 21 juillet 2016, le *Department of Justice* américain et son unité spécialisée Kleptocracy Asset Recovery Initiative officialisent la traque judiciaire. Ils la dévoilent à grand fracas dans une saisie record (estimée à un milliard de dollars) sur une partie des emplettes de Jho Low : des villas à Beverly Hills, des propriétés à New York, un super-yacht de 120 millions de dollars, un jet, un diamant gros comme le poing et bien sûr des Picasso, Monet ou Basquiat. Apparaissent alors aussi des fonds placés dans les coffres d'Edmond de Rothschild Luxembourg au nom d'une société, Vasco, dont le bénéficiaire économique est Khadem Al Qubaisi. Ces fonds ont depuis été gelés par les autorités luxembourgeoises. La banque a elle été sanctionnée en juin 2017 par le régulateur, la CSSF, avec une amende record de neuf millions d'euros.

Canular téléphonique Certains protagonistes réapparaissent ce mercredi dans une surprenante mise en scène à Putrajaya, capitale administrative de la Malaisie. Devant les caméras et un *Facebook live*, la directrice de la commission anticorruption dévoile des extraits de conversations téléphoniques du Premier ministre enregistrées en 2016. On l'entend manœuvrer pour se défaire de sa responsabilité dans des détournements qu'il a toujours niés (cela a marché au niveau national jusqu'en 2018 et son départ du pouvoir, mais il affronte la justice depuis plusieurs semaines). Au téléphone, les enquêteurs identifient notamment le prince héritier de l'Émirat d'Abu Dhabi, Mohammed Al Nahyane, comme destinataire d'un appel composé le 22 juillet 2016. Najib Razak évoque les « dark clouds » que constituent les révélations faites la veille à Washington sur les mécanismes de détournement de 1MDB. Dans une conversation à la frontière du pathétique et du surréaliste, le Premier ministre malaisien supplie « his Highness » de lui accorder un rendez-vous, quitte à sauter dans un avion le samedi suivant direction les Émirats. À défaut de rencontre, car le prince craint que le public n'en apprenne l'existence, Najib implore d'accepter un accord pour « son fils », Riza, associé « malgré lui » aux malversements financiers liés à sa production *The Wolf of Wall Street*. Il demande à son interlocuteur d'intervenir auprès du Sheikh Mansour, Vice Premier-ministre de l'Émirat et président du fonds Iplic de valider un mécanisme de paiement qui pourrait faire passer l'argent versé à la maison de production pour un prêt.

Let's make it happen Les mécanismes financiers mis en œuvre dans cette vaste opération de blanchiment, opaque et complexe bien à propos, passent par le Grand-Duché, marié à la finance internationale pour le meilleur et pour le pire. Un volet, jusqu'à maintenant passé inaperçu dans la presse, attire l'attention dans une plainte publiée par la justice américaine en 2017. En 2012, Jho Low entreprend d'investir aux côtés du fonds émirati (Abu Dhabi) *Mubadala* et de *Koweit Investment Authority* dans des sociétés liées au groupe de *private equity* new yorkais Electrum. Les intérêts sont rassemblés dans une chaîne de sociétés baptisées JW Aurum dont la tête est domiciliée aux Îles vierges britanniques. Deux filiales luxembourgeoises sont attachées via un mécanisme obligatoire. Celui-ci devait agir comme une lessiveuse et brouiller encore l'origine de l'argent. Le revenu des sociétés au Grand-Duché, juridiction à considérer ici comme *onshore*, sont générés par des intérêts de la dette intragroupe.

Les autorités américaines détaillent les mécanismes et présentent les parties prenantes. « Les minutes du conseil d'administration de JW Aurum Series J (LUX) S.a.r.l. indiquent que le 20 décembre 2012, autour de trois heures, une assemblée a été organisée au 43 avenue John F. Kennedy ». Étaient présents à cette réunion, parmi d'autres, Taek Szen Low, le frère de Jho, en tant qu'administrateur, de même que des employés de Baker & McKenzie, en tant que représentants de Jynwel Capital, groupe international qui porte les intérêts de la famille Low... en réalité beaucoup d'argent public malaisien. Avant d'atterrir sur les comptes de BSI Luxembourg, 150 millions de dollars transitent via une multitude de comptes bancaires, ils étaient passés par le compte personnel de Jho Low et celui de sa famille. Personne n'a trouvé à redire parmi les parties prenantes (notaire, avocats, fiduciaire, banque). « Ce qui s'est passé ne pourrait plus se produire », témoigne aujourd'hui un interlocuteur associé au dossier. Il désigne le contrôle affûté du régulateur.

Too little too late Selon nos informations, la Cellule de renseignement financier a repéré la structure douteuse en 2015 quand Jho Low a acquis sa notoriété liée à 1MDB. Elle en a prévenu les autorités américaines. Mais l'argent

Les enquêteurs dévoilent ce mercredi des enregistrements compromettants pour l'ancien Premier ministre malaisien et les dirigeants d'Abu Dhabi

était déjà reparti. Au Luxembourg, on nous explique qu'il n'y avait pas gros à pêcher sinon éventuellement le responsable conformité de l'établissement bancaire. Puis BSI Luxembourg a été absorbée dans EFG en 2017, donc plus de personne morale à poursuivre ici... les sociétés luembourgeoises JW Aurum sont maintenant placées sous administration via un trust mandaté par la justice américaine. Elles sont « gérées en extinction », nous dit l'un des administrateurs. Ces sociétés sont en fait liées à un accord passé entre Jho Low et la justice américaine en novembre dernier. L'homme d'affaires malaisien s'y engage à restituer un milliard de dollars d'actifs. Le « consent » ne préjuge en rien de la culpabilité ou de l'innocence (le cas échéant) de Jho Low.

Le gros du dossier luxembourgeois réside dans l'instruction ouverte en avril 2016 et relative à quatre virements effectués en 2012 et 2013 sur les comptes de Kaq chez Edmond de Rothschild, pour une valeur de 473 millions de dollars. L'enquête vise l'établissement, le « PEP » (*politically exposed person*) émirati et son banquier d'alors, Marc Ambroisien. Aucune inculpation n'a (encore) été prononcée dans cette entreprise d'envergure qui a conduit quelque 90 policiers en les locaux de l'établissement bancaire le 29 juin 2016, jour du premier délibéré Luxleaks. Coïncidence savoureuse s'il en est, la juge qui avait inculpé le journaliste du procès Luxleaks Édouard Perrin en 2015 (pour violation du secret professionnel entre autres), acquitté dès la première instance, instruit aujourd'hui le dossier Edmond de Rothschild / 1MDB dont la publicité a été faite via la diffusion en avril 2016 d'un reportage réalisé par la maison de production qui emploie Édouard Perrin, *Premières lignes*, prestataire de *Cash investigation* (France 2). L'avenir de la procédure est incertain. Les avocats espèrent convaincre le juge que l'amende prononcée par la CSSF contre la banque (une procédure administrative non contentieuse) suffit à sa condamnation (en vertu du principe *non bis in idem*) et que poursuivre l'ancien banquier ne fait pas de sens si son employeur de l'époque n'est pas poursuivi.

Khadem Al Qubaisi a lui été condamné en juin dernier aux Émirats à quinze ans de prison. L'on comprend dans les milieux judiciaires qu'il est placé sous cloche pour ne pas qu'il communique ce qu'il sait sur d'éventuelles personnes proches du pouvoir qui auraient été impliquées. Or, dans l'enregistrement diffusé ce mercredi, Najib Razak demande spécifiquement au prince héritier de contacter le cheikh Mansour, qui n'est autre que le petit frère du dirigeant, pour trouver un accord sur un prêt bidon dans le cadre du financement de *Wolf of Wall Street* comme s'il était, lui, la personne de contact du Premier ministre malaisien. Un sujet à aborder lors de la mission économique sur place à la fin du mois.

70 Jahre Nowa Huta: ArcelorMittal legt das berühmteste Stahlwerk Polens still

Requiem für Lenins Hütte



Die „Lenin-Hütte“ war der Stolz des kommunistischen Polens. Vollständig lautete der Propagandaslogan: „Wir bauen Nowa Huta, die Sowjetunion wird uns helfen“

Martin Ebner

Ob für den Schah von Persien oder Sowjetführer, De Gaulle oder Fidel Castro: Nowa Huta stand auf der Besuchliste immer ganz oben, wenn früher Prominenz in die Volksrepublik Polen kam. Das gigantische Stahlwerk samt angeschlossener Modellstadt für 100 000 Proletarier sollte für den Kommunismus werben. Seit der Wende von 1989 ging es mit dem Vorzeigeprojekt bergab. Zum Jahresende hat nun der Stahlkonzern ArcelorMittal den letzten Hochofen in Nowa Huta „temporär außer Betrieb genommen“. Dass er jemals wieder angeblasen wird, ist nicht ernsthaft zu erwarten.

Arbeiter aus ganz Polen hatten ab 1949 in Rekordzeit die „Lenin-Hütte“ aus dem Boden gestampft, auf 1 000 Hektar einen Komplex mit hunderten Gebäuden. Fernab von Seehäfen, Erz- oder Kohlevorkommen war die zeitweise größte Hochofen-Anlage Europas nie besonders wirtschaftlich. Dafür rauchten ihre Schlote in Sichtweite der Kathedrale und des Königsschlusses von Krakau, der historischen Hauptstadt Polens.

Nowa Huta wurde tatsächlich zum Symbol, allerdings anders als geplant. Zwar wurden in den 1970-ern pro Jahr fast sieben Millionen Tonnen

Offiziell ist das Stahlwerk noch nicht endgültig geschlossen, sondern wartet bloß auf „verbesserte Marktbedingungen“

Stahl produziert, die verkündeten Ziele jedoch nie erreicht. Für die mit Zulagen, Ferienheimen und anderen Privilegien angelockte Elite der Arbeiterklasse wurden anfangs neoklassizistische Wohnblocks mit repräsentativen Fassaden gebaut – kurioserweise nach New Yorker Vorbildern. Bald reichte es aber nur noch für grausige Plattenbauten. Ein projektiierter Rathaus-Wolkenkratzer wur-

de nie gebaut; die breite Zentralachse von Nowa Huta endet im Nirgendwo.

Ökologisch war das Stahlwerk ein Desaster, seine Abgase ruinierten Wälder und Baudenkmäler. Dem klerikal-konservativen Geist der Nachbarschaft konnte es dagegen wenig anhaben. Fromme Arbeiter ertretzten nach jahrelangen Kämpfen 1967 den Bau einer ersten Kirche in der sozialistischen Musterstadt. Ihr Anführer, ein gewisser Karol Wojtyła, machte später als Papst Fuliore. Nowa Huta dagegen wurde sang- und klanglos nach Krakau eingemeindet.

Die „Lenin-Hütte“ war ein Zentrum der anti-kommunistischen Solidarnosc-Bewegung. Nach ihrem Sieg wurde das Stahlwerk nach dem Erfinder Tadeusz Sendzimir benannt und in ein Dutzend privater Betriebe aufgeteilt. Die umweltschädlichsten Teile wurden geschlossen. Im Jahr 2004 übernahm der indische Mittal-Konzern die Reste : Von einst zwölf Koksbatterien und fünf Hochöfen blieben zum Schluss noch jeweils eine Anlage, von mehr als 40 000 Jobs noch rund 3 500. Ein erst im Jahr 2007 errichtetes Walzwerk, das modernste Europas, soll nun auch weiterhin arbeiten. Etwa 2 000 Beschäftigte aber werden jetzt in Pension oder zu anderen Stahlwerken in Polen geschickt.

Die Mitte von Nowa Huta heißt heute nicht mehr „Stalinplatz“, sondern „Ronald Reagan Zentralplatz“, das Lenin-Denkmal wurde abgerissen, die Hauptstraße ist nach Papst Johannes Paul II benannt. Stahl bestimmt längst nicht mehr das Leben. Viele Pendler fahren mit der Tram in die nahe Altstadt von Krakau, die dank ausländischer Hilfe, besonders aus Norwegen, in neuem Glanz erstrahlt. Der Tourismus dort boomt: Alteuropäisches Flair, sauber, sicher, streikfrei und erst noch billiger als Paris – da fällt asiatischen Reisegruppen das Umbuchen nicht schwer. Allein das historische Salzbergwerk in Wieliczka, einem anderen Vorort von Krakau, hat im vergangenen Jahr über eine Million Besucher angezogen.

Ob wohl auch Nowa Huta einmal auf die Unesco-Liste des Weltkulturerbes kommt? Offiziell ist das Stahlwerk noch nicht endgültig geschlossen, sondern wartet bloß auf „verbesserte Marktbedingungen“. ArcelorMittal verweist auf weltweite Überkapazitäten und den Rückgang der deutschen Autoproduktion. Optimistisch ließ der Konzern zum 70. Geburtstag von Nowa Huta dennoch 70 000 Bäume pflanzen. Das Krakauer Stadtmuseum aber leistet im ehemaligen Kino der Stahlstadt schon Trauerarbeit: Eine neue Ausstellung zur Geschichte der „Lenin-Hütte“ ist ein veritabler Nachruf auf das einstige Zukunftswerk.

Zum Internet-Angebot des Rotterdamer New Town Institute gehört ein „alternativer Reiseführer“ zu Nowa Huta: [newtowninstitute.org](#)

Chroniques de la Cour

L’art de la guerre selon Dehousse

Dominique Seytre

Franklin Dehousse, à la fois Monsieur propre et kamikaze, est un homme patient et tenace. Il tisse sa toile. Il va où on ne l’attend pas. Ancien juge au Tribunal européen, professeur de droit à l’université de Liège, érudit, fêru d’histoire, il est aussi un grand spécialiste de la Seconde Guerre mondiale et de l’art de la guerre. Dans l’affaire qui l’occupe, il dit n’avoir qu’un but : travailler pour les analystes futurs et pour les citoyens européens qui sont à juste titre lassés de l’opacité de leurs institutions, disait-il dans un discours d’adieu incendiaire qu’il avait pris la précaution de faire publier dans un blog. La Cour de justice européenne, contrairement à une tradition bien établie, l’avait privé de la tribune officielle normalement réservée à tout membre de la cour sur le départ. Ambiance.

Le milieu judiciaire européen n’est pas le monde des bisounours

Déjà, pendant ses années passées au service du Tribunal européen (2003-2016), il avait acquis une solide réputation d’enquiqueur. Membre du comité chargé de veiller à l’informatique de la Cour, il en avait dénoncé les dérives et le rôle du chef de cabinet de Président de la Cour, Dieter Kraus qui, faisant cavalier seul, donnait des instructions sur « la bases d’analyses personnelles », menant à un « chaos » informatique, encore bien réel aujourd’hui. Dans son discours d’adieu, il expliquait qu’il avait multiplié les interventions sur les fautes de gestion au sein de la Cour dans des notes et des mémos que ses collègues et amis avaient fait relier en deux gros recueils. La Cour a refusé que le public ait accès à ces documents qui, pourtant, devraient lui être accessibles, déplore-t-il. Et le Belge ne s’arrête pas là. Son combat contre ce qu’il appelle « les déviances » de la Cour, il l’a mené par le biais de demandes d’accès aux documents qu’il a faites à cette dernière, en tant que simple citoyen. Pour des questions techniques, tout autre angle d’attaque lui était impossible, disait-il. Toujours l’art de la guerre.

Au fils des ans, un certain nombre de ces documents lui ont été refusés au nom de la protection des données ou parce que, selon la Cour, ils n’existent pas. D’autres lui ont été envoyés. Dans tous les cas, il en tire les conséquences. Un travail de bénédictin. Ainsi, le Luxembourgeois Marc Jaeger, désormais simple juge, a été pendant cinq ans simultanément président du Tribunal européen et président du conseil de gouvernance de l’Université du Luxembourg sans autorisation « officielle », ce qui l’aurait mis de facto en contact avec le gouvernement luxembourgeois qui, lui, introduisait parallèlement ses recours devant le tribunal face aux décisions de la Commission sur ses rulings (notamment Fiat Finance and Trade). Marc Jaeger a démissionné de l’Université quand cela a commencé à jaser. Aussi, juste après l’expiration de son mandat de juge, l’Irlandais Kieran Bradley retrouve-t-il du travail à la Cour comme conseiller spécial pour le Brexit auprès du Président actuel, Koen Lenaerts. Comme si Jean-Claude Juncker, arrivé à la Commission européenne, avait nommé Neelie Kroes conseillère spéciale dès la fin de son mandat de commissaire dans la Commission Barroso, dit Franklin Dehousse. Ainsi, douze ans d’archives de la Cour sous la présidence Skouris ont disparu en dépit de l’obligation faite par le Traité de Lisbonne de les conserver. Dehousse dénonce « l’inertie totale » des responsables actuels pour remédier à la situation. La Cour ne s’applique pas les principes de transparence qu’elle-même a forgés dans sa jurisprudence Montesquieu, ajoute-il.

Pour ce qui concerne les documents que la Cour lui a refusés, Franklin Dehousse tente alors de les obtenir en lui intentant un procès devant le Tribunal européen. L’institution ne lui donne raison que sur un point. La Cour n’aurait pas dû lui refuser l’accès aux échanges de correspondance entre l’Allemagne et le président de la Cour, Vassilios Skouris entre 2011 et 2015, période pendant laquelle ont eu lieu les travaux sur la réforme de la Cour. Dehousse est plus particulièrement intéressé par la journée du 28 novembre 2014. Ce jour-là, Skouris devait prononcer un discours à l’université d’Iéna. Il en profite pour passer par Berlin voir deux ministres dont celui chargé de la Justice. Une visite éclair. Jusque-là l’Allemagne était farouchement opposée à la réforme de la Cour consistant à payer inutilement 28 juges supplémentaires. Après cette visite, l’Allemagne est d’accord. Dehousse exige la correspondance entre les aides des ministres et ceux de Skouris en vue de préparer cette visite. Il n’y en a pas. Skouris a juste pris son téléphone et a dit aux ministres allemands qu’il allait passer, lui répond la Cour en substance. Dehousse croit rêver. Il crie à la diplomatie secrète. Le Tribunal condamne la Cour à chercher ces documents. Elle répond à nouveau à Dehousse qu’il n’y en a pas. Juste avant les vacances de Noël, Dehousse lui intente un nouveau procès. La Cour est embêtée. Mauvaise publicité.

Kamikaze ? Le milieu judiciaire européen n’est pas le monde des bisounours. La critique n’y est pas aisée. Au mieux, elle se dilue dans un monde consensuel. La plupart des avocats vivent dans la peur que leurs clients pensent qu’ils n’ont pas de bonnes relations avec les juges. Les universitaires spécialisés en droit européen existent professionnellement par leurs écrits et leur enseignement. Les comités éditoriaux et les centres de droit européen comptent des juges en leur sein. Sur son site, et photos à l’appui, l’université Paris2 Panthéon-Assas, les appelle ses « parrains » ! Les anciens juges maintiennent de bonnes relations avec la Cour, pourvoyeuse de prestations diverses, voire de « petits boulots » qui font bien sur une carte de visite. Les juges en place font bloc. La Cour pratique une communication qui tend à submerger l’information comme dirait le chercheur français Daniel Bounoux. Dans ce contexte et malgré tout, Franklin Dehousse, seul contre tous, ne lâche rien et va de l’avant.

Zu Gast

Parlament stärken, heißt Demokratie stärken

Georges Engel

Ab Januar 2020 wird die Abgeordneten­kammer über mehr finanzielle Mittel verfü­gen. Diese wurden im Haushalt für das laufende Jahr bewilligt. Alle Fraktionen und Sensibilitäten wurden derweil bei der Ausarbeitung des Änderungsantrags, der Be­standteil des Koalitionsprogrammes der rot-blau-grünen Regierung ist, mit einbezo­gen. Neben dem Budget der Abgeordneten, das für deren Mitarbeiter bestimmt ist, werden auch die Fraktionen an sich sowie die Parteien zusätzliche Mittel erhalten.

Diverse im Vorfeld zu der Neu­erung geäußerte Vorwürfe und Kritiken sind unbegründet. Die angesprochenen zusätzli­chen finanziellen Mittel entspringen nicht einem simplen Griff in die Staatskasse, mit dem Ziel, die Löhne der Deputierten oder der aktuellen parlamen­tarischen Mitarbeiter aufzubes­sern. Nein, bei der angespro­chenen Aufstockung der für die Abgeordneten bereitgestellten Gelder handelt es sich um eine so genannte Sekretariatszulage, die für (externe) Beratungstätigkeiten oder das fraktionseigene Personal ausgeben werden muss. Innerhalb der LSAP, aber auch bei den anderen im Parlament vertretenen Parteien, fließen diese Gelder in den so genannten Mitarbeiter-Pool. Die Abgeordneten können zwecks parlamentarischer, admini­strativer oder organisatorischer Unterstützung auf diesen Mitarbeiterstab entsprechend verschiedenen fraktionsintern festgelegten Regeln zurückgreifen.

Die Arbeit eines Abgeordneten ist sehr vielfältig. Die Themenbereiche werden für jeden einzelnen Parlamentarier zusehends zahlreicher, komplexer und vielschich­tiger. Die jeweiligen Dossiers sind zudem oft sehr technisch und nur für Experten vollends verständlich. Erschwerend hinzu kommt, dass eine immer größere Zahl an Regularien (wenn auch unter Einbindung der jeweiligen Staatenvertreter) in Brüssel verfasst werden und in den jeweiligen EU-Ländern per Gesetz in nationales Recht umgesetzt werden müssen.

Abgeordnete haben sicherlich, aufgrund ihrer Ausbildung und/oder ihrer berufli­chen Erfahrung, ihre jeweils eigenen Kompetenzbereiche, in die sie sich demnach schneller und besser einarbeiten können als in andere Bereiche. Allerdings be­schränken sich die Aufgaben nicht auf das „Spezialgebiet“ des Abgeordneten.

Deshalb und aufgrund der oben beschriebenen Entwicklung der parlamentarischen Arbeit müssen Abgeordnete sich derzeit allzuoft auf die Meinung und die Sach­kenntnis der Verfasser der Gesetzestexte, die oft von Regierungsseite vorgelegt werden beziehungsweise aus Brüssel stammen, verlassen. Außerdem versuchen sehr professionell agierende Lobbygruppen, die einzelnen Fraktionen zunehmend zu beeinflussen. Unnötig zu betonen, dass in beiden Fällen nicht immer das Wohl eines (einzelnen) Landes im Vordergrund der Bemühungen steht.

Das Parlament ist als Legislative, also als Gesetzgeber, nicht nur dem Wohl des Lan­des und seiner Bürger – vor allem den Schwächsten in der Gesellschaft – verpflich­tet. Eine weitere Hauptaufgabe der Abgeordneten­kammer besteht in der Kontrolle der Regierung, die ihrerseits im Vergleich zu den Parlamentsfraktionen über einen bedeutenden Mitarbeitestab verfügt.

Es ist demnach im Sinne der Bürger, dass Abgeordnete sich das nötige Knowhow verschaffen und sich mit qualifizierten und vertrauensvollen Mitarbeitern umgeben. Nur so können sie ihre Entscheidungen sorgfältigst und vor allem unabhängig von äußeren Meinungen und Einflüssen treffen. Starke Fraktionen bedeutet ein starkes Parlament, was wiederum der Garant für eine starke Demokratie ist.

Karussell

Den Etienne ass am Gléck
En huet säi Liewen zréck
E war alt léiwer dout
Wéi als Minister rout

Den Dan dee gëtt aktiv
En ass jo net naiv
E muss no léns lo blénken
Fir riets dann ofzewénken

Den Alex geet vu Bord
De Nico ass scho fort
Et bleift nach just de Jang
Dee léisst kee Mënsch am Plang

Eng Fra ass och nach do
Well d'Francine réckelt no
Um Enn kënnst dann de Franz
Sou ass d'Regierung ganz

Jacques Drescher

Die kleine Zeitzeugin

Schließt die Zoos!

Michèle Thoma

Voyeurismus bei Häftlingen, ein wahrhaft seltsames Freizeitvergnügen! Eingesperrten zu-schauen, wie sie kauen, vor sich hinschauen, verdauen. Von einer Pfote auf die andere treten, einmal im Kreis herum gehen und, verzücktes Kreischen im Publikum, Blase oder Darm ent-leeren; vor allem bei Elefant_innen kommt das sehr gut an. Es ist quasi ein Höhepunkt.

Von denen gibt es ja nicht so viele. Die meisten Darsteller_innen bieten wenig, selbst das Affen-theater lässt zu wünschen übrig. Der Sibirische Tiger hechtet hin und her, die Löw_innen pen-nen, die Nilpferde, die nur noch Großmütter so nennen, sind versteinert. Ob die Pandas ausge-stopft sind, kann niemand mit Sicherheit sagen. Die Flamingos stehen auf einem Bein, vermut-lich dann auf dem andern, mehr läuft nicht.

Der Wiener Tiergarten wirbt damit, dass er der tollste Zoo der Welt sei. Stimmt vielleicht, wä-ren nur keine Tiere drin! Welch ein Vergnügen wäre es, zu lustwandeln inmitten dieser roya-len Pavillons ohne den Anblick hoffnungsloser Häftlinge. Was könnte alles dort stattfinden, Performances von uns Menschenaffen mit Katzenjammermusik!

Stattdessen gibt es Events mit Raubtier-Touch bei ruhig gestellten Wildnis-Darsteller_innen. Abendführungen bei Geparden mit anschlie-ßender Menschenfütterung im Kaiserpavillon. Polarnächte zwischen Eisbären und Pinguinen, keine Angst, kalt wird es nicht. Die Tierwelt-Darsteller_innen haben einen Nonstop-Job, nicht einmal nachts bleibt ihre Intimsphäre verschont.

Luxemburg hatte mal einen Tierknast, es war noch einer von der ehrlichen Sorte, mit ange-ketteten Insass_innen. Schaurig-traurige Ge-rüchte drangen nach außen, bis der Tierqual endlich ein Ende gesetzt wurde. Der Ort, an dem die Wildniskarikatur zur Schau gestellt

Wozu all das? Zu unserm Vergnügen? Das kann nur Perversion sein. Zu Bildungszwecken? Jedes Bilderbuch ist lebendiger

wurde, wurde von der wahren Wildnis zurück-erobert, der Senninger Wildnis. Romantisch überwuchert sie die Ruinen der Verliese.

Nach dem grauenvollen Tod der Äffinnen und Affen in der Silvesternacht wurden Trauerker-zen aufgestellt, Krokodilstränen flossen. Unter anderem für Massa, als Kleinkind seiner Fami-lie entrissen und 44 Jahre in einem Betonbun-ker ohne Außengehege eingelocht. Kurz rückte die Art, wie wir mit unsern so wunderbar di-versen Schwestern und Brüdern umgehen ins Bewusstsein. Kurz. Schon klingeln wieder die Zookassen.

Ja, Großstadtkinder sehen eher Löwen als Kühe, das Huhn ist exotischer als der Flamin-go. Kaum erblickt ein Menschenkindlein das

Licht der Welt, wird es in den Zoo geschoben, kaum eine Großmutter, die nicht eine Jah-reskarte besitzt. Die lieben Tiere! Die Natur! Trotz­kist zeigt Nachwuchs gerührt das neue Elefantlein: Da, seine Mama! Um dann festzu-stellen, dass kleines Kind viel zu viel Instinkt hat, um sich von komatösen Pandas und resig-nierten Flusspferd-Hintern nicht abzuwenden. Interessanter als auf sterilem Boden herum tappendes Elefantenbaby sind quietschende Hängebauch-Menschen, die Affen nachäffen.

Meiden wir die Zoos, diese obsoleten Wild-nis- Fakes mit ihrem heuchlerischen Art-Er-haltungsanspruch! Hätte Mensch nicht ihre Lebensräume raubtierisch und systematisch zerstört, müssten sie nicht bei lebendigem Leib konserviert werden. In Dauer-Depri hinter Panzerglas oder missbraucht als possierliche Possenreißer_innen. So lieb, grrr...!

Wozu all das? Zu unserm Vergnügen? Das kann nur Perversion sein. Zu unserer Erbau-ung? Zu Bildungszwecken? Jedes Bilderbuch ist lebendiger, jede Tierdoku informativer. In-stalliert Tier- Animationen, aber missbraucht Tiere nicht als animateure, sie sind nicht un-sere Entertainer_innen! Pädagogischer Auf-trag? Welcher? Tiere als Exponate vor Schau-tafeln mit Wissenswertem, das man alsbald wieder vergisst.

Das Fieseste ist das neue Zoo-Image: der Zoo als Retter. Der Zoo als Arche Noah. Der Zoo-besuch als gute Tat, wie man das früher nannte, gut für die Welt, gut für die Umwelt, spen-den Sie, werden Sie Ameisenbärinpatin! Die permanent eingebläute Botschaft, wie beinahe ausgestorben all diese Schau-Exemplare doch nicht sind. Die Letzten ihrer Art.

Ohh, bald kommt ein neues Gibbonbaby! Re-servieren Sie schon mal die Eintrittskarten, seien Sie die Ersten auf der Geburtenstation.

Chroniques de l'urgence

Risques d'emballlement bien réels

Jean Lasar

En matière climatique, la notion de point de bascule n'est désormais plus un fantasme d'alarmiste. Dans une étude publiée en novembre 2019 dans *Nature*, des chercheurs dont Johan Rockström, Stefan Rahmstorf et Joachim Schellnhuber du *Potsdam Institut für Klima-folgenforschung* (PIK) nous préviennent : le risque que de tels événements extrêmes précipitent le système climatique terrestre dans des spirales de destruction irréversibles est désormais beaucoup plus élevé qu'on ne l'imaginait il y a quelques années seulement. On pensait

alors qu'ils étaient susceptibles de commencer si la température globale moyenne dépassait de cinq degrés Celsius le niveau préindustriel. Or, on sait désormais qu'ils peuvent intervenir entre un et deux degrés de plus – autant dire dès maintenant.

Même s'il reste beaucoup de connaissances à rassembler pour mieux comprendre les risques liés aux « tipping points », qu'on appelle aussi parfois « discontinuités », les preuves de leur intensification rassemblées à ce jour sont convaincantes, argumentent les chercheurs. Cela commence par la fonte des glaces, avec en particulier le risque qu'en Antarctique, au point de rencontre sous-marin entre le plateau continental, la glace et l'océan, on assiste déjà à un retrait qui pourrait être annonciateur d'un effet domino particulièrement dangereux puisque débouchant sur l'effondrement rapide de la couche de glace qui couvre la péninsule antarctique occidentale : un risque chiffré à lui seul à une montée des eaux de trois mètres. Des données récentes montrent que la partie orientale de l'Antarctique n'est pas à l'abri de ce phénomène, ce qui représenterait trois à quatre mètres de plus.

D'autres points de bascule ont été identifiés dans la biosphère – n'oublions pas que la vie, sur terre et dans les océans, est un élément crucial de stabilité du climat terrestre. La multiplication des sécheresses dans la forêt amazonienne, les incendies et la dégradation des forêts boréales, affaiblies par des insectes qui prospèrent grâce au réchauffement, le blanchissement massif des récifs coralliens sous l'effet d'eaux plus chaudes, le dégel du permafrost qui renferme des quantités considérables de CO₂ et de méthane, tout cela menace de donner

lieu à des émissions massives de gaz à effet de serre qui, s'ajoutant aux émissions humaines en constante augmentation, déclencheront ces effets d'emballlement si redoutés.

Les incendies qui ravagent en ce moment l'Australie, en proie à une sécheresse et une canicule inédites, nous en apportent une terrible et cruelle illustration : les points de bascule ne sont plus un risque lointain, mais un phénomène aussi palpable que terrifiant. Faut-il s'en étonner ? Après tout, ce risque a été mentionné il y a vingt ans déjà par le Groupe d'experts de l'Onu sur le changement climatique (GIEC). En s'invitant à la table des négociations climatiques, il contraind les gestionnaires du status quo fossile à revoir leur copie et à comprimer les bien trop généreux budgets carbone sur lesquels ils comptaient pour atemoyer.

Les incendies qui ravagent en ce moment l'Australie, nous en apportent une terrible et cruelle illustration : les points de bascule ne sont plus un risque lointain



Mit dem CGDIS erhielt das Rettungswesen zwar eine Struktur und substanzielle Finanzmittel. Seine Führung aber hat sich irgendwo im Nebel eines zivil-militärischen Niemandslandes verloren

Paternalismus vs. Emanzipation

Reiner Hesse

Großeinsätze der jüngeren Vergangenheit haben die öffentliche Aufmerksamkeit auf das zum Corps Grand-Ducal d'Incendie et de Secours (CGDIS) mutierte Feuerwehr- und Rettungswesen des Großherzogtums gelenkt. Großflächige Überflutungen, Vegetationsbrände, die ein Löschfahrzeug mitverschlangen, und vor allem Großbrände in Industriegebieten sowie deren Folgen für die Gewässerökologie wurden medial rezipiert. Die Dynamik quasi-militärischer Fahrzeugkolonnen, die unter anderem aus dem nahen Ausland anrückten, um mit Spezialausrüstung im großen Stil Löschschaum beim Brand in der Industriezone Gadderscheier auszubringen¹, kontrastierte mit Technikversagen, das den Einsatz des Schaumes verhinderte. Anfallendes Löschwasser floss aufgrund mangelnden Unterhalts beziehungsweise falscher Dimensionierung der Rückhaltebecken in die Korn ab, worauf es zum „Umkippen“, das heißt dem biologischen Tod des Wasserlaufs auf mehreren Kilometern kam.

Ähnliches zeigte sich beim Brand in der Industriezone in Echternach, wo ein noch nicht fertiggestelltes Rückhaltebecken den Abfluss des belasteten Löschwassers in die Sauer zuließ². Verbrannte im Fall Gadderscheier eine große Menge Holz, so waren es in Echternach teilweise giftige Chemikalien und Mineralölprodukte. Aus der Stellungnahme eines deutschen Behördenvertreters im *Trierischen Volksfreund* ging hervor, dass in der Sauer PFOS (Rückstände eines seit 2011 aufgrund seiner biologischen Bedenklichkeit EU-weit verbotenen Schaumlöschmittels) nachgewiesen wurden³. Die Justiz-Pressesprecherin bestätigte, dass die Staatsanwaltschaft Diekirch die Polizei angewiesen hat, zu ermitteln⁴. Das CGDIS war längere Zeit nicht imstande, den Abfluss des vielfach kontaminierten Löschwassers zu verhindern, weil geeignetes Gerät nicht zeitnah verfügbar war.

Im Lichte der Ereignisse mutet die Einstellung der Ausbildung von Werkfeuerwehren im Zuge des CGDIS-Gesetzes unverständlich an. Im Rahmen dieses Gesetzes hat man auch darauf verzichtet, eine Möglichkeit zu schaffen, Betrieben mit entsprechendem Gefahrenpotenzial die Schaffung einer Werkfeuerwehr zur Pflicht zu machen. Das CGDIS selbst verfügt noch nicht über eine entsprechend ausgebildete und ausgerüstete Sondereinheit zur Industriebrandbekämpfung.

Struktur mit Organisationsmängeln

Die dem Rettungswesen durch das einstimmig verabschiedete Gesetz vom 27. März 2018⁵ angeediehene Reform hat ohne jeden Zweifel eine Struktur geschaffen, wenn man unter Struktur die institutionellen Voraussetzungen versteht. Auch hat man diese Struktur mit substanziellen Finanzmitteln ausgestattet. Doch eine Organisationsstruktur definiert typischerweise Rollen und Rollenbeschreibungen mit Anforderungen an die Rollenträger. Hier stößt das CGDIS an dieselben Probleme wie vergleichbare luxemburgische Institutionen, das heißt: Polizei und Armee. Haben die beiden Letztgenannten ein reines Rekrutierungsproblem, so hat das CGDIS zusätzlich ein Ausbildungsproblem vor allem der Führungskräfte und hat sein Selbstverständnis noch nicht definiert. Konnte man die neue Struktur weitgehend am französischen Vorbild ausrichten, so ist man doch davon abgerückt, das Personal einer jahrelangen Ausbildung in Frankreich zu unterziehen. Hintergrund ist die Erkenntnis, dass die ohne jeden Zweifel hochwertige französische Ausbildung sich auf ein französisches Umfeld beziehe und nur in diesem funktionieren könnte. Gleiches gilt entsprechend für deutsche, Schweizer oder jede andere nationale Feuerwehrausbildung. Sie können ihre Früchte nur in dem entsprechenden Umfeld tragen und zwar aus kulturellen wie auch institutionellen Gründen.

Dieses Problem hat man im militärischen Bereich sehr früh erkannt und zum Beispiel Nato-einheitliche Standards, Prozesse und Parameter zur Führung entwickelt. Beim CGDIS behilft Luxemburg sich damit, Führungsfunktionen vorläufig mit Kräften zu besetzen, die das taktische Wissen und die taktische Führungsfähigkeit national aus-



Innenministerin Taina Bofferding (LSAP) am 17. Dezember 2018 zu Besuch in der Notrufzentrale 112. Rechts im Bild CGDIS-Generaldirektor Paul Schroeder

gebildeter Feuerwehrunteroffiziere haben, auch wenn sie als Eingangsqualifikation zum Beispiel eine Ingenieurausbildung mitbringen. Wohl gibt es eine Verwaltungsspitze, aber eine operative Führung mit entsprechender taktisch-operativer Führungsausbildung und -erfahrung, deren Qualität bis in die untersten taktischen Einheiten hineinwirkt, gibt es nicht. Entsprechend orientiert sich die taktische Ausbildung an der Perspektive von Unteroffizieren. Dies kann zum Beispiel den Hintergrund von taktisch-strategischer Schwerpunktsetzung bei Großeinsätzen erklären. Ein zusätzliches Problem besteht in der ungelösten Frage eines einheitlichen Steuerungsverständnisses des CGDIS. Im Steuerungsverständnis drückt sich aus, wie die prozessuale Umsetzung des Willens der Führung in der Organisation CGDIS zu funktionieren hat⁶. Vereinfacht gesagt, hat man sich irgendwo im Nebel eines zivil-militärischen Niemandslandes verloren.

„Ende des Welpenschutzes“

Auch in anderen Bereichen scheint nicht aller Glanz einen goldenen Hintergrund zu haben. So hat Marc Mamer, der Präsident des nationalen Feuerwehrverbandes, anlässlich des Verbandskongresses am 29. September 2019 in Esch/Alzette gegenüber Innenministerin Taina Bofferding (LSAP) vom „Ende des Welpenschutzes für das CGDIS“ gesprochen, worauf Bofferding meinte, das CGDIS sei wohl noch einige Zeit „in einem schwierigen Alter“⁷. Dass nicht alles im Lot ist, lässt auch eine konzertierte Aktion von Innenministerin und CGDIS-Generaldirektor vermuten. In ganzseitigen *Tageblatt*-Interviews⁸ löschten beide an unterschiedlichen Brandstellen beim CGDIS. Taina Bofferding übernahm die Aufgabe, Lösungen hinsichtlich der Forderungen der gewerkschaftlich organisierten hauptamtlichen Kräfte bezüglich Tarif und Arbeitszeit auszuhandeln. Generaldirektor Paul Schroeder hingegen betrieb Seelenmassage bei den Freiwilligen.

Bei dieser Gelegenheit wurden immerhin zum ersten mal auch öffentlich Fehler und Probleme eingestanden⁹. So wurde unter anderem das zentrale Versprechen der Entlastung der Freiwilligen von administrativen Arbeiten nicht eingelöst. Die Etablierung eines einheitlichen vernetzten Informatiksystems stößt seit längerer Zeit auf Probleme, deren Umfang und Hartnäckigkeit deutlich unterschätzt wurden. Folge davon ist Frustration vieler

Freiwilliger in leitenden Funktionen bei lokalen Einheiten CIS (Centre d'Incendie et de Secours) und Sondereinheiten GIS (Groupe d'Intervention Spéciale). Entgegen vor der Reform gemachten Zusagen ist der Verwaltungsaufwand gefühlt deutlich höher. Verwaltungs- und Logistikvorgänge sind noch unbekannt, beziehungsweise noch nicht etabliert. Für die Basis haben die Vorteile eines staatlich-zentralistischen Systems sich noch nicht im versprochenen Umfang eingestellt. Auch die institutionelle Grundlage des CGDIS scheint noch nicht nachhaltig stabilisiert. So können rund fünf Millionen Euro für Ambulanztransporte, die das CGDIS erbracht hat, nicht mit der Krankenkasse abgerechnet werden. Hieß es vor Jahresfrist am 26. November 2018 noch, dies sei auf informatische Abstimmungsprobleme zurückzuführen¹⁰, wurde am 18. November 2019 erklärt, Widersprüche zwischen CGDIS-Gesetz und CNS-Statuten würden die Zahlungen verhindern¹¹.

Korps-Geist gewünscht

Neben den zwar erwartbaren, aber offensichtlich unterschätzten Problemen der verwaltungstechnischen Systemumstellung gibt es auch Probleme bei der Entwicklung von der Koexistenz zur Integration von freiwilligen und hauptamtlichen Strukturen¹². Paul Schroeder erwähnt, dass sich Hauptamtliche nicht „über Freiwillige stellen dürfen“ und andererseits Freiwillige nach Einsätzen nicht den Hauptamtlichen „schmutziges Geschirr (sic!) zum Reinigen und Aufräumen liegenlassen“, weil die „schließlich dafür bezahlt würden“¹³. Generaldirektor Schroeder wünscht „einen gemeinsamen Korps-Geist“¹⁴.

Wünschen kann man nur, was fehlt, demnach nimmt die Führungsspitze einen Mangel an Korps-Geist wahr. Die sehr heterogene Herkunft der nunmehr unter der Bezeichnung CGDIS vereinigten Teileinheiten erklärt zum Teil die öffentlich gewordene Besorgnis des Generaldirektors. Die landesweiten freiwilligen kommunalen Feuerwehren, die hauptstädtische Berufsfeuerwehr, die Flughafenfeuerwehr in Findel, die Protection civile und der Notarzt-Dienst (Samu) wurden unter dem politisch-administrativen Dach der Anstalt öffentlichen Rechts CGDIS vereinigt, wobei das Innenministerium aufsichtsführend ist. Fünf ehemals selbstständige Einheiten mit freiwilligem, beziehungsweise hauptamtlichem Hintergrund und jeweils spezifischem Korps-Geist

und eigener Organisationskultur sollen sich in der neuen Struktur wiederfinden. Rational betrachtet, war eine Reform alternativlos. An der praktischen Umsetzung aber gibt es zunehmend substanzielle Kritik, die nicht mehr mit partikularen Interessen, überkommener traditionsschwangerer Romantik, subjektiven Empfindlichkeiten oder generationalen Brüchen und Umbrüchen erklärbar ist.

Der Erbstreit bestand und besteht zum Teil weiter zwischen den vormals kommunalen freiwilligen Feuerwehren mit langer Geschichte und Miliz-Tradition und der deutlich jüngeren vormals staatlichen Protection civile. Aus Sicht der einst freiwilligen Feuerwehren werden Führungspositionen vorzugsweise mit „weißen“ (Ambulanz-Bereich) Angehörigen der „staatsnäheren“ Protection Civile besetzt. Auch die systembedingt in Geld ausgedrückte unterschiedliche Wertschätzung von „rot“ (Feuerwehr/technische Hilfeleistung) und „weiß“ (Ambulanz/Rettungsdienst) wird als deutlich ungerecht empfunden¹⁵. So bekommt zum Beispiel eine freiwillige Führungskraft, die bis zu 36 Einsatzkräfte verantwortlich führt, nur einen Euro pro Stunde für ihren Bereitschaftsdienst. Ein freiwilliger „Ambulancier“ mit Minimalausbildung wird mit zehn Euro pro Stunde entschädigt. Verantwortlich ist hierfür eine Politik, die auf einen Personalmangel im Bereich Ambulanzwesen kurzfristig mit dem Füllhorn reagierte.

Zensur und systematisches Mobbing

Ein weiterer Konflikt besteht zwischen freiwilligen Ausbildern, die eine angemessene Wertschätzung einfordern, und ihren hauptamtlichen Vorgesetzten. Lange vor dem offiziellen Inkrafttreten der CGDIS-Reform haben freiwillige Ausbilder grundlegende Neuerungen für den operativen Dienst in Theorie und Praxis geschaffen und im Ausbildungsbetrieb vermittelt. Diese Vorgaben genügten in Form und Inhalt internationalen Standards und Ansprüchen. Mittlerweile wurden in diesem Bereich hauptamtliche Akteure eingesetzt, deren schriftlicher Output zu Beanstandungen Anlass gibt. Teilweise wurden und werden Methoden gegen Freiwillige angewandt, die als Zensur und systematisches Mobbing gewertet werden können. Das Verhalten widerspricht dem Abschlusssdokument¹⁶ der international zusammengesetzten Expertengruppe, die 2010 eine Bestandsaufnahme gemacht und Empfeh-

Eine konzertierte Aktion von Innenministerin und CGDIS-Direktor mit ganzseitigen *Tageblatt*-Interviews im vergangenen Herbst zeigte, dass nicht alles im Lot ist

lungen ausgearbeitet hat. Zur Ausbildung heißt es konkret: „La formation est un dossier ouvert et vivant. Le développement du contenu et de la méthodologie est une condition inhérente pour tous les acteurs impliqués“¹⁷.

Pertinente Eingaben und Beschwerden der freiwilligen Ausbilder wurden nicht beantwortet¹⁸. Der Umgang mit den Freiwilligen wird auch durch die momentane Schwäche des Verbandes bestimmt, der seine Rolle als quasi gewerkschaftliche Vertretung der Freiwilligen noch finden muss. So ist zum Beispiel nicht vorgesehen, Mitgliedern im Bedarfsfall Rechtsbeistand zu gewähren. Im Verwaltungsrat des CGDIS sitzt der Verbandsvertreter ohne Stimmrecht. Das Agieren des CGDIS wird also nicht durch eine wirksame korporatistische Vertretung der Freiwilligen eingeeht.

Zurück zum Wunsch des Direktors nach „gemeinsamen Korps-Geist“. Korpsgeist bedeutet Identifikation und Komplexitätsreduktion was zur Stabilisierung von Strukturen führt. Der Korpsgeist sorgt zusammen mit Commitment und Formalisierung für Berechenbarkeit. Sind Korpsgeist, Commitment und formale Strukturen in ihren Zielen deckungsgleich, so potenzieren sie sich gegenseitig und erhöhen die Effizienz einer Organisation. Was der Generaldirektor als Korps-Geist beschreibt, wird wissenschaftlich als Kohäsion bezeichnet und gilt als unerlässlich für das Funktionieren von Firmen und Vereinen, aber ganz besonders für Organisationen wie Militär, Polizei und Rettungsdienste.

Die *horizontale Kohäsion* verbindet gleichrangige bzw. alle Angehörigen der Organisation durch ein geteiltes Set von Werthaltungen, Motiven, Narrativen, Erwartungen und übergeordneten Zielen. Sind Werthaltungen und übergeordnete Ziele zwischen den Akteuren aus vormals fünf verschiedenen Organisationen weitgehend identisch, so sind Motivation, Narrative und subjektive Erwartungen stark abweichend.

Geld für Gleichgültigkeit

Liegt bei einem Freiwilligen die *Motivation* zur Teilnahme an der Organisation Feuerwehr/Rettungsdienst im Ideellen, das heißt im Zweck der Organisation an sich, so ist die Motivation eines Hauptamtlichen remunerativ bestimmt. Durch die Schaffung der im Sinne des Systemtheoretikers Niklas Luhmann „formalen Organisation“ CGDIS wurde ein „System der bezahlten Indifferenz“ geschaffen, in dem Akteure nicht für ihre geleistete Arbeit entlohnt werden, sondern innerhalb gewisser Grenzen, für ihre Indifferenz gegenüber der zu leistenden Arbeit¹⁹. Dies macht die Leitung und Führung der Organisation einfacher, weil Direktiven und Vorgaben nicht mehr begründet werden müssen und das Verhalten der

(Fortsetzung auf S.14)

(Fortsetzung von S.13)

Geführten berechenbarer ist. Der Motivationslage Freiwilliger steht das aber diametral entgegen. Die Erwartungen Freiwilliger und Hauptamtlicher sind nicht deckungsgleich. Den Ansprüchen eines Arbeitnehmers an seinen Job, das heißt gutes Einkommen, Sicherheit des Arbeitsplatzes, vorteilhafte Arbeitszeiten und Aufstiegschancen stehen die Erwartungen eines Freiwilligen gegenüber der soziale Anerkennung durch die Außengesellschaft und die Organisation, Sinnstiftung, Kameradschaft und vor allem Mitgestaltung der Organisation erwartet. Werden diese Erwartungen nicht oder nicht ausreichend erfüllt und wird vor allem dem Anspruch auf effektive Mitgestaltung nicht Rechnung getragen, so kommt es zur Entsolidarisierung, zur inneren Kündigung, zur Demotivation.

Dies gilt in besonderem Maße für ehemals Freiwillige, die den Sprung in ein hauptamtliches Dienstverhältnis gewagt haben und sich unversehens in einem bürokratischen System wiederfinden, das keineswegs ihrer Erwartungshaltung entspricht. Der Soziologe Jürgen Habermas definierte „System“ und „Lebenswelt“ als unterschiedliche Sphären. Dem „System“ als Staat, Arbeit, Bürokratie und Justiz stellte er die „Lebenswelt“ entgegen, zu der Freizeit, Familien, schöpferisches Gestalten und innere Sinnggebung gehören. Für Freiwillige und Hauptamtliche gehört ihre gemeinsam ausgeübte Tätigkeit zu unterschiedlichen Sphären. Das zunehmende Eindringen der formalen Organisation CGDIS empfinden die Freiwilligen als eine „Kolonisation der Lebenswelt durch systemische Imperative“¹⁹.

Die vertikale Kohäsion ist weitestgehend Funktion des herrschenden Vertrauens der Machtferneren Untergebenen in die Führungsfähigkeiten der Mächtigeren Führenden und umgekehrt des Vertrauens der Führenden in die Fähigkeiten der Ausführenden. Hier gilt es im Bereich von Militär, Polizei und Feuerwehr/Rettungsdiensten zu unterscheiden zwischen operativer Führung und routinemäßigem Management des Dienstbetriebs. Zu den bestimmenden Akteuren des CGDIS gehören neben den Angehörigen der Organisation auch die zuständigen Protagonisten der Politik. Von diesen wird Konkordanz zwischen Reden und Handeln erwartet. In Reden und Verlautbarungen wird stets auf die Wichtigkeit, ja Unverzichtbarkeit der Freiwilligen verwiesen. Horizontale Kohäsion stellt sich ein durch Kennenlernen, Erfahrungen, Erleben im Rahmen gemeinsamer Arbeit, gemeinsamer Bewältigung von Mühsalen und Gefahren und nicht durch öffentliche Beschwörungen. Vertikale Kohäsion ist, wie beschrieben, weitgehend abhängig vom Vertrauen der Geführten in die Führenden, das heißt vor allem vom Vertrauen in die Verlässlichkeit ihrer Ankündigungen.

Wie verlässlich setzt die Innenministerin das Regierungsprogramm um, wo es die Freiwilligen betreffend im Kapitel „Bénévolat“ auf S. 54 heißt: „Ce dialogue structuré, impliquant les représentants des différents départements ministériels



Nationale Zivilschutz-Übung Vigilnat am 12. Januar 2019 in Belval

Die „formale Organisation“ CGDIS entlohnt die Akteure nicht für ihre geleistete Arbeit, sondern innerhalb gewisser Grenzen für ihre Indifferenz gegenüber der zu leistenden Arbeit

concernés, thématizera les dispositifs et moyens nécessaires, utiles et adaptés pour rendre le bénévolat efficient et attractif. (...) Une attention particulière sera portée aux pompiers bénévoles qui, ensemble avec les pompiers professionnels, sont les piliers de nos services de secours.“

Es fehlt genau an dem geforderten strukturierten Dialog. Der könnte auch dazu führen, dass Politik und Verwaltung geeignete Sensoren an der Systembasis schaffen, um so ein Frühwarnsystem zu haben, das Fehlentwicklungen anzeigt, bevor massive Unzufriedenheit sich in den Reihen der gemeinen Löschknechte breit macht.

Fürsorge für diejenigen, die freiwillig ihre Zeit, ihr Engagement und unter Umständen noch sehr viel mehr in den Dienst der Allgemeinheit stellen, muss besonders von sozialistischen Politikern und Politikerinnen erwartet werden können. Und zwar dadurch, dass sie dem Paternalismus und dem Obrigkeitdenken ihrer Vorgänger ein Ende setzen. Emanzipation führt zu Partizipation. Es ist die Partizipation, die gestaltende Teilhabe auf Augenhöhe an der Systemsteuerung im CGDIS durch die Freiwilligen, die mehr als finanzielle Aspekte zu Identifikation und Kohäsion führt. Ein gut funktionierendes Rettungswesen liegt im Allgemeininteresse. Der Schutz des Allgemeininteresses sollte vornehmste Aufgabe der Politik sein.

Reiner Hesse hat Politologie und Soziologie mit Schwerpunkt Militär- und Sicherheitspolitik studiert und zum Thema Vergleichbarkeit militärischer Führungskulturen und -philosophien geforscht.

¹ <https://www.rtl.lu/news/national/a/1383843.html> (Zugriff 19.12.2019)

² <https://www.rtl.lu/news/national/a/1411596.html> (Zugriff 19.12.2019)

³ <https://www.volksfreund.de/region/bitburg-pruem/wasserproben-aus-der-sauer-geben-raetsel-auf-aid-46440863> (Zugriff 19.12.2019)

⁴ Diane Klein, Porte-parole de l'administration judiciaire, E-Mail vom 19.12.2019

⁵ Loi du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile et création d'un Corps grand-ducal d'incendie et de secours (<http://legilux.public.lu/eli/etat/leg/loi/2018/03/27/a221/fo>)

⁶ J. Soeters, R. Recht, „Culture and discipline in Military Academies: An International Comparison“, in: *Journal of Political and Military Sociology*, Vol. 26 No. 2 (Winter), S. 169-189

⁷ Der Autor war persönlich anwesend.

⁸ *Tageblatt*, 03.09.2019, S. 17

⁹ A.a.O.

¹⁰ <https://www.rtl.lu/news/national/a/1271423.html>

¹¹ <https://www.rtl.lu/news/national/a/1433691.html>

¹² C. Birscheidt, *Lëtzeburger Pompjee*, 130. Jahrgang, Ausg. 05/2019, S. 171

¹³ *Tageblatt*, 03.09.2019, S. 17

¹⁴ A.a.O.

¹⁵ C. Birscheidt, *Lëtzeburger Pompjee*, 130. Jahrgang, Ausg. 05/2019, S. 171

¹⁶ <https://gouvernement.lu/dam-assets/fr/actualites/articles/2010/10-octobre/11-secours/reforme.pdf>

¹⁷ A.a.O. S.27

¹⁸ „Beschwerden und Anregungen der freiwilligen Instruktoren“ am 21.11. 2019 vom Feuerwehrverband an das Innenministerium geschickt. Das Dokument liegt dem Autor vor.

¹⁹ Niklas Luhmann, *Funktionen und Folgen formaler Organisation*, Duncker&Humblot, Berlin 1964. S. 68-72

²⁰ Jürgen Habermas, *Theorie des kommunikativen Handelns*, Bd.2. Suhrkamp, Frankfurt 1981, S. 522

Chronique Internet

Cambridge Analytica : la menace demeure

Jean Lasar

Dans le documentaire *The Great Hack* sur le scandale Facebook-Cambridge Analytica, où elle retrace et vit en direct son parcours de sonneuse d'alerte, on voit Brittany Kayser se demander si elle va remettre la main sur ses archives électroniques, qui doivent lui permettre d'étayer et de préciser ses dénonciations. En ce début 2020, on apprend que celles-ci vont servir de base à une nouvelle série de révélations sur les manipulations à grande échelle auxquelles s'est livrée l'agence de relations publiques 2.0, fermée depuis avec pertes et fracas. En guise d'introduction à ces révélations, Kayser explique quelle juge indispensable de rouvrir ce dossier au vu du déroulement des élections au Royaume-Uni en décembre et dans la perspective des présidentielles américaines en novembre prochain. Autrement dit : on n'a pas mis le holà à ceux qui ont appris à manipuler les élections à grande échelle à l'aide de données privées, et les mêmes coups tordus sont appelés à se répéter.

Les documents montrent le caractère « industriel » de la méthode Cambridge Analytica

En matière électorale, la méthode Cambridge Analytica consiste à se procurer des données personnelles de citoyens en siphonnant les réseaux sociaux – cela s'était fait, en l'occurrence, sous couvert d'une recherche académique et avec l'accord de Facebook –, à construire ensuite des typologies de profils politiques pour enfin arroser ceux identifiés comme électeurs influençables de messages taillés sur mesure, en recourant abondamment aux *fake news*. Comme l'an dernier, cette nouvelle série de révélations a été relayée par Carole Cadwalladr, une journaliste du *Guardian*. Brittany Kayser a commencé à divulguer via Twitter, depuis le compte *@HindsightFiles*, des échanges de mails et autres documents qui montrent que son ancien employeur ne se limitait pas aux manipulations électorales, mais proposait aussi ses services à des entreprises. Ce qui se dégage des premières liasses de documents mises en ligne, c'est que Cambridge Analytica partait souvent des liens établis dans les pays où il intervenait pour influencer les élections pour s'adresser à des compagnies du cru et leur proposer des campagnes de communication ou de marketing. Actif dans pas moins de 68 pays, la firme tissait une toile étendue, couvrant le public et le privé, et mettant en pratique le même modus operandi problématique.

On savait que Cambridge Analytica, proche de Steve Bannon, soutenait surtout des politiciens conservateurs, mais les documents publiés montrent quelle

faisait feu de tout bois. Elle a ainsi approché les indépendantistes catalans ou l'ancien président mexicain Enrique Peña Nieto, ou encore la compagnie pétrolière malaisienne Petronas, à qui elle proposait de l'aider à surmonter l'opposition à des projets de forage à l'aide d'« influenceurs » – un terme qui, venant de cette firme, suggère fortement les méthodes douteuses déjà déployées en matière électorale.

Brittany Kayser va sans doute échelonner ses publications – il est question de quelque 100 000 documents au total – sur les prochains mois afin de donner aux médias l'occasion de les étudier en détail. Ce qui ressort de ce qu'elle a mis en ligne jusqu'à présent est le caractère « industriel » de la méthode de Cambridge Analytica. Par rapport aux entreprises de relations publiques traditionnelles, son recours massif aux profils de réseaux sociaux et à l'intelligence artificielle lui donnait un avantage qu'elle était bien décidée à exploiter à fond. Problème : si l'entreprise elle-même n'est plus là, tout ce qui lui a permis d'opérer l'est : l'attitude complaisante des principaux réseaux sociaux, dont le tout-puissant Mark Zuckerberg refuse de manière provocante d'intervenir contre les publicités politiques mensongères, et l'absence de garde-fous législatifs dignes de ce nom contre les menées mises à jour par ce scandale. Toutes les conditions sont réunies pour une réédition des « exploits » foncièrement anti-démocratiques de Cambridge Analytica par d'autres intervenants.



Sacha Hanlet ist eine feste Größe in Luxemburgs Musikszene: Seit Jahren sitzt er als *Frontman* am Schlagzeug der Math-Rock-Band Mutiny on the Bounty, greift manchmal auch als Sänger zum Mikrofon, gilt als begnadeter Lichttechniker und hat 2017 das ambitionierte Elektro-Projekt Them Lights gegründet. Nun ist er auch unter die Produzenten gegangen: Seit vergangenem Jahr produziert er im hauseigenen Studio in Rümelingen die eigenen Songs seiner Band Mutiny sowie von Them Lights und arbeitet auch mit anderen Künstlern zusammen wie etwa Maz oder Edsun. Ab Februar soll es neue Hörproben geben; rund 20 Songs von Them Lights will der talentierte Musiker nacheinander veröffentlichen sowie Songs aus Kollaborationen mit anderen Musikern – zudem soll es auch neues Material von Mutiny geben. Sechs Songs sind bereits im Kasten. Wir sind gespannt! ps

Séries



Être avant tout

Ils avaient un budget de 30 000 euros accordé par une bourse « carte blanche » du Film Fund (soit un cinquième de l'aide publique accordée à un court-métrage), quatre jours de tournage en mai 2019 pour une équipe pleine d'enthousiasme et d'engagement : cette semaine, Frédéric Zeimet et sa société de production Six-Letters ont lancé le premier épisode de *W.*, une web-série en luxembourgeois, diffusée exclusivement sur les réseaux sociaux. Il y aura en tout six épisodes faisant entre cinq et dix minutes chacun, destinés à être regardés sur son téléphone portable ou autre dispositif mobile. Le personnage central de *W.* est une femme « hypermnésique amnésique », incarnée par Catherine Elsen, jouant une autiste Asperger qui a une mémoire exceptionnelle, mais se réveille en pleine forêt de Bech avec des vêtements tachés de sang, sans savoir ce qui lui est arrivé. Les premières minutes montrent surtout un traitement très intéressant de l'image et du son en post-production, utilisant toutes les nouvelles possibilités du numérique (montage : Luca Theis). À suivre. jh

Histoire

Erinnerung an einen Helden

„Ich werde jedem ein Visum geben, der es verlangt“, sagte Aristides de Sousa (Foto: Anlux) Mendes am 19. Juni 1940 zu einem Rabbi in Bordeaux. Der portugiesische Generalkonsul, ein Bonvivant mit einer Frau, einer Geliebten und zwölf Kindern, hielt sich an seine Worte und vollbrachte laut Historiker Yehuda Bauer „die vielleicht größte Rettungsaktion eines Einzelnen während des Holocausts.“ Er ermöglichte Zehntausenden die Flucht vor dem NS-Regime, indem er nicht müde wurde, die nötigen Papiere zu unterzeichnen. Und darunter waren auch Luxemburger wie etwa die Großherzogin Charlotte. Das Nationalarchiv erinnert in einer schlichten, aber eindrucksvollen Schau (bis zum 22. Februar) an den „Gerechten aus Bordeaux“. Mittlerweile gibt es einen Erinnerungsweg von Bordeaux nach Lissabon – und vielleicht könnte der Weg in Zukunft in Luxemburg beginnen: mit einer Rue Sousa Mendes. ps



Luxemburgensia

Hamen vu Lëtzebuerg

Der preisgekrönte Schriftsteller und Feuilletonist (*d'Lëtzeburger Land*, *Die Zeit*, *Deutschlandfunk*) Samuel Hamen erhält eine Autorenresidenz im Literarischen Colloquium Berlin für 2020. Hamen konnte die Jury des Focuna (Claude D. Conter, Jeanne E. Glesener, Frank Hansen und Christiane Krier) mit seinem Theaterprojekt zu *Lucilinburhuc. Nationalletzeburgesch Christusepos* von Lucien Koenig (Siggy vu Lëtzebuerg) überzeugen. Hamen bezeichnet den Text von Koenig als „hochinteressant.“ Er offenbare „diskursive Dynamiken, die damals am Werk waren und heute in anderen Konstellationen erneut auftauchen, von der Mythisierung des Nationalen über Identitätsfetische hin zur Bedürftigkeit nach Großnarrativen.“ Hamen will den Text überarbeiten und als Theaterstück in die Gegenwart holen. Wann das Projekt abgeschlossen sein soll, ist laut Autor jedoch noch vollkommen unklar. ps

Dialektisches Schreiben

Die Autoren Romain Butti, Maryse Krier, Anja Di Bartolomeo und Charel Meder laden am Dienstag, den 14. Januar, zur nächsten Ausgabe von Word in Progress im Ratelach in der Kulturfabrik in Esch ein. Der Abend funktioniert nach dem bewährten Schreibwerkstattprinzip: Ein Autor liest Zeilen eines neuen literarischen Entwurfs vor, das Publikum übt Kritik, so dass der Autor seinen Text optimieren kann. (Beginn: 20 Uhr) ps

Musiques

Klein, aber Stoltz

Als „köstliche Mischung der Genres und Stile“ preist die Philharmonie das Jazz-Elektro-Projekt von Jérôme Klein (Foto: Sven Becker) mit seinen Mitstreitern Pol Belardi (Bass), Niels Engel (Schlagzeug) und Charles Stoltz (Sound Design). Heute Abend (Beginn 20 Uhr, Karten 20 Euro) wird das Kollektiv quasi als Generalprobe in der Philharmonie ein Set spielen, um sich auf den Auftritt am kommenden Donnerstag (16.01) auf dem Showcase Festival Eurosonic in Groningen (NL) vorzubereiten. Das Eurosonic gilt mit rund 40 000 Besuchern und 4 000 Musikagenten als internationale Plattform für junge Künstler, wo sich nahezu die gesamte Pop-Musikszene trifft. Es kann als Sprungbrett für eine internationale Karriere dienen. Am 17. Januar tritt als weitere Luxemburger Band Seed to Tree beim Eurosonic Festival auf. (*philharmonie.lu*) ps



Musiques



Zitronen-Choreo

Der Luxemburger RnB- und Soul-Sänger Edsun hat ein neues Video veröffentlicht. Der aufwändig inszenierte Clip von Isaiah Wilson und Emerine Samuel (FOQUS) zum Song *Essential* führt unter anderem mitsamt Zitronen-Choreografie durch die Altstadt Luxemburgs. Zu sehen auf Edsuns *Youtube*-Kanal. ps

Die Ignorierten

Die Luxemburger Rapper Nosi & Turnup Tun haben Ende vergangenen Jahres *Schëdden* veröffentlicht – ein halbironischer Track über die Routine des Wochenendbesäufnisses in Luxemburg mit fettem Beat unterlegt. Mittlerweile hat Tommek eine inhaltliche Fortsetzung dazu produziert (*Schëdden outro*) als Cover von *Mad Word* von Tears for Fears bzw. Gary Jules. In den sozialen Medien beschwerten sich die Luxemburger Künstler indes, dass die Songs von den Luxemburger Radiostationen (*RTL* und *Eldorado*) ignoriert werden. „Et ass scho lang iwwerfällig, dass dir d'Lëtzebuurger Musiklandschaft an d'Nolauschterer endlech richtig eescht huet!“, schreibt Tommek auf seinem *Facebook*-Profil. Die beiden Songs haben auf den digitalen Plattformen *Spotify* und *Youtube* in durchaus einen viralen Erfolg für Luxemburger Verhältnisse mit rund 50 000 Klicks. ps

Théâtre

Dévier la déviance

Rebekka Kricheldorf (*1974) est une des auteures de théâtre germanophone les plus productives, mais aussi les plus intéressantes du moment. Quatre ans après que Laura Schroeder a monté *Das Ding aus dem Meer* aux Capucins, le Kasematentheater propose à partir de ce lundi, 13 janvier, une de ses dernières pièces, *Intervention* (2019). La jeune metteuse en scène allemande Sandra Reitmayer a recruté Eugénie Anselin. Eli Johannesdottir, Raoul Schlechter et Anouk Wagener pour cette comédie de mœurs dans laquelle un groupe d'amis essaie de raisonner leur copine dont ils jugent le comportement déviant. Un huis-clos qui s'annonce désopilant, tournant autour de questions essentielles sur la définition de la déviance dans une société dans laquelle tout est normé (jusqu'au 29 janvier ; *kasemattentheater.lu*). jh



Onewomanwow

Parce qu'elle ne joue pas au Kasematentheater les 15, 16 et 17 janvier (voir ci-dessus), l'hyperactive Eugénie Anselin (photo) en profite pour offrir une reprise de son one-woman-show *Wow!*, un spectacle sur l'hyperconnexion et l'égoïsme du XXI^e siècle, où on se plie de rire du début à la fin (*cape.lu*). jh

Theater

Ver-rückte Welt

josée hansen

„Gott hat nicht gewollt, dass wir Sklaven halten“, dessen ist sich der selbstbewusste Erik McClure sicher. „Ich finde Gottes Wille erschreckend“, entgegnet, verstört, Edward Broderick. Er ist Besitzer einer Baumwollplantage im Süden der Vereinigten Staaten, wir schreiben die Nacht des 11. zum 12. April 1861, den Vorabend des Sezessionskrieges. Von diesem Tag an wird die Welt nicht mehr die Gleiche sein: Politische Überzeugungen, Identitäten und wirtschaftliche Interessen prallen aufeinander, Familien zersplittern an der Ideologie, eine ganze Generation fällt durch den Krieg.

Unter lustigen „Jihaa!“-Rufen umtanzen sich Luc Schiltz als Erik und Cornelius Schwalm als Edward zur Begrüßung. „Albern ist gut!“, versichert Thierry Mousset, aber die Blödelei der Improvisation sollte auf keinen Fall den Ernst ihres Zusammenkommens verbergen. Anfang Januar 2020 sind wir im Studio des Grand Théâtre auf Limpertsberg, wo Thierry Mousset mit einem deutsch-luxemburgisch-österreichisch-französischen Team *Süden* von Julien Green (1990-1998) probiert. Das Stück, 1953 geschrieben, war damals in Luxemburg und anderen europäischen Ländern „zum Schutz der Sittlichkeit“ verboten worden, wird auch heute noch wenig gespielt; der Text ist schwer zu finden. „Es ist ein unheimlich spannendes und reiches Stück“, sagt Thierry Mousset, weshalb es ihn begeistert. Es geht um Politik, um Religion, um Rassismus und... um Sex. „Alle Hauptfiguren sind zwischen 14 und 22 Jahren alt. Sie empfinden alles viel stärker. Wenn man noch keine Erfahrung hat im Leben, kann einen etwas Unerwartetes komplett umhauen.“ Die erste Liebe zum Beispiel. Um diese Jugendlichen zu spielen, hat Mousset zwei Jahre lang nach den richtigen Schauspielern und Schauspielerinnen gesucht. Und er wurde fündig in Luxemburg und in Berlin (seine Regina, die Nichte des Plantagenbesitzers, Meike Droste, hat er am Berliner Theater gesehen), traf sich immer wieder mit ihnen, um herauszufinden, ob die Chemie auch klappt, „ob wir die gleiche Sprache sprechen“. Denis Jousselein, 65, spielt Brodericks Sohn Jimmy, 14 Jahre alt, „und man nimmt es ihm ab!“ Thorsten Lensing, dessen Dramaturg Thierry Mousset bei Foster Wallaces *Unendlicher Spaß* war (siehe *d'Land* vom 2.3.18), ließ den Helden Hal Incandenza von einer Frau, Ursina Lardi, spielen und den kaum erwachsenen Mario von André Jung. Überhaupt scheint Lensing allgegenwärtig, zum Beispiel auch bei der Wahl eines politischen Stückes, das extrem reduziert und abstrahiert etwas über die Menschen heute sagt – die Polarisierung der politischen Meinungen, die Identitätsfrage, das Verlorensein der Jugend... Mousset, selbst erst Ende zwanzig, hat Politik, Literatur und Theater studiert, unter anderem in Cambridge.

Hinten: eine lange Mauer aus Steinen, davor sind einige Stühle nebeneinander gereiht; daneben eine große Glocke und ein leicht höheres Podest gleich vor dem Publikum. Die Probenkostüme sind provisorisch, aber zeitlos. Mousset sitzt in der ersten Reihe, konzentriert aber gefasst; springt immer wieder auf, um zu kommentieren. Der Luxemburger Luc Schiltz, der Deutsche Cornelius Schwalm (*Tatort*, *Amour fou*, verschiedene Theater...) und der Österreicher Andreas Lust (*Soko*, *Tatort*, *Kommissar Rex*...) als polnisch-stämmiger Offizier der Armee Ian Wiczewski, die beiden letzten über fünfzig, proben das Eintreffen McClures auf der Plantage. Sie haben hundert Ideen, schlagen immer wieder Neues vor. Wie lustig, wie angespannt soll's sein? „Die Frage der Körperlichkeit ist zentral an diesem Stück. Die jungen Menschen, sie sind ‚ver-rückt‘“, findet Mousset. Julien Greens Begehren für sehr junge Männer war lange ein Tabu, seine Tagebücher wurden erst letztes Jahr von Robert Laffont in Frankreich unzensuriert veröffentlicht. „Julien Green ‚passt nicht‘, deshalb interessiert er mich. Er hat zu allem eine Meinung, die interessant ist und mit der ich einverstanden sein kann oder nicht. Aber er gibt Anlass zur Reibung. Und diese Reibung ist existentiell für mich!“ Thierry Mousset macht Schauspielertheater: „Die Welt muss durch das Spiel entstehen. Das ist die Kraft des Theaters, das *kann* das Theater. Ich muss als Regisseur nicht noch meinen Kommentar zu allem hinzufügen.“ Premiere des Experiments ist am 18. Januar.

Süden von Julien Green, Regie: Thierry Mousset; assistiert von Sally Merres; Bühne: Marie-Luce Theis; Kostüme: Uli Simon; Übersetzung: Irène Kuhn; mit: Heike Droste, Anna Grisebach, Catherine Janke, Denis Jousselein, Andreas Lust, Luc Schiltz und Cornelius Schwalm; eine Produktion der Théâtres de la Ville; Premiere am Samstag, dem 18. Januar im Studio des Grand Théâtre; weitere Vorführungen am 23., 24. und 25. Januar, jeweils um 20 Uhr; www.theatres.lu.



Luc Schiltz als Erik McClure und Cornelius Schwalm als Edward Broderick, hier während der Proben in Berlin

Theater

Familles, je vous hais !



Philip Bußmanns Cinemascope-Bühnenbild

josée hansen

„Was das Leben aus uns macht, dafür kann keiner.“
Mary Tyrone

Gut sind sie gelaunt, allesamt, an jenem Augustmorgen 1912. Vater James hält stolz seine noch immer hübsche Ehefrau Mary im Arm, daneben die Söhne Jamie und Edmund. „Mary ist 54, etwa mittelgroß. Ihre Figur ist noch immer jugendlich“, schreibt Eugene O’Neill in seinen ausführlichen Regieanweisungen, hier von Hausmädchen Cathleen mit starkem englischen Akzent vorgetragen. „Das Auffälligste an Mary ist ihre hochgradige Nervosität. Ihre Hände sind ständig in Bewegung.“ Der Vater, James Tyrone, ist „65, wirkt aber zehn Jahre jünger“. Er ist das Gegenteil seiner Frau, „etwas wie Nerven kennt er nicht. In seine sture, derbe Bäuerlichkeit mischen sich Anflüge sentimentaler Schwermut und seltene Augenblicke intuitiven Feingefühls.“ Zu dritt haben sie die Mutter gestern aus ihrer Entziehungskur abgeholt – seit Edmunds Geburt ist sie morphiumsüchtig. Alle hoffen, dass Mary es diesmal schafft, *clean* zu bleiben. Da der Vater und der älteste Sohn Jamie, beide Schauspieler, Theaterferien haben, wollen sie zusammen einen schönen Sommertag in ihrem Landhaus in New London (Connecticut) verbringen. Aber sehr schnell schon bröckelt der schöne Schein. Der Tag endet gegen Mitternacht in einer Tragödie.

Eugene O’Neill (1888-1953) schrieb das autobiografische Familiendrama *Eines langen Tages Reise in die Nacht* im Juli 1941 „mit Blut und Tränen“, wie er es in der Widmung an seine Ehefrau Carlotta formuliert; ein Stück, das ihm ermöglichte, sich endlich mit „[s]einen Toten auseinanderzusetzen“, und zwar „mit großem Mitgefühl und Verständnis und auch tiefer Vergebung für alle vier gepeinigten Tyrones“. O’Neill setzt sich in seinem Stück mit der Hölle seiner Kindheit („I had no childhood“) auseinander, aufgewachsen zwischen einem selbstsüchtigen Vater, der als mittelmäßiger Schauspieler seine Familie während langer Tournées durch miefige Hotels quer durch die USA schleppte, und einer vom frühzeitigen Tod ihres Alkoholiker-Vaters und ihres zweiten Sohnes gezeichneten Mutter. Der Vater war genauso krankhaft geizig wie die Mutter fromm – bevor sie den Glauben verlor. Der ältere Sohn Jamie ist Schauspieler wie sein Vater, der ihn jedoch für talentlos hält; er fühlt sich schuldig am Tod seines jüngeren Bruders Eugene, den er mit Masern infizierte, weshalb er sich nun in zweifelhaften Bars am Broadway das Hirn wegsäuft. Edmund, der jüngere Bruder, schwächelt und hustet – seine Krankheit wird im Laufe des Tages benannt werden. Das Nebelhorn, das die Mutter im Schlaf hörte, lässt nichts Gutes erahnen.

Am Schauspiel Köln begeistert André Jung als James Tyrone in Luk Percevals minimalistischer Inszenierung des Familiendramas *Eines langen Tages Reise in die Nacht* von Eugene O’Neill

Es ist kein Zufall, dass der belgische Regisseur Luk Perceval nach seiner Zola-Trilogie am Hamburger Thalia (das letzte Saison als ganztägiges Marathon im Grand Théâtre zu sehen war) sich jetzt Eugene O’Neill widmet, dem amerikanischen Nobel- und vielfachen Pulitzer-Preisträger, der leidenschaftlich versuchte, Strindbergs Realismus ins amerikanische Theater zu übertragen. Perceval, der heute als freier Regisseur arbeitet, tut dies am Schauspiel Köln, an dessen rauer Spielstädte Depot im populären Viertel Mühlheim (der geplante Umbau des Theaters ist ein riesiger Planungs- und Finanzskandal, die letzten Kostenschätzungen belaufen sich laut *Spiegel* 47/19 auf 841 Millionen Euro, Eröffnung: 2024).

In der sehr breiten Halle hat Bühnenbildner Philip Bußmann einen weißem *Cinemascope*-Kasten mit fünf Öffnungen gebaut – eine pro Figur – in dem einige wenige Requisiten, ein Sessel, ein Klavier, eine Leiter oder eine Treppe, die verschiedenen Räume des Ferienhauses andeuten. Die Kostüme (Katharina Beth) sind zeitlos wie die Tragödie, die sich unabwendbar vor unseren Augen abspielt. Mary könnte durchaus auch eines der Opfer der aktuellen Opioid-Epidemie in den USA sein. Wie schon bei Zola setzt Perceval auch hier auf radikale Reduktion, die Stimmung erinnert des öfteren an eine Installation der belgischen Künstlerin Ann Veronica Janssens, die mit Licht und Nebel die Verlorenheit des Menschen im Universum erfahrbar macht.

Die Herausforderung an die Schauspieler, die das Bühnenbild birgt, sind gewaltig: alle Figuren sind isoliert, jede in ihrem Kasten, beständig beobachtet. Auch intime Szenen, wie die aufreibenden Dialoge zwischen den Eltern und den Söhnen, müssen schon mal auf Distanz gespielt, die Texte frontal ins Publikum gesagt anstatt dem Gegenüber entgegengescheudert werden. Astrid Meyerfeldt ist eine verstörend zarte und empfindsame Mary, deren zierliche Glieder von Rheuma und Drogen zerfressen, kaum mehr Halt bieten. „Die Vergangenheit ist doch die Gegenwart und auch die Zukunft“, sagt sie.

Ihr Mann James (André Jung) scheint der ruhende Pol der Familie zu sein. Er wirkt jedoch zunehmend verstockt, grunzt bloß, wenn er unzufrieden ist. Bis auch er zugibt, seine Träume aus reiner Gier aufgegeben zu haben: „Das Geld hat wohl meine Karriere ruiniert.“ Wie gerne hätte er weiter Shakespeare gespielt, hatte sich allerdings für populäre Gassenhauer entschieden, um besser zu verdienen, und hat sich jetzt zum Immobilienspekulanten entwickelt.

Séan McDonagh gibt den älteren Bruder Jamie als Rebell à la James Dean, derweil Nikolay Sidorenko der schwächere, der Zweifler ist. Maria Shulga als Cathleen bleibt diskret und scheu im Hintergrund, versucht, die Familie zu verstehen, doch sie kann nur den Kopf schütteln; ihre Begleitung am Klavier wird immer dissonanter. Sie spricht die Regieanweisungen, zum Beispiel die langen Passagen über Marys ratlose Hände, doch sie werden nicht umgesetzt.

„Die Sucht ist tief verwurzelt in unserer Kultur“, sagte Luk Perceval in einem Interview. Mit diesem Stück beweist er erneut, dass er ein Meister der Abstraktion und des Minimalismus ist, und somit das Stück auch heute noch lesbar macht. Schuld und Vergebung sind universelle Themen. Jeder liebt und hasst seine Familie – „Familles, je vous hais!“, schrie André Gide. Jeder erkennt in diesem Stück Gefühle und Erfahrungen, die er in seiner Familie machte – wenn auch wohl in abgeschwächter Form. Tom Leick, der Direktor der Théâtres de la Ville, war bei der Premiere des Stückes im November anwesend, es wäre zu hoffen, dass er die Produktion nach Luxemburg bringt.

Eines langen Tages Reise in die Nacht von Eugene O’Neill, Regie: Luk Perceval, Dramaturgie: Lea Goebel; Bühne: Philip Bußmann, Kostüme: Katharina Beth; Licht-Design: Mark van Dennesse; Musikalische und akustische Beratung: Karsten Süßmlich; mit: André Jung, Astrid Meyerfeldt, Séan McDonagh, Nikolay Sidorenko und Maria Shulga; eine Produktion des Schauspiel Köln; weitere Vorstellungen am 10. (ausverkauft), 21., 23. und 31. Januar und am 15., 16. und 28. Februar; Spielort: Depot 1; weitere Informationen: www.schauspiel.koeln/spielplan/monatsuebersicht/eines-langen-tages-reise-in-die-nacht/3589/#



Astrid Meyerfeldt und André Jung als Mary und James Tyrone

Kino

Verrat als Gnade

Marc Trappendreher

Der neue Film von Marco Bellochio, *Il traditore*, der 2019 in Cannes im Wettbewerb präsentiert wurde, stützt sich auf die Biografie des berühmten sizilianischen Mafiaangehörigen Tommaso Buscetta, einem der ersten Informanten, dessen Aussagen in der Folge über dreihundert Mafiaanhänger überführten: Anfang der 1980er-Jahre spitzten sich die Machtkämpfe der rivalisierenden Oberhäupter der sizilianischen Mafia zu. Tommaso Buscetta (Pierfrancesco Favino), immer noch ein respektiertes Mitglied der Cosa Nostra, hat sich nach Brasilien abgesetzt. Derweil wüten in seiner Heimat die Fehden zwischen den Clans. Nach seiner Verhaftung und Auslieferung nach Italien bringt Buscetta die Mafia in äußerste Bedrängnis: Er will vor Richter Giovanni Falcone (Fausto Russo Alesi) sein Schweigegeflübe brechen, das er einst für die Cosa Nostra ablegte...

Der italienische Regisseur reiht sich mit diesem jüngsten Werk, das rund zehn Jahre aus dem Leben Buscettas wiedergibt, augenfällig in die Tradition großer Mafia-Epen wie *The Godfather* (1972) und doch ist *Il traditore* etwas anderes. Es gibt keinen Pferdekopf im Bett, keine Familie, die auf den Stufen einer Kirche niedergeschossen wird - dies ist zuvorderst ein aufschlussreiches Porträt der Cosa Nostra im Film. Solide dokumentiert und ein sehr sachlicher Zugang machen aus *Il traditore* einen eher beschreibenden Film mit einer bewusnt mechanischen Erzählung, der es mitunter an einer wirkungsvollen fiktionalen Dynamik fehlt. Der mittlerweile 80-jährige Bellochio wühlte die italienische Filmkultur 1965 mit seinem *I pugni in tasca* (Mit der Faust in der Tasche) gehörig

auf und zeichnete das bedrückende Bild einer dysfunktionalen Familie. Es ist nunmehr die kriminelle Familie, die aus den Fugen gerät und mit der Buscetta sich nicht mehr identifizieren kann. Die Loyalitätsfrage ist für ihn nicht mehr problemlos zu bewältigen; der Verräter ist hier ein Mann, der in seiner Situation zwischen den Fronten auch an die Grenzen der eigenen Identität gerät. Auf der einen Seite ist es vor allem die Vernunft, die ihn leitet, auf der anderen ist diese unauflösbar mit einem Rachegedanken so verbunden, dass eine moralische Position nie zu transparent wird.

Die Frage nach Gut und Böse stellt sich für Bellochio nicht wirklich, er ist vielmehr fasziniert von der emotionalen Kälte und vor allem von der Mechanik der beidseitigen Rache. Diese zwei grundsätzlichen Perspektiven auf den Helden fördern die Mischung von Argwohn und Respekt. Dieser Buscetta ist gewiss kein strahlender Held, aber das Entstehen für eine gerechte und aufrechte Sache gibt ihm Gelegenheit, Werte wie seine Ehre, seinen Gerechtigkeitssinn, seinen Patriotismus und seine Loyalität durchscheinen zu lassen. Auch die respektvolle Haltung gegenüber der Justiz wird deutlich beschrieben. Demgegenüber bedient sich Regisseur und Drehbuchautor Marco Bellochio in Bezug auf das Porträt der großen Mafiosi der klassischen Vorbilder aus der Geschichte des Genres und unterzieht so dieses Kapitel der italienischen Geschichte einer stellenweise nahezu ironischen Retrospektive. Die Mafia ist im Angesicht des Gesetzes fast hinfällig, es wirkt mitunter beinahe so als vollziehen sogar deren einflussreichste Mitglieder nur noch unbeholfene, unreife Kinderspiele.

Marco Bellochio reiht sich augenfällig in die Tradition großer Mafia-Epen wie *The Godfather* und doch ist *Il traditore* etwas anderes

Worum es in dieser Erzählung vom Einzelgänger gegen das System aber über die bloße Spannungsdramaturgie hinausgeht, ist die Verbindung von Politik und organisiertem Verbrechen. Und hinsichtlich dieser Verbindungen ist in einigen Kurzauftritten auch der siebenmalige Premierminister Giulio Andreotti zu sehen, der der Verbrüderung mit der Mafia beschuldigt wurde. In diesem Film, in dem es die Durchdringung von Fiktion und Realität in gewohnter Weise gibt, erscheint er als Exempel eines zwielichtigen Staatsoberhauptes, dessen Schweigsamkeit und gebrechliches Äußeres ihn als schwächelnden Politiker zeigen. Bellochio beschwört in alledem eine düstere Endzeitstimmung und Nicola Piovanis Musik trägt erheblich zu dieser Atmosphäre bei. *Il traditore* erzählt von Loyalitätskonflikten, Machtstrukturen und Werteverlusten in einer Gesellschaft, in der sogar der Verrat in letzter Konsequenz wie ein Akt der Gnade wirkt.

Films made in Luxembourg

De Spigel ass futti

Marc Trappendreher

Freilich, der Kriminalfilm hat wohl von allen Genres das düsterste Menschen- und Gesellschaftsbild. Die Fernsehserie *Capitani*, die Ende 2019 auf RTL zu sehen war, legt als erste luxemburgische Krimiserie davon Zeugnis ab. Christophe Wagner, der für die Produktionsgesellschaft Samsa Film bereits den Polizeifilm *Doudege Wénkel* (2012) und das Nachkriegsdrama *Eng Nei Zäit* (2016) realisiert hat, übernahm auch hier die Regie. Die Idee für das Serienprojekt geht aber auf Thierry Faber zurück, der schon an der Entwicklung von Fernsehformaten wie *Weemesedet* und *Comeback* mitwirkte. In *Capitani* schickt er den titelgebenden Kommissar (Luc Schiltz) in den Norden Luxemburgs, in das fiktive Dorf Manscheid. Als er dort vom Mord an der fünfzehnjährigen Jenny Engel (Jill Devresse) erfährt, will er alles daran setzen, den Fall zu lösen.

David Lynchs Fernsehserie *Twin Peaks* (1990-1991) muss für diese Krimigeschichte wohl Pate gestanden haben, so sehr ähneln sich beide Serien in ihrer Themenwelt, ihrem Figurenensemble und Handlungsorten. Der Fund eines toten Mädchens in einem entlegenen Dorf, die Implikation von Militär, Drogennetzwerken und eines Freudenhauses verweisen auf diese Kultserie des postmodernen Erzählens. Vor allem aber liegt der Bezug zu Lynch nahe, da er wie kaum ein anderer die brüchige Fassade des kleinbürgerlichen Lebens eingerissen hat.

Da wo Samsa Film mit *Superjhep retörns* (2018) noch nach konservativer Werteordnung in „Luxusbüerg“ sucht und bei allem Sarkasmus für positive Leitbilder wirbt, will *Capitani* nur noch die Leere dieser Vorstellungswelten aufdecken. In diesem Manscheid, das vielen ironischen Klischees des Öslings entspricht, die in den Köpfen von Luxemburgern aus dem Gutland verankert sind, scheint es niemanden zu stören, dass man sich gegenseitig auszuspionieren und auszumerzen versucht, solange die Fassade gewahrt bleibt.

Die Kommunikationsprobleme zwischen den Generationen in der bürgerlichen Familie und der zunehmende Ausbruch der Gewalt ist eines der zentralen Motive in *Capitani*: Wenn etwa der Dorffrottel Usch Trierweiler (Luc Feit) zu Beginn meint, der Spiegel sei kaputt, dann will Serienschöpfer Thierry Faber

Viel will Thierry Faber in *Capitani* erzählen, doch eine stimmige Erzählzeit scheint ihm mit diesem zwölfteiligen Format nicht gänzlich zur Verfügung zu stehen



Einige der Hauptfiguren der Serie (von links nach rechts): Jill Devresse (Jenny/Tanja Engel), Sophie Mousel (Elsa Ley) und Jules Werner (Mick Engel)

wohl ins Herz der luxemburgischen Gutbürgerlichkeit treffen. Denn es dürfte kaum verwundern, dass so mancher Dorfbewohner die Sache eher vertuschen als verfolgen will. Ja, sogar die Grenze der eigenen Person wird überschritten und führt so wahrlich zu einem folgenschweren Identitätswirbel.

Kaum eine moralische Ankerfigur gibt es mehr in dieser Welt, nicht einmal der Kommissar ist mehr einzig und allein dem Gesetz verpflichtet, sondern auch sich selbst. Damit ist die Verunsicherung innerhalb der ohnehin schon verschlagenen Dorfgemeinschaft gleich gedoppelt: Der Ordnungshüter ist sich plötzlich selbst zum Problem geworden. Das ist freilich das filmisch stark überzeichnete Bild einer luxemburgischen Polizeibehörde und Dorfgesellschaft, die im Sinne der Fernsehunterhaltung mehr Spannungsdramaturgie verfolgt, als dokumentarischen Impulsen verpflichtet ist. Insofern ist diese Gesellschaftskritik wiederum durchaus eine filmisch konstruierte, die mehr auf filmischen Mustern als



auf luxemburgischen Alltagsbegebenheiten gründet. Nicht, dass das alles als Idee für einen Krimi überaus originell oder sonderlich neu wäre, so macht Capitani doch die Atmosphäre von Misstrauen dank vieler verzweigter Erzählstränge deutlich. Gemeindepolitik, Kirche, Schule, Militär präsentieren sich als zwielichtige Instanzen und so kommt der Ermittler einem Geflecht von Korruption, Erpressung und in letzter Konsequenz, Mord auf die Spur.

Von nun an greifen allerlei Verdächtigungen und unterdrückte Aggressionen in der Dorfgemeinschaft um sich, die auch die Suche nach dem Täter bestimmt. Man möchte fast an Thomas Hobbes und an den Wolf im Menschen denken – vielleicht erinnert Jill Devresse deshalb in dieser Waldlandschaft und mit ihrer roten Jacke irgendwie an das Rotkäppchen.



Cinémasteak

Œil de Lynch

David Lynch occupe une place à part au sein de l'industrie cinématographique. Il est en effet l'un des rares réalisateurs à pouvoir jouir d'une liberté de création presque totale tout en bénéficiant de la plupart des canaux de diffusion disponibles sur le marché des films (internet, série TV, salles de cinéma et DVD). Diplômé de l'école des Beaux-arts de Philadelphie, c'est par les arts plastiques que Lynch aborde le medium cinématographique, et qu'il se distingue au point d'avoir « carte blanche » pour la réalisation de l'inclassable *Eraserhead* (1977). Autant les expérimentations plastiques abondent dans ce premier long-métrage, autant celles-ci seront-elles plus classiquement contenues dans le film suivant, *Elephant Man* (1980), grâce auquel il accède à une renommée internationale. D'un film à l'autre, ce sont tantôt les expérimentations formelles d'*Eraserhead*, tantôt les conventions narratives qui l'emporteront (*Elephant Man* ; *The Dune*, 1984 ; *The Straight Story*, 1999), quand ces deux tendances ne sont pas tout bonnement réunies au sein d'une même œuvre filmique (*Mulholland Drive*, 2001 ; *Inland Empire*, 2006). C'est dire si Lynch est capable de tous les écarts, ayant su s'appuyer sur le succès d'*Elephant Man* pour livrer des productions toujours plus audacieuses artistiquement.

Lost Highway de David Lynch : noirceur, opacité, et possessions amoureuses qui virent au délire paranoïaque



Œnigmatique Patricia Arquette

Comme les toiles de Francis Bacon, les films de Lynch offrent au spectateur d'intenses expériences sensorielles. On en sort rarement indifférent, ni indemne. Ce sont des rêves qui s'abiment dans les profondeurs de la nuit, nuit du trouble érotique comme de la psyché humaine. Une voie hypnagogique ouverte par *Blue Velvet* (1986) et *Wild at Heart* (1990), puis approfondie avec *The Lost Highway* à la fin des années 1990. Des forces maléfiques et bénéfiques s'affrontent par le biais des actions humaines. Dans *Blue Velvet*, un psychopathe incarné par Dennis Hopper menace l'idylle adolescente formée par les deux acteurs fétiches du cinéaste, Laura Dern et Kyle MacLachlan. Dans l'orgiasme *Wild at Heart*, ce sont les excès d'alcool, de sexe et de violence d'un Nicolas Cage en roue libre, prêt à tout pour garder sa belle auprès de lui. C'est la nuit enfin dont se pare le film noir, à commencer par *Kiss me deadly* (1955), de Robert Aldrich, dont s'inspire Lynch pour l'ouverture de *Mulholland Drive*, hiéroglyphe dont *Lost Highway* vient préparer la réalisation. Celui-ci en a la noirceur, l'opacité, et les possessions amoureuses qui virent au délire paranoïaque. Il s'en distingue cependant par le traitement réservé à la métempsychose, inspiré de la *Métamorphose* (1915) de Kafka et de *Persona* (1966), fiction de Bergman centrée sur le trouble identitaire entre deux femmes. Dans *Lost Highway*, Patricia Arquette peut donc interpréter deux personnages à deux époques distinctes, et son compagnon changer d'apparence en cours de route. Une route infinie qui vient toujours redoubler le processus, l'avancée dans l'inconnu, le transport permanent que déploie un récit extravagant. La mort n'existe pas ici ; tout est en proie à la transformation, au dédoublement, au glissement, pour célébrer une envolée cinématographique vertigineuse. Loïc Millot

Lost Highway de David Lynch (États-Unis, vostf, 2h15), est présenté ce samedi 11 janvier 2020 à 21h30, Cinémathèque de Luxembourg, place du Théâtre

Noch bevor aber ein Mörder gefasst wird, hat die Gesellschaft ihren eigenen Abgründe bereits aufgetan.

Vor allem ist in *Capitani* jedoch die Familie bedroht. Ob nun für die idealistische Polizistin oder die Engels mitsamt ihrer überaus katholischen Mutter, für alle erweist sich die Familie als die letzte große Täuschung, die kein Zufluchtsort mehr sein kann. Es entsteht innerhalb der Familie die bedrückende Stimmung der gegenseitigen Anschuldigungen und des Argwohns und macht so den Kontrast von äußerlicher idyllischer Schönheit und dem inneren emotionalen Grauen – hierin ist die Nähe zu Lynch offensichtlich – überaus deutlich.

Und da liegt auch die besondere Spannung: Dass es irgendwo einen Mörder geben muss, ist beinahe nur noch ein äußerer Aufhänger für die Erkenntnis eines Zustandes der völligen Entfremdung und der Unfähigkeit der Menschen, zueinander zu finden. Auch der Versuch eines Rückzugs auf konservative Werte muss scheitern an den eigenen, inneren Widersprüchen. Es mag bereits durchscheinen: Viel will Thierry Faber erzählen, doch eine stimmige Erzählzeit scheint ihm mit diesem zwölfteiligen Format nicht gänzlich zur Verfügung zu stehen. Und dabei ist gerade die spürbare Zusammensetzung aus fertigen Bausteinen jeglicher Krimimotive und -wendungen in *Capitani* – Thierry Faber arbeitet besonders in der Filmmontage – trotz oder gerade wegen der Serienlaufzeit von fünf Stunden und zwölf Minuten mitunter repetitiv.

Capitani löst die Geschehnisse zwar nach den Gesetzmäßigkeiten des Genres auf, eine etwas unentschlossene zwischen dem Kriminalistischen und dem Sozialkritischen schwankende Mischung ist doch fühlbar, die einige der Erzählstränge und Charaktere schlicht vergisst. Die Verunsicherung aber, die der Kommissar sowohl offengelegt, wie auch selbst angerichtet hat, bleibt am Ende bestehen. Und so ist die Frage auch nicht „Wer ist der Mörder?“, sondern eher: „Sind wir noch zu retten?“.

Theatre

Burning down the house

Janine Goedert

Let's start with the strangest play of the three, namely *Fairview* by Jackie Sibblies Drury. It won the 2019 Pulitzer Prize for Drama and has been on a high ever since. Now its UK premiere is directed by Nadia Latif. The evening begins as a sitcom-like drama about a middle-class African-American family with Beverly, the mum, peeling carrots in the kitchen for grandma's birthday dinner, while Dayton, her husband, is getting the absolutely wrong silver cutlery out. When Jasmine, Beverly's sister turns up, the bickering starts for good. This must happen every year, you assume.

But no way are you allowed to sit back since Act 2 takes you into a totally different direction. Once white voices join the mix, the play becomes an experiment in form. Dramatic surprises come your way while Drury sets out to deconstruct stereotypes around identity and race. She raises key questions about the stories we tell and about (white) cultural assumptions.

Mike Lew has transplanted Shakespeare's *Richard III* into a high school setting

In Act 3 the family end up at the birthday table, which is overflowing with all kinds of gigantic fruit and huge chicken legs. The grotesque takes over for good as soon as the sedate sitcom pastiche morphs into a food fight. All-out chaos reigns before the daughter of the house (a very moving Donna Ban-ya) breaks the fourth wall in order to appeal to all white audience members.

If you prefer more traditional fare in the shape of a Jacobean tragedy, you should see *The Duchess*

of Malfi at the Almeida. Rebecca Frecknall directs. Despite her dazzling defiance, the Duchess (an incandescent Lydia Wilson) is put into a kind of tiled glass cage by her two brothers, who try to control her now that she is a widow. Here she will be spied upon by her siblings as well as by the audience. Webster hints at bouts of madness in both brothers, while the southern Italian setting conveniently keeps this type of extreme violence away from the English court. Clearly, never trust a Roman Catholic was the order of the day!

Warm family scenes between the Duchess and Antonio (Khalid Abdalla), the steward whom she secretly marries and has three children by, contrast with the brothers' ruthless plotting and the omnipresence of Bosola (Leo Bill), a Iago-like figure who is both a victimiser and the victim of his masters' scheming. Though he seems to shrink away from any new mission at first, he swiftly decides that a succession of gris-

ly murders is to be taken in his stride. How else may he rise through the echelons of power?

All in all, Frecknall offers an outstanding interpretation – if only she resorted less often to having her cast switch into slow motion!

In a totally different register *Teenage Dick*, another American play, has just opened at the Donmar Warehouse. Michael Longhurst directs. Mike Lew has transplanted Shakespeare's *Richard III* into a contemporary high school setting, so another revenge play it is, with Richard as Dick, a nerd and outsider. In his introduction Lew explains that he wrote two parts out of six for disabled actors. Buck (Ruth Madeley, who has spina bifida) is a wheelchair user, while Richard Gloucester, or Dick, (Daniel Monks, an Australian actor with partial paralysis) decides to run for senior class president, ready to take on Eddie Ivy, whose popularity rests on his sporting prowess.

The mock-Shakespearean poetry Dick routinely resorts to has others shrink from him as a weirdo, while his dancefloor moves do need serious improvement. Yet Machiavelli is on the syllabus, so he need not look far for inspiration to fight his way to the top!

The parallels with *Richard III* are there but remain largely unexplored. At times it feels too much like a soppy movie about American teenagers attending a prom in Day-Glo colours. The writing is somehow cartoonish and the satire lacks sting. Stuck in the middle of the nightmare is the class teacher (Susan Wokoma), a naïve do-gooder who is totally out of her depth. Yes, after a shortish while, it becomes almost purgatory to watch!

Fairview, Young Vic theatre, S1, to January 23; *The Duchess of Malfi*, Almeida Theatre, N1, to January 25; *Teenage Dick*, Donmar Warehouse, WC2H, to February 1



Avis de marché

Procédure : européenne ouverte
Type de marché : Travaux

Modalités d'ouverture des offres :
Date : 11.02.2020
Heure : 10.00 heures

Section II : Objet du marché

Intitulé attribué au marché :
Soumission relative aux travaux de peinture dans l'intérêt du Bâtiment Laboratoires aile Sud à Esch-Belval.

Description succincte du marché :
Travaux de peinture dans les espaces communs (noyaux), les sanitaires et les escaliers.

Section IV : Procédure

Conditions d'obtention du cahier des charges :
Dossier de soumission à télécharger gratuitement sur le Portail des marchés publics www.pmp.lu

Section VI : Renseignements complémentaires

Autres informations :
Conditions de participation :
Les conditions de participation sont précisées au cahier des charges.

Réception des offres :
La remise électronique des offres sur le Portail des marchés publics est obligatoire pour cette soumission conformément

ment à la législation et à la réglementation sur les marchés publics avant la date et heure fixées pour l'ouverture.

Date d'envoi de l'avis au Journal officiel de l'U.E. :
09.01.2020

La version intégrale de l'avis n° 2000034 peut être consultée sur www.marches-publics.lu

Ministère de la Mobilité et des Travaux publics
Administration des Bâtiments publics

Avis de marché

Procédure : européenne ouverte
Type de marché : Travaux

Modalités d'ouverture des offres :
Date : 12.02.2020
Heure : 10.00 heures

Lieu :
Les offres sont obligatoirement et exclusivement à remettre via le portail des marchés publics avant la date et l'heure fixées pour l'ouverture.

Section II : Objet du marché

Intitulé attribué au marché :
Travaux de menuiserie en bois (lot 27.4.1) – revêtement de sol – hall sportif – dans l'intérêt de la rénovation et extension du Lycée Michel Rodange à Luxembourg.

Description succincte du marché :
– env. 1 500 m² de revêtement de sol – hall sportif (élasticité surfacique)
– env. 1 700m² parquet

Les travaux sont adjugés en bloc à prix unitaires.
La durée prévisible du marché est : 80 jours
Le début prévisible des travaux : 3^e trimestre 2020

Section IV : Procédure

Conditions d'obtention du cahier des charges :
Les documents de soumission peuvent être retirés via le portail des marchés publics (www.pmp.lu).
La remise électronique est obligatoire.

Section VI : Renseignements complémentaires

Autres informations :
Conditions de participation :
Toutes les conditions de participation sont indiquées dans les documents de soumissions.

Réception des offres :
Les offres sont à remettre via le portail des marchés publics (www.pmp.lu).

Date d'envoi de l'avis au Journal officiel de l'U.E. :
09.01.2020

La version intégrale de l'avis n° 2000040 peut être consultée sur www.marches-publics.lu

Ministère de la Mobilité et des Travaux publics
Administration des Bâtiments publics

Avis de marché

Procédure : européenne ouverte
Type de marché : Travaux

Modalités d'ouverture des offres :
Date : 07.02.2020
Heure : 10.00 heures

Lieu :
Les offres sont obligatoirement et exclusivement à remettre via le portail des marchés publics avant la date et l'heure fixées pour l'ouverture.

Section II : Objet du marché

Intitulé attribué au marché :
Travaux de parqueterie et de revêtement de sol sportif en parquet dans l'intérêt de la construction de l'École internationale à Differdange – enseignement secondaire.

Description succincte du marché :
Le marché de travaux comprend essentiellement la fourniture et montage de :
– Parquet chêne massif : env. 830 m²
– Revêtement de sol sportif en parquet massif : env. 1 890 m²

– Plancher surélevé : env. 20 m²
Les travaux sont adjugés en bloc à prix unitaires.
La durée prévisible des travaux est de 65 jours ouvrables.
Début prévisionnel des travaux : 2^e trimestre 2020

Section IV : Procédure

Conditions d'obtention du cahier des charges :
Les documents de soumission peuvent être retirés via le portail des marchés publics (www.pmp.lu).
La remise électronique est obligatoire.

Section VI : Renseignements complémentaires

Autres informations :
Conditions de participation :
Toutes les conditions de participation sont indiquées dans les documents de soumissions.

Réception des offres :
Les offres sont à remettre via le portail des marchés publics (www.pmp.lu).

Date d'envoi de l'avis au Journal officiel de l'U.E. :
06.01.2020

La version intégrale de l'avis n° 2000007 peut être consultée sur www.marches-publics.lu

Ministère de la Mobilité et des Travaux publics
Administration des Bâtiments publics

Avis de marché

Procédure : européenne ouverte
Type de marché : Travaux

Modalités d'ouverture des offres :
Date : 12.02.2020
Heure : 10.00 heures

Lieu :
Les offres sont obligatoirement et exclusivement à remettre via le portail des marchés publics avant la date et l'heure fixées pour l'ouverture.

Section II : Objet du marché

Intitulé attribué au marché :
Travaux de menuiserie intérieure en bois (lot 27.4.2) – revêtement mural – hall sportif (paroi de choc) – dans l'intérêt de la rénovation et extension du Lycée Michel Rodange à Luxembourg.

Description succincte du marché :
– env. 470 m² de revêtement mural – hall sportif (paroi de choc)
Les travaux sont adjugés en bloc à prix unitaires.

La durée prévisible du marché est : 100 jours
Le début prévisible des travaux : 3^e trimestre 2020

Section IV : Procédure

Conditions d'obtention du cahier des charges :
Les documents de soumission peuvent être retirés via le portail des marchés publics (www.pmp.lu).
La remise électronique est obligatoire.

Section VI : Renseignements complémentaires

Autres informations :
Conditions de participation :
Toutes les conditions de participation sont indiquées dans les documents de soumissions.

Réception des offres :
Les offres sont à remettre via le portail des marchés publics (www.pmp.lu).

Date d'envoi de l'avis au Journal officiel de l'U.E. :
09.01.2020

La version intégrale de l'avis n° 2000039 peut être consultée sur www.marches-publics.lu

Ministère de la Mobilité et des Travaux publics
Administration des Bâtiments publics

Avis de marché

Procédure : européenne ouverte
Type de marché : Travaux

Modalités d'ouverture des offres :
Date : 13.02.2020
Heure : 10.00 heures

Lieu :
Les offres sont obligatoirement et exclusivement à remettre via le portail des marchés publics avant la date et l'heure fixées pour l'ouverture.

Section II : Objet du marché

Intitulé attribué au marché :
Travaux de gros oeuvre à exécuter dans l'intérêt de la rénovation du Parking St. Esprit à Luxembourg

Description succincte du marché :
– Travaux de renouvellement des revêtements de protection de sol du parking (environ 10 800m²),
– de réfection de la rampe d'accès (environ 675 m²),
– travaux d'assainissement des bétons et transformations ponctuelles des cages d'escaliers.
Les travaux sont adjugés en bloc à prix unitaires.

Luxemburgensia

Lëtzebuergeschen Take-away

Claire Schmartz

Mat der Serie *Timba* huet sech Kremart enger spannender Missioun verschriwwen: Kuerzgeschichten op Lëtzebuergesch als eegestänneg Texter ze verbreedden an zougänglech ze maachen. An der Serie fannen sech Bichelcher vu jee knapps 40 Säiten mat Coveren a knallege Faarwen. Mat dräi neie Publikatioune zielt dës Rei, déi 2018 lancéiert gouf, elo aacht Bicher, an et kann een sech just wënschen, dass se och esou emseg viru gefouert gëtt. Net nëmmen mécht hiert praktescht Format aus de klengen Heftercher richteg Täschebicher, déi och wierklech an eng Boxentäsch passen an ënnerwee gelies kënnen ginn. Och de Präis vun de klenge Bichelcher iwwerzeegt an entsprécht dem Gedanken vun der Zougänglechkeet.

D'Wiel vun de Kuerzgeschichte bitt e Panorama un esou verschiddenen Themen ewéi d'Covere faarweg sinn. D'Sproch an den dräi neie Bänn N°6, 7 an 8 ass dem jeeweiligen Thema ugemoot, den Toun passt zum Text. Si halen alleguer sproochlech an inhaltlech hir Spannung; ob et elo d'Turbulenze vum Verléiftsinn am *Lucy Love* sinn oder dem Roland Meyer säi subjektiven, feelbaren Erzieler. A sengem *Food Leaks* (Timba N°6) gi mat Witz an engem Aen fir d'Detail dräi Situatiounen em d'Essen verzielt. Di éischt Szeen léisst eis an eng Stoff luussen, wou di ganz Famill fir Chrëschttag em den „obligatoresche“ Foie Gras an d'Fondue setzt. Wat fir e Setting fir Diskussiounen ëm d'Essen! Du bist, was du isst – mee haut-desdaags ass Essen am globalen Norden oft net méi eng Iwwerliewensgrondlag, mee e Choix, wat ee si wëll – Omnivor, Flexitariier oder Pudding-Vegetariier. En Déiereschützer, en Ëmweltwiechter, e Fastfood-Junkie.

Wat kënnt dobäi eraus, wann ee fir den anere kacht, awer d'Gouten an d'Erwaardungen un d'Essen ënnerschiddlech sinn? Wann zum Beispill op eemol Foie Gras net méi als Delikatess gesi gëtt, mee als Foltermethod. Mat dem wuessenden Alkoholpegel fänkt och d'Fondue un ze späizen an ze kachen. Wonnerbar ass an dësem Bichelchen di zweet Szeen ëm de gudde Virsaz endlech ofzehuelen. An engem Trëndel aus Werbung, Moral a gudde Virsätz dauscht den Text duerch Assoziatiounen, strack bis op d'Tankstell. Wat ass d'Moral hannert dem Essen, Fett, an Iwwerfloss? An wou oder wat ass de Kick um Verzicht? Stringent féiert de Roland Meyer d'Motiver a Biller vun de Szenen aus: d'Konflikter iwwerdreen sech op den Iessdësch. Subjektiv, kriddeleg an (selbst-)kritesch manövriert den Ech-Erzieler d'Lieser duerch déi verschidden Episoden.



D'Fabienne Hollwege

Dem Josiane Kartheiser seng Kuerzgeschicht *Dem Jemp seng Uerdnung* (Band N°7), erzielt d'Geschicht vum Uerdnungsfanatiker Jemp. A sengem Beruff als Iwwersetzer ass penibel Genauegkeet an d'Léift zum Detail alles. Leider net a senger Noperschaft. Wann hien spadséieren geet, fält him als éischten op, wann eppes net stemmt: zum Beispill wann d'Hecken net g'Steschnidden goufen. Wéi de Jemp duerch Zoufall un d'Schlësele vun alleguer den Haiser an der Noperschaft kënnt, schläicht hien sech nuets an hir Haiser eran, fir ze virwëtzen... an ze raumen! Dass hien dobäi awer villes an Onuerdnung bréngt an souguer Gesetzer brécht, féiert zur Eskalatioun. Eng ronn, kuerz a kontemplativ Geschicht iwwer Normen, Erwaardungen an de Wonsch aneren seng Perspektiven opzewéngen. Mat klengen, spatzen Kommentare vum Erzieler ass dës „onerhéiert Ereegnis“ eng Geschicht doriwwer, dass een heiansdo seng eegen Erwaardungen als Gesetz fir seng Matmënschen gesäit. An dass dat net ëmmer richteg ass.

Mat dräi neie Publikatioune zielt dës Rei elo aacht Bicher, an et kann ee sech just wënschen, dass se och esou emseg viru gefouert gëtt

Den achte Band ass dem Fabienne Hollwege säi *Lucy Love*. En Ausbriecher par rapport zu den zwee Bänn virdrunner, dee sech thematesch awer och duerch eng méi modern Sprooch un e méi jonkt Publikum wendt. Et geet em d'Lucy, dat sech an de Schwed Rasmus verléift, dee fir zwee Joer bei him an d'Schoul goe soll. Anarchist, Kommunist ass hien eleng als Erscheinung zimmlech opreegend. Mee do ass nach méi tëscht hinnen zwee... *Lucy Love* verzielt eng turbulent Geschicht iwwert déi éischt Léift an alles, wat esou komplizéiert ka ginn, wann der zwee aneneen verléift sinn. Fragmentaresch, hormonduerchzunn Episoden loosse eis dës komplizéiert Bezéiung wei Erënnerungen materliewen. An och d'Sprooch changéiert tëscht *Himmelhochjauchzend* an *zu Tode betrübt*, benotzt Ofkierzungen, Englesch a schafft et, mat den erzielte Situatiounen d'Ambiguitéit vun hire Gefiller heiansdo mat wonnerbarer Kloeerheet ze faassen: „Wat méchs du do? Hal op! Et ass wonnerschëin...“

Roland Meyer: *Food Leaks*. Kuerzgeschichten. Kremart Timba N°6, 38 Säiten / Josiane Kartheiser: *Dem Jemp seng Uerdnung*. Kremart Timba N°7, 34 Säiten / Fabienne Hollwege: *Lucy Love*. Kremart Timba N°8, 40 Säiten; jeweils 4 Euro .

Exposition

Les petits rats, les retraites Macron

Lucien Kayser

Il arrive que l'actualité vienne altérer notre perception d'une exposition, la lecture d'un livre, la vision d'un film. Non pas que les œuvres changent, elles restent ce qu'elles sont, définitivement fixées, mais le contexte n'est plus le même ; entre les œuvres et le public que nous sommes, consommateurs, amateurs, ça ne fonctionne d'un coup plus de la même façon. Le regard est autre, quelque chose d'étranger est venu se mêler. Et voilà que les danseuses de Degas cèdent le pas aux petits rats de l'Opéra de Paris, pour la première fois de leur histoire sans doute sur les marches du Palais Garnier.

Degas au Musée d'Orsay, pour le 350^e anniversaire de l'Opéra de Paris

C'en est fini de la légèreté que seules les dimensions de la toile empêchent de déborder, il reste la fragilité, plus accentuée dans la poudre des pastels. Mais les danseuses du corps de ballet, pour ces quelques tableaux du *Lac des cygnes* du parvis, sont aussi plus chaudement habillées, il faut braver le ciel gris et le froid. Un froid social qui règne de même, avec des calicots à l'arrière-fond, l'un dit la grève, l'autre annonce une culture en danger.

C'est pour le 350^e anniversaire de l'Opéra de Paris que le Musée d'Orsay a organisé cette exposition

consacrée à Degas, peintre des danseuses, certes, mais sa passion englobait bien sûr la musique, allait au spectacle en général, au spectaculaire de la scène. Et ce qu'il voulait saisir, dans ses images, c'était le ravissement, la magie, cet élan qui emporte dans une représentation ; c'était bien plus, un esprit qu'il pourchassait dans les répétitions, dans les coulisses. Où nous constatons alors, et l'impression peut se faire mordante, dans les monotypes, que l'atmosphère traduit tout autre chose, toutes sortes d'intrigues, dans la série des Petites Cardinal.

Les danseuses de Degas sont trompeuses. Tellement leurs mouvements semblent naturels, faits avec la plus grande facilité. Cela ferait presque oublier que c'est le résultat ensemble de travail et d'artifice qui en fait le charme, des deux, des gestes des danseuses, de ceux de l'artiste. Et qui penserait alors au fait que très vite, à un très jeune âge, les blessures chroniques guettent, tendinites, fractures de fatigue, douleurs aux genoux. D'où le régime spécial que la réforme du gouvernement abolirait, alors qu'il date de 1698, sous Louis XIV, et permet de tirer la révérence à 42 ans. On voit mal des prestations au-delà, jusqu'à 64 ans, sauf dans un dessin de *Charlie Hebdo*, au risque d'entendre claquer une jambe de bois, bruit sec et sonore contre les envolées de l'orchestre, lui aussi en lutte pour son statut.

Hors de l'universalité prônée, on avait vite fait en haut lieu de sortir et de privilégier telles fonctions régaliennes, liées à la puissance gouvernante, à sa garde. Étymologiquement, le corps de ballet, telles autres institutions culturelles, devraient avoir au moins la même considération.

Ah, l'actualité... S'il est une œuvre de Degas que tout le monde connaît, c'est cet assemblage gracieux de cire, de crin et de tissu, sa *Petite danseuse de quatorze ans*, seule sculpture de l'artiste exposée de son vivant, à la cinquième « exposition impressionniste », 1880-1881. Quatorze ans... mais c'était l'âge de Vanessa Springora au moment de sa liaison avec Gabriel Matzneff ; lui n'en était pas à sa première conquête de très jeune fille, et l'écrivain n'a jamais fait mystère de son attirance pour les très jeunes gens, il en a même fait ses livres, comme



Les 24 décembre devant l'Opéra de Paris

la *Prunelle de mes yeux*, chez Gallimard, en 1993, pour sa liaison justement avec Vanessa. Celle-ci, aujourd'hui, fait entendre sa voix à elle, dans *le Consentement*, chez Grasset, livre qui dans tous les sens du terme, tombe sur la tête du séducteur (ou prédateur, on jugera), et lui met même la justice aux trousses. Gabriel Matzneff a connu Vanessa dans un dîner, il fréquentait non moins les sorties des collèges. Retour à Degas, dans les coulisses, avec les admirateurs des danseuses. Ils portent la redingote, la tête couverte d'un haut-de-forme ; Matzneff, lui, une saharienne, le crâne rasé.

L'exposition *Degas à l'opéra* au Musée d'Orsay dure jusqu'au 19 janvier ; www.musee-orsay.fr



Edgar Degas : *Danseuse, mi-corps, les bras croisés derrière la tête (à gauche)* et *Danseuses s'exerçant au foyer de l'Opéra, tous les deux vers 1890*

STIL

Raclette is my religion

Jeffrey Palms

Raclette changed my life. You have no idea. I was twenty-six years old when the holy aroma of raclette first wafted into my nose, but in a way I was no age at all. And then, right there, in sight of the Cheese itself, I was reborn. But let me back up just a little bit.

In the United States, food is often, like nearly everything, seen as an individual interest. Our society

hangs on the principles of forging your own destiny, reaping your own riches, and being judged on your own deeds rather than those of your parents. (This, anyway, is what we tell ourselves.) We are taught to distill, from the wide, wide world, a handful of things by which to identify ourselves. These “things” are all-important because you do not inherit them. You chose them. What’s your thing? It could be anything!

Baseball, nightclubs, boardgames. Politics, sandals, interior design. Telling people off for not using public transport. Celebrity gossip. Maps.

If your thing is food, then you are a foodie. Foodies discuss ingredients, loiter around farmers’ markets, and sing odes to kale. These are the people who go on recipe blogs and actually read the verbose nonsense



Raclette – from the French *racler*, to scrape (it’s what you do with the cheese)



L’endroit

Notre page *ticker* a récemment commenté l’événement. Oui, encore un temple de la consommation en plus. Sauf que celui-ci devrait vraiment soulager les milliers d’employés et de fonctionnaires du quartier qui ne seront plus obligés de se déplacer à l’heure du lunch ou pour leurs emplettes au supermarché, vu qu’un « proxy delhaize » est maintenant aussi implanté juste en face de la Philharmonie, dans cet immeuble « Infinity » dont les prix des studios et lofts défient toute concurrence. Que retirer de plus de cet espace, à part le fait que « Cocottes » y a ouvert sa dixième succursale, où le wifi hyper puissant dès qu’on pose son portable sur le bar et où on peut aussi recharger son smartphone ? La surprise du second jour d’ouverture fut l’affluence à la grande pizzeria « L’Osteria » où on fit la file d’attente à l’heure du déjeuner. À préciser qu’il s’agit ici d’une chaîne étrangère qui reste sans rapport aucun avec le restaurant de la Place d’Armes ou celui de Bonnevoie. Si ce jour là, le traiteur Fauchon et d’autres commerces n’étaient pas encore ouverts, le bijou du lieu me semble incontestablement être le point de vente et de détente **Munhowen – Le Chai**. Une simulation de vraie cave à vin a été réalisée avec un magnifique bar au bout, où on sert des planchettes entre dix et vingt euros avec une grande sélection de vins au verre allant du modeste pinard à six euros jusqu’au Cheval blanc à 85 euros le verre (photo : GD). Un couac pour l’ensemble: l’escalier aride et dangereux qui mène aux commerces de l’étage inférieur. Prost! GD

L’endroit

Il y a de ces lieux qui, dès leur lancement, et parce qu’ils sont parrainés par un endroit à succès, semblent fonctionner en pilote automatique. Encore que le **Partigiano** (photo : GD), qui vient d’ouvrir dans le haut de la rue de Strasbourg à quelques pas de la Bella Napoli, est plus que parrainé puisque les proprios sont les mêmes que ceux du légendaire « Crystal Saumur Club », ovni nocturne qui réunit tout le panel de la « noche » luxembourgeoise, du startup-per jusqu’à la fille de joie, et cela toutes les nuits jusqu’à l’aurore. Le « Saumur » est culte, tout clubber y passe forcément au plus tard quand les autres établissements ferment. La pub est donc faite d’avance et on n’est pas étonné dès lors de trouver le nouveau bar-resto blindé de monde quelques jours après son ouverture. Des jeunes, des moins jeunes, beaucoup de faune branchouille et même des députés remplissaient le lieu le soir de ma visite, et je dois avouer que l’intérieur simple et sans chichi dégage une bonne énergie et une ambiance plutôt bon enfant. Ce qu’il y a de sympa au Partigiano, c’est qu’on y va plutôt pour siroter un drink et, si la faim se fait sentir, on fait suivre l’apéro d’un petit plat et d’un bon rouge. Tout cela sans attente énorme, car la carte est archi-réduite et propose pour le moment uniquement des pizzas napolitaines et quelques pasta très traditionnelles. La qualité est aussi moyenne que le choix, mais le but en venant ici n’est pas de faire dans la gastronomie. C’est juste une « before » avant l’« after » de l’« after ». GD

L’endroit

Lorsqu’on longe les quais de la Moselle, ce ne sont pas les pavillons de réjouissance qui manquent, la plupart étant la propriété de vignerons réputés. Parmi tous, celui de la famille **Desom** à la sortie de Remich est un des plus beaux. Véritable joyau de décoration minimaliste, il laisse surtout la place à la lumière par ses grandes baies vitrées. Pour le reste, un mélange de couleur noire et de chocolat confère à cette brasserie une agréable atmosphère élégante sans être huppée. La maison Desom (photo : GD) est de celles qui se sont bien développées ces dernières années en affinant au maximum leurs breuvages, et il faut avouer que lorsqu’on arrive on voit de suite le succès du crémant rosé maison qui trône sur une majorité de tables. Pour avoir choisi une bouteille de chardonnay Desom, je dois avouer avoir été agréablement surpris par son côté bien épicé et sa pointe d’amertume. Dans l’assiette, de l’élégance et des plats simples mais bien exécutés. Les moules maison sont un délice, le cocktail de crevettes grises sur lit d’avocats également. Les pièces de bœuf servies à la table voisine semblaient très tendres et généreuses en taille. Que du bonheur à voir la réaction des convives. Les quelques desserts de la carte très réduite semblent aussi recommandables, à ne pas oublier l’apéro maison, le Desom Cooler, à base de mousseux et de fruits exotiques qui est un vrai rafraîchissement acidulé. Pour une visite, il va falloir patienter un peu, la famille Desom étant en ce moment en congé annuel jusque fin janvier. GD

that always comes before the ingredient list. (“A crisp fall day is perfect for Aunt Carol’s amazing pumpkin soup! Mmm mmm mmm, yummy! Soup for the soul! It all began when Carol’s great grandfather was thrown into debtors’ prison in 1831...”)

Food belongs to the foodies because, under American culture, an individual understanding of the work behind the success entitles you to a fuller enjoyment of the success itself. This is what foodies do. They integrate, into their personalities, opinions on ingredients, preparation, seasoning, texture, taste, and style of consumption. As such, they claim ownership of food culture.

I’m no foodie. I take excellent care of my appetite and it has grown accordingly large and wonderful, but foodies are a very specific American phenomenon. Being one is a statement. Food was never my “thing” back home, so it did not become my thing in Europe, even as incredible tastes passed through my lips: pints of pure Guinness in Dublin, fresh pastéis de nata in Lisbon, stroopwafels in Maastricht. Fabulous morsels, lovingly devoured, but nothing more: the culture around them was not my culture, and I ate them all in the imported context of a hungry expat, without a second thought as to their how, when, and why.

Then, Luxembourg. Then, raclette.

The grounds for my divine amazement are not just the Cheese itself. Obviously, the Cheese is paramount to the whole experience: eating it, as an isolated action, is comparable to being blessed by the pope. But the entire raclette meal is like coming face to face with the real deity, in a sacred ether whose holy stench stays on your clothes for days afterwards. The first word of raclette scripture is: “Raclette is an entire meal.”

Does it seem mundane or perhaps obvious? Well, imagine me, coming from the United States. The foodies have taught me one main lesson: the more complex the story of a meal’s creation, the more worthwhile it is to eat. Meals are made good by a trick of the oven, a secret ratio of spice, an unusual foreign tradition, a rare ingredient, and so on (things that, incidentally, make easy anecdotes for the foodie to impress you

with). And to make something that qualifies as a meal at all, you must at least follow a recipe, artfully mix ingredients, and put a lot of work into it. Cheese that you melt, at the table, yourself? At best, that’s a side dish. Certainly not a meal.

But it is. I asked. And they told me, back when I was twenty-six, that the Cheese was the meal. I almost raptured myself on the spot. What struck me is how raclette is taken very seriously, even though nobody can aggrandize themselves with claims of a fancy preparation process, or take credit for rare spices. We know where the food came from and how it’s made. We are here not to play games about our interests, but to share and honor the taste. And the taste is Cheese.

Every congregation of raclette worshippers, furthermore, has its own interpretation of how the Cheese is to be accompanied. Behold, the supporting foods on the table, framing the Cheese like angels around the baby Jesus: olives, pickled onions, cornichons, tomatoes, mushrooms, cucumber salad, baby corn, bread, sausages, potatoes. Crucially, none of these require arduous work to prepare, either.

Then, the nomenclature: “We are going to do a raclette.” It is not “I am going to cook a turkey,” for instance, which would automatically embed various roles for everyone: one person shall prepare a turkey, which the guests shall eat and (unless the turkey is literally on fire) compliment. Raclette is more democratic, its outcome more certain: “We” are going to “do” a raclette. It is a ritual. But it is also not like the sentence, “Let’s get takeaway tonight.” That is a negotiation, an issue of paying a restaurant, ordering from a menu, passively receiving the work of others. Raclette worshippers have agency and they know their fate. The raclette is going to be “done.” It is merely a question of when, where, and with whom.

If this were America, Cheese would be my thing now. But it is not, and raclette is so much more than anybody’s thing. Gathering to consume the Cheese is a damn miracle. It transcends all posturing, flattery, and judgment. It is community. By chance, I experienced my first raclette on my first ever day in Luxembourg, and it was obviously a sign, a spontaneous, pasteurized baptism. Let there be light. And let there be Cheese.

La République trahie

Après le succès de *Entre chien et loup* (2017), l’historien Henri Wehenkel tente de comprendre dans son nouveau livre pourquoi des milliers de Luxembourgeois ont voulu instaurer la République à la fin de la Première Guerre mondiale. Pour eux, il ne s’agissait pas seulement de remplacer un monarque par un président élu. La République était un rêve ancré dans l’histoire la plus lointaine du pays, rêve qui fut nourri par toutes les souffrances de quatre années

d’occupation militaire, de pénurie et d’injustices. Il fut la réponse à l’esprit prussien, au régime personnel, à la monarchie de droit divin. Pendant deux mois, ce rêve d’une autre vie, d’un autre monde prit forme et réalité dans les assemblées populaires, les manifestations de rue, les ateliers, les fabriques, les écoles et les casernes. Cette République luxembourgeoise, ouverte au monde et amie de la France, succomba le 10 janvier 1919 sous la force des baïonnettes françaises.

Le livre en français fait 191 pages et est richement illustré (ISBN 978-99959-949-6-9) ; il est en vente au prix de 29 euros en librairie, ou peut être commandé via le site www.land.lu, en envoyant un mail à land@land.lu ou en appelant le 48 57 57-32